

rapport annuel 2002

AGFA 

| see more | do more |

Chiffres clés

MILLIONS D'EUROS

	2002	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	4.683	4.911	5.260	4.731
évolution	(4,6)%	(6,6)%	11,2%	8,5%
Résultat d'exploitation ¹	471	260	527	364
Frais de restructuration et résultats non récurrents	(78)	(524)	(126)	(273)
Résultat autre que d'exploitation	(97)	(120)	(130)	(73)
Impôts sur les résultats	(99)	133	(96)	(7)
Part des résultats des sociétés associées ²	(3)	(37)	(6)	3
Résultat net	194	(288)	169	14
Cash-flow				
Cash-flow brut d'exploitation	482	226	526	300
Cash-flow opérationnel net	611	738	436	377
Bilan				
Fonds propres	1.383	1.267	1.570	1.439
Dettes financières nettes	573	842	1.147	1.091
Fonds de roulement net ³	1.598	1.672	1.869	1.460
Actif total	4.159	4.527	5.070	4.854
Chiffre d'affaires par Business Segment				
Graphic Systems	1.813	1.890	2.065	1.945
Part du chiffre d'affaires du Groupe	38,7%	38,5%	39,3%	41,1%
Technical Imaging	1.822	1.823	1.708	1.352
Part du chiffre d'affaires du Groupe	38,9%	37,1%	32,5%	28,6%
Consumer Imaging	1.048	1.198	1.487	1.434
Part du chiffre d'affaires du Groupe	22,4%	24,4%	28,3%	30,3%
Chiffre d'affaires 'Nouvelles Solutions Numériques'	1.710	1.372	1.146	712
Part du chiffre d'affaires du Groupe	36,5%	27,9%	21,8%	15,0%
Frais de recherche et de développement	248	231	224	241
Part du chiffre d'affaires du Groupe	5,3%	4,7%	4,3%	5,1%
Nombre de salariés ⁴	19.341	21.038	21.946	22.635

(1) avant restructuration et résultats non récurrents

(2) intérêts minoritaires inclus

(3) actifs circulants minorés du passif exigible à court terme

(4) équivalents temps plein permanent au 31 décembre 2002

Part du chiffre d'affaires du Groupe 2002

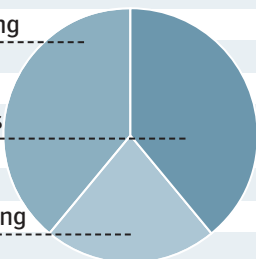
PAR BUSINESS SEGMENT

PAR RÉGION

38,9% Technical Imaging

38,7% Graphic Systems

22,4% Consumer Imaging

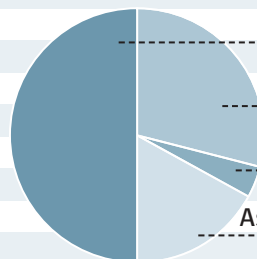


Europe 49,8%

ALENA 28,6%

Amérique Latine 4,0%

Asie/Océanie/Afrique 17,6%



Profil de la société

Agfa en un coup d'œil

Le groupe Agfa-Gevaert développe, produit et distribue une large gamme de systèmes, de services et de produits d'imagerie analogiques et numériques, principalement destinés à l'industrie graphique, au secteur des soins de santé, à la photographie, aux essais non destructifs de matériaux et à l'imagerie industrielle.

Le siège et la maison mère de la société sont installés à Mortsels, en Belgique. Les principaux centres de production et de recherche sont implantés en Belgique, en Allemagne et aux États-Unis.

Les activités opérationnelles sont intégrées dans 3 business segments divisés en 5 business groups.

Business segments

Graphic Systems

Le segment Graphic Systems propose une large gamme de systèmes de prépresse et de consommables destinés à l'industrie graphique. Agfa est numéro un dans le monde sur le marché du prépresse et est un acteur clé dans le secteur des journaux, de l'emballage ainsi que sur le marché des imprimés commerciaux.

Technical Imaging

Le Business Segment Technical Imaging se compose de trois Business Groups: HealthCare, Non-Destructive Testing et Industrial Imaging.

• HealthCare

Sur le marché des soins de santé, Agfa fournit des solutions d'imagerie analogiques et numériques ainsi qu'une série de systèmes de diagnostic et de communication novateurs et notamment des systèmes de radiographie numérisée et des réseaux numériques destinés aux hôpitaux. Les équipements, les consommables et les services d'Agfa ciblent différents services hospitaliers et comprennent des systèmes d'information étendus adaptés aux besoins de chaque hôpital.

• Non-Destructive Testing (NDT)

Le Non-Destructive Testing (NDT - essais non destructifs) garantit la sécurité, la performance et la qualité. Agfa propose des systèmes de films radiographiques analogiques et numériques ainsi que des systèmes de contrôle à ultrasons qui vérifient la structure et la tolérance des matériaux sans les endommager ni les déformer. Ces systèmes sont principalement utilisés dans l'aviation, l'automobile et les chemins de fer, le secteur de l'énergie et l'industrie pétrochimique.

• Industrial Imaging

Le segment Industrial Imaging est actif dans différents domaines. Il propose des solutions de gestion documentaire par le biais de microfilms et de systèmes numériques. L'offre du segment Industrial Imaging comprend également les documents d'identification haute sécurité ainsi que de nombreux types de films pour le cinéma et des produits semi-finis pour l'éclairage et l'affichage électroluminescents.

Consumer Imaging

Consumer Imaging propose des produits photographiques destinés au marché grand public, des consommables ainsi que des minilabs et des équipements destinés aux gros laboratoires de façonnage. Agfa joue un rôle central dans la prise, le développement et le tirage des photographies et est numéro un mondial dans le segment des tireuses grande vitesse pour les laboratoires de façonnage industriels et des films destinés aux marques de distribution.

Lettre aux actionnaires

Chers actionnaires,

2002 a été une année de défi pour notre Groupe. En raison de la persistance de la mauvaise conjoncture économique, et ceci plus particulièrement en Europe, les conditions extérieures dans lesquelles nous avons dû opérer ont été très dures. A cette mauvaise conjoncture est également venue s'ajouter, dans le courant de la deuxième moitié de l'année, la baisse du dollar qui a, elle aussi, affecté notre chiffre d'affaires, ceci du fait qu'un tiers environ du total de ce chiffre est réalisé en dollars ou dans des devises liées au dollar. Ces différents facteurs ont entraîné une baisse de 4,6% de notre chiffre d'affaires total.

Malgré une faiblesse généralisée des marchés, Agfa a réussi à enregistrer de très belles progressions et ceci au niveau de tous les indicateurs financiers. Cette tendance satisfaisante s'explique par la poursuite de l'amélioration de la qualité de certains de nos produits et services ainsi que par l'impact positif du Plan Horizon.

Le bénéfice d'exploitation avant frais de restructuration a augmenté d'environ 80%. Le bénéfice net dépasse 190 millions d'euros, un niveau jamais atteint auparavant. L'objectif de réduction du fonds de roulement de 500 millions d'ici fin 2003 a déjà été dépassé mi-2002. A la fin de l'exercice, la réduction totale des stocks et des créances commerciales s'élevait déjà à 760 millions d'euros. Agfa va encore réduire son fonds de roulement au cours des prochaines années. Parallèlement à ces développements, la dette financière nette a baissé, la structure du bilan s'est améliorée et les cash-flows ont considérablement augmenté.

Agfa a aussi été confronté à de grands changements dans un autre domaine. Mi-2002, Bayer a décidé de céder sa participation de 30% dans Agfa à des investisseurs privés. Malgré un climat boursier houleux à cette période, les actions ont été placées immédiatement et ceci sans pratiquement en affecter le prix, ce qui illustre la confiance du marché des capitaux dans notre capacité à continuer à améliorer nos performances. Nous sommes très contents que cette opération nous ait permis d'accueillir quatre nouveaux actionnaires: Highfields Capital Management, installé à Boston, qui a déclaré détenir près de 10% de nos actions, Och-Ziff Capital Management et Fidelity Investments, tous deux installés aux E-U et au R-U et qui détiennent respectivement 8 et 5% environ de la société et la Deutsche Bank qui en possède 4%.



Pol Bamelis

Ludo Verhoeven

Cet important changement dans la structure de notre actionnariat a également influencé la composition du Conseil d'Administration. Messieurs Kühn et Oels, représentant tous deux Bayer, ont démissionné en juin. M. Müller, Président de la Commerzbank a demandé à être relevé de ses fonctions à partir de l'Assemblée Générale des Actionnaires d'avril 2003. Enfin, M. André Bergen, Chief Financial and Administration Officer et administrateur délégué, endossera de nouvelles responsabilités professionnelles en qualité de CEO de la KBC Bank. Il sera donc demandé à l'Assemblée Générale des Actionnaires d'approuver la nomination de quatre nouveaux administrateurs: Marc Gedopt, qui succédera à André Bergen, Christian Leysen, qui représentera Gevaert et deux administrateurs indépendants: Monte Haymon et John Buttrick. Notre Conseil d'Administration comptera désormais des membres de nationalité belge, allemande et américaine, reflétant ainsi la véritable vocation internationale d'Agfa.

De nombreuses incertitudes continuent à planer sur les perspectives économiques et politiques. Et il est certain qu'Agfa aussi sera affecté par la crise économique mondiale si celle-ci se poursuit. Par contre, nous continuerons imperturbablement à appliquer notre Plan Horizon qui s'étend jusqu'en fin 2003 et qui ne pourra qu'être synonyme d'importantes économies. Nous sommes également persuadés que – même après le Plan Horizon – nous continuerons à pouvoir améliorer les performances financières et la qualité de notre société. Dans ce but, nous avons déjà commencé à élaborer un nouveau programme destiné à stimuler notre croissance et à considérablement améliorer notre qualité.

Début 2003, nous annonçons que nous avons accepté la proposition d'acquisition par GE Aircraft Engines de notre business group Non-Destructive Testing. En conséquence, notre portefeuille d'activités sera à l'avenir plus spécifique et nous pourrons utiliser les recettes pour faire progresser notre stratégie d'expansion.

En guise de témoignage de notre confiance en l'avenir, nous avons le plaisir de vous annoncer que nous demanderons à l'Assemblée Générale des Actionnaires d'approuver l'augmentation du dividende brut par action de 0,23 à 0,50 euro.

Pol Bamelis
Président du Conseil d'Administration

Ludo Verhoeven
Président du Comité de Direction et CEO



Comité de Direction

(Le 25 février 2003 – gauche à droite)

Jesper O. Möller, responsable pour le Business Group Consumer Imaging, pour les régions Asie Pacifique et Amérique latine.

Albert Follens, responsable pour les Business Groups Non-Destructive Testing et Industrial Imaging, Intellectual Property, Production Photochemicals, Research and Development, Corporate Environment, Procurement et Logistics.

André Bergen, Chief Financial and Administration Officer, responsable pour la région Europe, Corporate Finance, Corporate Legal, Human Resources et IT.

Ludo Verhoeven, Président du Comité de direction et PDG, responsable pour Corporate Communication, Process Office, Internal Audit.

Marc Elsermans[†], responsable du Business Group Graphic Systems.

John Glass, responsable du Business Group HealthCare et de la région ALENA.

(†) Marc Elsermans, qui était très apprécié tant par les clients que par ses collègues, est décédé inopinément le 3 mars 2003.

Rapport de gestion

Les mots en italique sont expliqués dans le Glossaire, à la page 92.

Pour Agfa-Gevaert, 2002 s'est caractérisée d'une part par une conjoncture économique mondiale déplorable persistante et la faiblesse du dollar qui ont toutes deux eu un impact négatif sur ses revenus et d'autre part par une amélioration substantielle de la performance financière de la société.

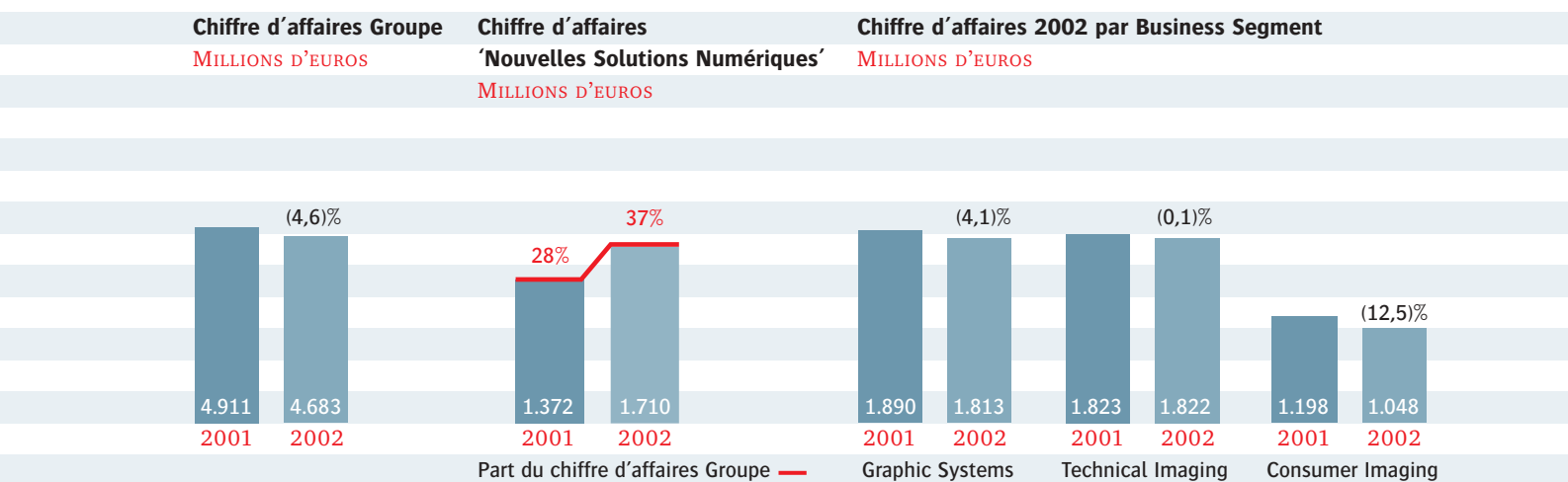
La société a ainsi réussi à augmenter considérablement son résultat d'exploitation et son bénéfice net tout en réduisant tout aussi considérablement son fonds de roulement et sa dette financière nette. Enfin, le cash-flow opérationnel net est resté à un niveau élevé.

Ces progrès substantiels s'expliquent principalement par la poursuite de l'amélioration de la qualité de certains de nos produits et services ainsi que par l'impact positif du Plan Horizon.

Le plan Horizon a été lancé en 2001. Son objectif était d'améliorer considérablement la rentabilité de la société, de libérer les fonds nécessaires pour financer notre croissance future et de faire d'Agfa une organisation plus transparente, plus efficiente et plus flexible.

Ce plan s'étend jusqu'à fin 2003 et comprend plus de 100 projets distincts, couvrant aussi bien les différents business groups que les service groups et les départements administratifs. Son but est de réaliser des économies d'environ 550 millions d'euros par an à partir de 2004, par le biais, entre autres, d'une réduction du personnel de 4.000 équivalents temps plein.

Un programme d'une telle ampleur et les nombreux changements qu'il induit tant au niveau des systèmes que des flux de travail est aussi irrévocablement lié à un risque supplémentaire pendant sa phase de transition. Agfa n'a pas échappé à cette situation et, dans le cadre de la clôture de son exercice financier, a procédé à diverses réévaluations des stocks et des frais. Ajoutée aux effets des arrêts de production à la fin de l'année, l'introduction d'une politique plus stricte de provision pour créances douteuses et un problème technique lié à la réévaluation des contrats d'achat de matières premières à terme explique pourquoi les résultats du quatrième trimestre 2002 ont été inférieurs à ceux des trimestres précédents.



Face à cette situation, Agfa a pris des mesures destinées à accélérer la mise en œuvre des programmes dans le domaine de la comptabilité et des systèmes de gestion de l'information pour continuer à diminuer le risque et améliorer ses capacités de pronostic.

Bien que les résultats du dernier trimestre jettent une légère ombre au tableau de l'excellente performance du reste de l'année, Agfa est convaincu que les bénéfices du Plan Horizon se réaliseront pleinement et qu'en 2003 elle améliorera son résultat financier et sa qualité.

Début 2003, Agfa a annoncé sa décision d'accepter l'offre d'achat de son Business Group Non-Destructive Testing par GE Aircraft Engines, une division de General Electric Company (E.U.) pour un prix de 405 millions d'euros. Bien qu'Agfa n'ait pas eu l'intention de vendre cette activité, le prix proposé par GE et son engagement à poursuivre le développement de ce business group ainsi que son engagement vis-à-vis de ses clients et de ses employés ont convaincu Agfa d'accepter sa proposition. Cette transaction sera terminée dès réception des autorisations des autorités compétentes.

Chiffre d'affaires

En 2002, le chiffre d'affaires d'Agfa a baissé de 4,6%. Si l'on excepte les ventes des appareils photo numériques et des scanners (CDI) qui ont été arrêtées début 2002, cette baisse est limitée à environ 2,8% seulement.

Les principales raisons de cette baisse ont été la faiblesse continue de l'économie mondiale et la force de l'euro, surtout sur le deuxième semestre 2002.

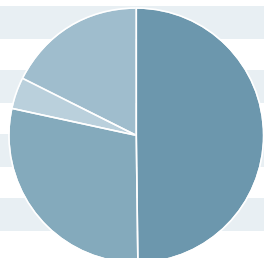
La transition vers l'imagerie numérique s'est poursuivie. En 2002, le chiffre d'affaires des nouvelles solutions numériques d'Agfa a encore augmenté de 24,7%.

En 2002, le chiffre d'affaires de Technical Imaging s'est élevé à 1.822 millions d'euros, soit quasiment égal à celui de 2001. Graphic Systems (-4,1%) et Consumer Imaging (-12,5% CDI inclus et -5,2% CDI exclu) a enregistré une baisse plus importante, ceci du fait que ces business groups sont plus sensibles au cycle économique. La part de Technical Imaging dans le chiffre d'affaires total du Groupe a augmenté de 37,1% en 2001 à 38,9% en 2002, et a ainsi dépassé – pour la première fois – la part de Graphic Systems dans le chiffre d'affaires qui s'est élevée fin 2002 à 38,7% (2001: 38,5%).

En 2002, Consumer Imaging a participé au chiffre d'affaires total du Groupe à concurrence de 22,4% (2001: 24,4%).

Part du chiffre d'affaires Groupe 2002

PAR RÉGION



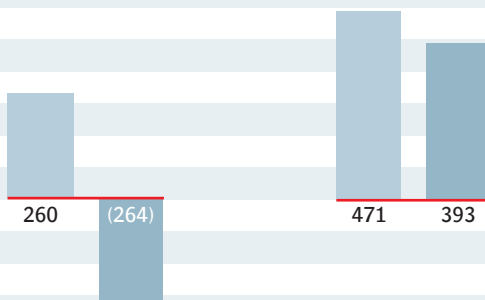
Europe: 49,8% (2001: 50,3%)
ALENA: 28,6% (2001: 28,4%)
Amérique latine: 4,0% (2001: 4,7%)
Asie/Océanie/Afrique: 17,6% (2001: 16,6%)

Résultat d'exploitation avant et après restructuration

MILLIONS D'EUROS

2001

2002



Résultat d'exploitation avant restructuration
Résultat d'exploitation après restructuration

La part des régions dans le chiffre d'affaires total du Groupe est restée pratiquement stable. Seul le chiffre d'affaires de l'Amérique latine (4% du total des revenus) a significativement baissé de 19,1%, ceci en raison de la mauvaise situation économique dans cette région et de l'influence négative des taux de change.

Malgré la situation monétaire, en Europe, le chiffre d'affaires a baissé de 5,6%, soit plus que dans la région ALENA qui a, elle, enregistré une baisse de 3,9%. Cette baisse s'explique par le chiffre d'affaires important réalisé par Consumer Imaging en Amérique du Nord et un marché européen de la photo particulièrement affecté par la faible consommation en voyages et les restrictions au niveau des vacances.

Dans le reste du monde, le chiffre d'affaires a progressé de 1,1% et a atteint 17,6% du chiffre total.

Résultat

En 2002, Agfa a pu considérablement augmenter sa productivité.

La marge bénéficiaire brute a considérablement augmenté de 36,5% en 2001 à 42,2% en 2002 et ceci parallèlement à une réduction de 7,9% des coûts des ventes et des frais généraux administratifs.

Le résultat d'exploitation avant restructuration et résultats non récurrents a donc considérablement augmenté de 260 millions d'euros en 2001 à 471 millions d'euros en 2002.

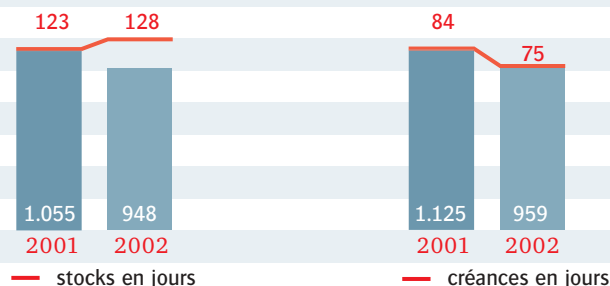
En 2002, la rentabilité sur chiffre d'affaires s'est élevée à 10,1% (5,3% l'année précédente). Les frais de restructuration liés au Plan Horizon se sont élevés à 550 millions d'euros. Sur cette somme, 440 millions d'euros ont déjà été inscrits en 2001, et les 110 millions restants ont été imputés sur 2002.

Sur l'exercice 2002, 6 millions d'euros de frais de restructuration supplémentaires ont été imputés pour des projets ne s'inscrivant pas dans le cadre du Plan Horizon. Un revenu non récurrent totalisant 38 millions d'euros a quant à lui été enregistré principalement grâce à la vente de biens immobiliers.

Le résultat d'exploitation après frais de restructuration et résultats non récurrents est passé à 393 millions (-264 millions d'euros l'année précédente).

La réduction de la dette financière nette qui est allée de pair avec l'amélioration des résultats et la diminution du fonds de roulement a également entraîné une baisse des charges financières. Le résultat hors exploitation a donc baissé de moins 120 millions d'euros à moins 97 millions d'euros et le résultat avant impôts a augmenté à 296 millions d'euros.

Chiffres clés Bilan			Fonds de roulement		Fonds de roulement
MILLIONS D'EUROS	2002	2001	Stocks		Créances commerciales
Actifs immobilisés	1.174	1.233	MILLIONS D'EUROS		MILLIONS D'EUROS
Stocks	948	1.055			
Créances commerciales	959	1.125			
Autres actifs circulants	635	581			
Liquidités	145	224			
Charges et impôts différés	298	309			
Total actif	4.159	4.527			



Après déduction des impôts, de la participation minoritaire et de la part des résultats des sociétés associées, Agfa a réalisé un résultat net de 194 millions d'euros en 2002 (exercice précédent: -288 millions d'euros).

Le point sur Horizon

Un des plus grands projets Horizon mis en œuvre en 2002 concernait la rationalisation de la fabrication segmentée des *plaques* d'impression d'Agfa. Ce projet prévoyait la spécialisation des différentes usines européennes dans des lignes de produits bien précises ou leur concentration sur l'approvisionnement d'un marché géographique spécifique.

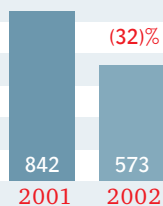
Cette rationalisation comprend le transfert de toute la production des plaques *Lithostar* de Wiesbaden (Allemagne) à Pont-à-Marcq (France), une étape qui a déjà été partiellement réalisée en 2002.

Un autre projet important concernait la consolidation des unités de production mondiales d'Agfa de film radiographique médical, ce qui reflète le glissement du marché des systèmes de films médicaux vers des systèmes de *reprographie* 'à sec' et le besoin d'augmenter l'efficacité de la production mondiale. Ce projet a notamment entraîné l'arrêt de la production dans l'usine de Brevard, en Caroline du Nord fin 2002.

La simplification du flux complexe des marchandises et des factures constitue également une des priorités du Plan Horizon. La mise sur pied d'une unité centrale de facturation en Europe et l'organisation de la livraison directement à partir de l'usine, a permis de rendre ces flux plus efficaces et moins chers. Ce modèle a été introduit au Danemark en avril 2002 et est désormais opérationnel au Benelux, au Royaume-Uni, en Scandinavie et en Italie. Le reste de l'Europe suivra en 2003.

Dette financière nette

MILLIONS D'EUROS



Le projet Apollo a été lancé pour augmenter l'efficacité des ventes de Graphic Systems. A partir d'une meilleure segmentation des clients, ce projet a développé une approche des ventes plus ciblée. Rien que dans la région Europe, ce projet a déjà permis d'améliorer considérablement la rentabilité. Il a donc été décidé de lancer des projets similaires dans d'autres régions et dans d'autres business groups.

Bilan

Fin 2002, l'actif total s'élevait à 4.159 millions d'euros, contre 4.527 millions d'euros pour l'exercice précédent.

Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés ont baissé de 4,8% et s'élèvent à 1.174 millions d'euros.

Les immobilisations incorporelles ont augmenté de 53 millions d'euros, ceci principalement en raison de l'acquisition de Mitra au début de l'année.

Les immobilisations corporelles, d'autre part, ont baissé de 108 millions d'euros en raison de la dépréciation du dollar et de la vente de biens immobiliers.

Fonds de roulement

Les actifs circulants ont atteint 2.717 millions d'euros, soit une diminution de 289 millions d'euros, grâce aux efforts incessants déployés pour diminuer le fonds de roulement.

Agfa s'était fixé pour objectif ambitieux de réduire son fonds de roulement d'un total de 500 millions d'euros d'ici fin 2003. Après la réduction réussie de ses stocks et de ses créances commerciales en 2001, le Groupe a continué à progresser et avait déjà atteint et même dépassé cet objectif fin juin 2002. Agfa a donc décidé d'augmenter l'ambition de son objectif et s'est fixé pour but d'arriver à une réduction totale des stocks et des créances commerciales de 750 millions d'euros par rapport à mi-2001 pris comme point de référence.

Fin 2002, cet objectif était déjà dépassé, en partie grâce à la dépréciation du dollar. Les stocks se montaient à 948 millions, soit une baisse de 107 millions d'euros comparativement à fin 2001.

Les créances commerciales ont baissé de 166 millions comparativement à fin 2001 et se montent actuellement à 959 millions d'euros.

Depuis juin 2001, une réduction totale de 760 millions d'euros a été enregistrée au niveau du total des stocks et des créances commerciales.

Dette financière

Grâce à l'importante amélioration du résultat d'exploitation et à la réduction substantielle du fonds de roulement, la dette financière nette a diminué de 269 millions d'euros et s'élevait à la fin de l'année à 573 millions d'euros.

Fonds propres

Fin 2002, les fonds propres s'élevaient à 1.383 millions d'euros, contre 1.267 millions d'euros pour l'exercice précédent.

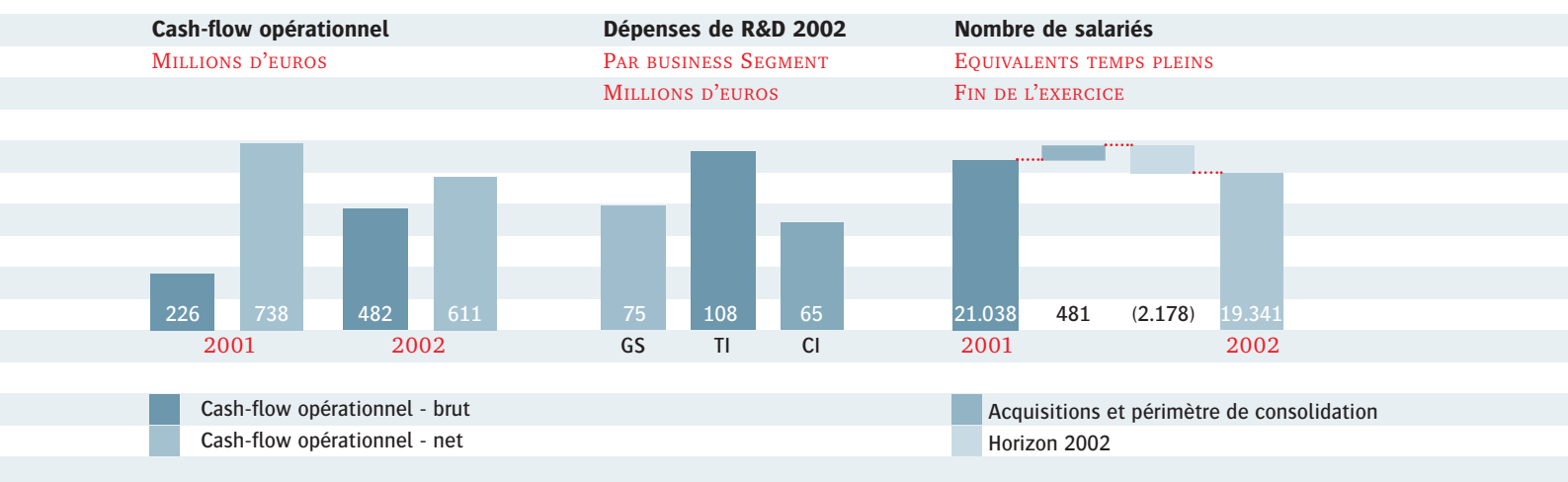


Tableau de financement

Le cash-flow opérationnel brut s'élève à 482 millions d'euros et le cash-flow opérationnel net, qui tient compte des variations du fonds de roulement, s'élève à 611 millions contre respectivement 226 millions et 738 millions d'euros en 2001.

Valeurs mobilières de placement

Agfa a dépensé environ 220 millions d'euros en acquisitions en 2002. La plus grande part de cette somme a été investie début janvier dans Mitra, un producteur majeur de systèmes de traitement de l'image et de gestion des données dans le secteur des soins de santé. Mitra était déjà le partenaire d'Agfa depuis de nombreuses années dans le domaine du développement des réseaux médicaux PACS. En octobre, les 7,1% restants de Mitra ont également été acquis de son Employee trust (fiducie d'employés). De plus, Agfa a également augmenté sa participation minoritaire dans MediVision de 8 à 9,5%. Agfa et MediVision développent et commercialisent conjointement un système PACS numérique intégré destiné à l'ophtalmologie. Mitra et MediVision disposent d'un excellent savoir-faire dans le domaine des technologies numériques et s'intègrent parfaitement dans la croissance d'Agfa sur le plan de l'imagerie numérique.

En février 2002, Agfa et DigiPlast Holdings, un consortium international d'investisseurs, ont conclu une joint venture, Digiplast N.V., dans laquelle Agfa possède une participation de 20%. Cette joint venture se concentrera sur la commercialisation des revêtements permettant l'exposition numérique des films plastiques utilisés dans la décoration d'un large éventail d'applications industrielles et notamment le mobilier, les jouets, les présentoirs animés en relief et les panneaux plats.

De plus, Agfa a également investi 248 millions d'euros (5,3% du chiffre d'affaires total du Groupe) dans la recherche et le développement. Sur cette somme, 44% ont été attribués au Technical Imaging, 30% au Graphic Systems et 26% au Consumer Imaging.

En 1996 plus de 60% du total des dépenses en recherche ont été consacrés au développement de consommables, tandis que 40% étaient attribués aux développements matériel et logiciel. En 2002, ces ratios sont totalement différents et les dépenses en R&D consacrées aux équipements et aux logiciels représentent 64% du montant total des dépenses R&D, ce qui illustre l'accent mis par Agfa sur l'imagerie numérique. Au sein de HealthCare, la priorité est accordée aux logiciels de gestion d'images et de données, aux réseaux hospitaliers numériques, aux *reprographes* à sec plus respectueux de l'environnement et à la *radiographie numérisée*. Dans Consumer Imaging, les dépenses en R&D sont concentrées sur les *minilabs* numériques et le développement du système destiné au *wholesale finishing* (façonnage photo industriel) numérique, dont le prototype a suscité un vif intérêt lors de la dernière 'Photokina' à Cologne. Enfin, dans le segment Graphic Systems, l'accent est surtout mis sur les *systèmes d'exposition des plaques* et les *plaques* d'impression numériques ainsi sur les *logiciels de gestion des flux de production* et les *systèmes d'épreuves numériques*. Pour pouvoir répondre à la demande des plaques numériques qui ne cesse d'augmenter malgré la crise généralisée que traversent les marchés graphiques, Agfa a procédé à des investissements supplémentaires dans une nouvelle unité de production à Wuxi (Chine) destinée à desservir le marché asiatique. A partir du deuxième semestre 2003, lorsque cette nouvelle ligne de production sera opérationnelle, Agfa sera à nouveau en mesure de servir son marché à pleine capacité.

Ressources humaines

Fin 2002, Agfa employait un total de 19.341 salariés (équivalents temps plein), comparativement à 21.038 fin 2001. Ce résultat est le fruit d'une part de changements dans le périmètre de consolidation et d'acquisitions et d'autre part du départ de 2.178 salariés lié au plan Horizon. Ce plan visait en effet une réduction du personnel – hors effet des acquisitions – d'environ 4.000 équivalents temps plein d'ici fin 2003 par rapport à juin 2001. Au total, 2.911 équivalents temps plein ont déjà quitté l'entreprise.

Un plan de restructuration aussi vaste que le plan Horizon entraîne toujours une certaine incertitude et des changements relativement importants au niveau du personnel. Agfa tient tout spécialement à remercier dans ce cadre tous ses salariés pour la manière dont ils ont soutenu et stimulé le processus de changement, plutôt que simplement le subir. L'importante amélioration des résultats en 2002 montre que leurs efforts portent déjà leurs fruits.

La société est convaincue qu'elle sera capable de continuer à motiver l'ensemble de son personnel pour le mener à faire efficacement face à l'évolution des marchés de l'imagerie. A cette fin, elle prévoira, entre autres, la formation adéquate de son personnel pour lui permettre de maîtriser le passage à la numérisation.

Perspectives pour 2003

De nombreuses incertitudes continuent à planer sur les perspectives économiques et politiques. Dans ce contexte, sur lequel Agfa n'a aucune prise, il serait imprudent de faire des promesses pour 2003. Par contre, Agfa continuera à bénéficier des effets positifs de son plan Horizon, ce qui devrait encore être synonyme d'importantes économies.



”

Travailler avec Quebecor sur le projet Delano a été une expérience particulièrement enrichissante pour les deux parties. Nous savons, qu'ensemble, nous élaborons les outils de l'entreprise graphique du 21ème siècle. Cela nous a fait passer d'une relation vendeur-client à un partenariat et une réelle intimité avec nos clients “

Martin Dubois,
Senior Account Manager, Canada

Graphic Systems

En 2002, Graphic Systems a réalisé un chiffre d'affaires de 1.813 millions d'euros ce qui représente 38,7% de celui du Groupe. Les ventes ont baissé de 4,1% comparativement à 2001, illustrant la persistance de la faiblesse des marchés de la publication et de l'impression dans le monde. Le résultat d'exploitation avant frais de restructuration et résultats non récurrents a augmenté de 88% à 150 millions d'euros grâce à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et à l'impact bénéfique du plan de restructuration Horizon.

Agfa est numéro un dans le *préresse* et est la seule société dans le monde à proposer des consommables (*films graphiques* et *plaques* d'impression), de l'équipement et des logiciels destinés aux imprimeurs commerciaux, de journaux et d'emballage. Agfa est la société qui propose le plus large éventail de solutions intégrées à la fois pour les systèmes *computer-to-film* et pour les systèmes *computer-to-plate*, y compris des systèmes d'épreuves couleur numériques, des *tireuses grand format*, et des *logiciels de gestion des flux de production* et d'automatisation des projets. Agfa propose également des films graphiques spéciaux destinés aux applications industrielles telles que la photographie aérienne, la sérigraphie et l'impression flexo et à l'*outillage photographique* pour la fabrication des circuits imprimés.

Dans la morosité de l'économie en 2002, l'industrie graphique s'est caractérisée par une faible demande pour les biens d'investissement et les consommables. Toutefois, l'évolution du *computer-to-film* vers le *computer-to-plate* s'est poursuivie à un rythme rapide. Agfa estime que plus de 20% du marché a déjà franchi le cap du *computer-to-plate* et s'attend à ce que cette tendance se poursuive dans les prochaines années. Les secteurs de l'impression et de la publication connaissent donc actuellement une révolution technologique sans pareil et son contenu n'est pratiquement plus créé, traité et reproduit que numériquement.

Chiffres clés Graphic Systems

MILLIONS D'EUROS

	2002	2001	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	1.813	1.890	(4,1)%
Résultat d'exploitation avant restructuration*	149,9	79,7	188,1%
Rentabilité sur chiffre d'affaires avant restructuration*	8,3%	4,2%	
Résultat d'exploitation après restructuration*	126,3	(55,6)	327,2%
Rentabilité sur chiffre d'affaires après restructuration*	7,0%	(2,9)%	

(*) résultats non récurrents inclus

Le marché des journaux est un des segments en croissance plutôt rapide de l'industrie de l'imprimerie. Le passage de plus en plus de journaux à l'impression couleur multiplie par quatre la quantité de consommables nécessaires (une plaque d'impression pour chaque couleur), ce qui fait que la demande des films graphiques et, bien sûr, aussi celle des plaques d'impression est en hausse. Agfa occupe une position privilégiée sur ce marché et a encore élargi la base de sa clientèle fin 2001 grâce à l'acquisition d'Autologic, un producteur californien de systèmes computer-to-plate et de logiciels de production destinés à l'informatisation du prépresse dans le secteur des journaux. Pour améliorer l'efficacité des coûts, en 2002 la production d'Autologic a été intégrée à celle des unités de production de Wilmington (E-U).

Vers le numérique

La transition vers le computer-to-plate ainsi que le ralentissement économique ont affecté le chiffre d'affaires des groupes de produits analogiques (basés sur des procédés film, p.e. films, *imageuses* et plaques analogiques). Dans ces conditions de marché difficiles, Agfa a néanmoins réussi à encore augmenter sa part de marché dans le segment des films graphiques.

Dans le secteur d'activité en croissance rapide du computer-to-plate, le chiffre d'affaires d'Agfa a augmenté de plus de 30%. La gamme complète d'Agfa, à la fois de systèmes de plaques numériques *thermiques* et *lumière visible*, lui permet de proposer à chaque client la solution qui répond à ses besoins spécifiques.

Pour faire face à la forte demande de plaques numériques, Agfa a pris plusieurs mesures destinées à continuer à augmenter sa capacité de production. Parmi ces mesures, on note la décision d'investir dans une nouvelle usine de production de plaques d'impression à Wuxi (Chine).

La production de cette usine sera utilisée pour répondre aux besoins croissants du marché asiatique et sera opérationnelle dans le courant de la deuxième moitié de 2003.

Pour améliorer l'efficacité de ses coûts, Agfa rationalise sa production européenne de plaques actuellement fragmentée dans le cadre de son plan de restructuration Horizon.

L'usine de Wiesbaden (Allemagne), qui fabrique actuellement près de la moitié des plaques d'impression analogiques et numériques, reprendra du site de Leeds (R-U) la production de plaques analogiques pour le marché européen. A Leeds, une ligne de production a déjà été arrêtée. Les installations de Leeds, pour leur part, fabriqueront tous les substrats qui entrent dans la composition des plaques numériques *Lithostar* dont la demande augmente rapidement.

Le troisième centre d'excellence de fabrication de Pont-à-Marcq (France) se spécialisera, quant à lui, dans le revêtement et la finition des plaques d'impression *Lithostar*.

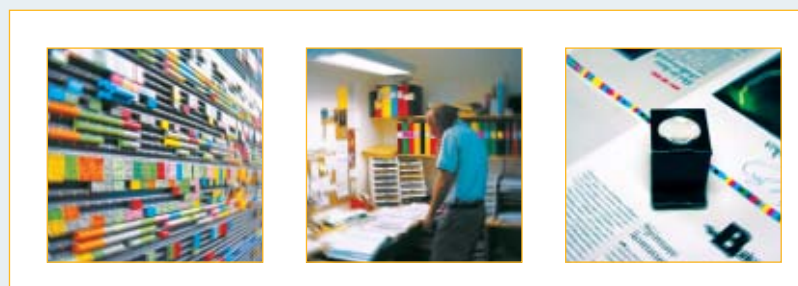


” Notre équipe d'ingénieurs s'attèle avec zèle à la construction et à la mise en route de l'usine de Wuxi. Je suis convaincu que les produits de cette nouvelle usine contribueront à renforcer la position d'Agfa dans la région Asie/Pacifique. “

Ma Liming,
Engineering Manager, Chine



1 |



3 |

Dans le domaine des *systèmes d'exposition des plaques* (computer-to-plate) d'Agfa, le système Palladio a connu un succès retentissant en 2002. Il offre aux petites et moyennes imprimeries, une solution computer-to-plate intégrée et automatisée à un prix abordable qui leur permet une transition beaucoup plus rapide et moins risquée. Depuis son lancement, début de cette année, plus de 200 unités ont déjà été vendues, renforçant ainsi la position d'Agfa sur le marché des unités plaques 4 poses.

En 2002, Agfa a également introduit le Polaris X, une nouvelle génération de systèmes d'exposition des plaques pour l'impression des journaux. Ce lancement a marqué la percée de la *technologie du laser violet* sur le marché de la presse, garantissant une productivité élevée à un faible coût. Plus de 500 systèmes de la famille Polaris ont déjà été installés à ce jour.

Avec Xcalibur 45, un système d'exposition thermique de plaques 8 poses haute vitesse, Agfa a été le premier à lancer la *technologie Grating Light Valve* sur le marché. A l'origine, la technologie GLV a été mise au point pour être utilisée dans le cinéma numérique haute définition et les systèmes d'affichage grand format. Les avantages de cette technologie comprennent un mode d'opération simplifié et une plus longue durée de vie du laser.

Dans le domaine des épreuves jet d'encre numériques, Agfa a étendu sa gamme de solutions au Sherpa 24M, un *système d'épreuves contractuelles* (matériel, logiciel et média) totalement numérique destiné aux petits et moyens imprimeurs, comprenant des outils logiciel performants pour la gestion de la qualité et de la cohérence des couleurs.

Gestion des flux et des projets

La transition des systèmes analogiques vers les systèmes numériques est accélérée par la tendance vers des tirages moins élevés et plus ciblés, par exemple pour le direct mail ou des publications régionales. Etant donné que ces différents types d'édition entraînent un surplus de travail *prépresse*, l'automatisation du flux de production prépresse revêt une importance déterminante pour les imprimeurs. Agfa représente le partenaire idéal pour répondre à ce besoin d'automatisation et propose un *logiciel de gestion des flux de production et des projets* d'impression pour le packaging, les imprimés commerciaux et les journaux. Les solutions de gestion des flux d'Agfa sont synonymes d'un travail plus rapide, de meilleure qualité et avec un rapport coût/bénéfice plus favorable pour les clients. De plus, ces solutions de gestion des flux de production Agfa garantissent un résultat prépresse numérique utilisable immédiatement dans d'autres supports de communication comme les CD multimédia ou Internet.

2 |



- 1 | L'épreuve contractuelle représente une 'prévisualisation' de ce que l'imprimeur s'apprête à imprimer. La signature de cette épreuve la transforme en contrat impliquant aussi bien l'imprimeur que le client. Le meilleur du savoir-faire d'Agfa en matière de gestion des couleurs et de cohérence fait du Sherpa24M le système d'épreuves contractuelles numérique des plus fiables.
- 2 | En 2002, les systèmes d'exposition des plaques ont eu beaucoup de succès. Le Palladio offre aux petites et moyennes imprimeries une solution computer-to-plate à un prix abordable tandis que le Polaris X permet au secteur de l'impression des journaux d'améliorer leur productivité grâce à sa technologie du laser violet.
- 3 | La première installation du système Delano dans un environnement de production est prévu dans le courant du premier semestre 2003. Ce logiciel basé sur le web coordonnera et intégrera la collaboration, la communication et la gestion des projets dans l'industrie graphique.



Seybold Bulletin, le plus important bulletin d'information électronique de l'industrie graphique, décrivait ApogeeX d'Agfa, la dernière génération de solutions de gestion des flux de production basée sur le pdf, comme 'un système cohérent, facile à utiliser et puissant'. L'article disait "Agfa a fait du beau travail et (...) a placé la barre haut pour ses concurrents." Agfa dispose déjà d'une base de 13.000 licences Apogee d'automatisation des flux de production.

Le journal américain USA Today a choisi l'APS Content Management System d'Agfa pour l'archivage numérique et automatique de toutes les données de publications (annonces, images et articles). En 2002, Agfa a également noué un partenariat avec Quebecor World au Canada, la plus grosse société de services print-media du monde, pour développer et mettre en œuvre Delano, un système de collaboration, de communication et de gestion de projets graphiques basé sur le web. Les premières unités de production sont attendues dans le courant du premier semestre 2003.

Adaptation de l'organisation ventes et service

Agfa aborde le marché en lui proposant des solutions complètes, intégrées et adaptées aux besoins spécifiques de ses clients. Dans ce contexte, son organisation ventes et service mondiale très développée adopte de plus en plus un rôle de consultant pour aider les imprimeries dans leur transition vers le computer-to-plate et l'utilisation à grande échelle de tous les flux de production numériques de la société.

Afin d'augmenter encore l'efficacité de ses ventes et la satisfaction de ses clients, en 2002, Agfa a également poursuivi son projet Apollo. Ce projet est synonyme d'une hausse systématique de l'efficacité des ventes par le biais d'une meilleure segmentation des clients et une approche des ventes plus ciblée. Il a démarré en Europe et sera également mis en œuvre en Amérique et en Asie en 2003.



” Nous n’avons pas à convaincre nos clients de passer à la technologie Agfa. On le remarque systématiquement : notre qualité d’image exceptionnelle et l’efficacité d’IMPAX font la différence. “

*Joe Gauci,
Sales and Marketing Manager Informatics, Australie*

Technical Imaging

Technical Imaging comprend les Business Groups HealthCare, Non-Destructive Testing et Industrial Imaging et, en 2002, il représentait 38,9% du chiffre d’affaires du Groupe (37,1% sur l’exercice précédent). Les résultats du Business Segment Technical Imaging sont en grande partie déterminés par le Business Group le plus important, à savoir HealthCare.

HealthCare

En 2002, HealthCare a enregistré un chiffre d’affaires de 1.491 millions d’euros

(2001: 1.498 millions d’euros). Du fait que 43% du chiffre d’affaires est réalisé dans la région ALENA, la force de l’euro par rapport au dollar explique cette légère baisse.

En 2002, le virage vers le numérique s’est poursuivi sans relâche: tandis que les revenus des films de radiographie ont baissé, les systèmes numériques ont enregistré une forte augmentation.

En 2002, la rentabilité de HealthCare s’est considérablement améliorée et la rentabilité sur chiffre d’affaires avant restructuration est passée de 10,3% en 2001 à 17,2% en 2002.

Sur le marché des soins de santé, Agfa vise la place de numéro un mondial dans les segments des systèmes d’imagerie médicale analogiques et numériques ainsi que des réseaux hospitaliers. Pour réaliser cet objectif, Agfa a opté pour une stratégie à deux axes. D’une part, elle va mettre à profit son savoir-faire en matière de radiologie pour se faire une place dans d’autres domaines de l’imagerie médicale comme la cardiologie, la pathologie, l’ophtalmologie, l’oncologie, etc. D’autre part, le Groupe se concentre sur le marché en forte croissance de l’informatique hospitalière, secteur dans lequel Agfa est surtout actif par le biais de ses réseaux PACS (PACS: picture archiving & communication systems) et systèmes d’information liés.

Chiffres clés Technical Imaging

MILLIONS D'EUROS

	2002	2001	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	1.822	1.823	(0,1)%
Résultat d'exploitation avant restructuration*	289,9	192,8	50,4%
Rentabilité sur chiffre d'affaires avant restructuration*	15,9%	10,6%	
Résultat d'exploitation après restructuration*	250,4	(108,4)	331,0%
Rentabilité sur chiffre d'affaires après restructuration*	7,0%	(5,9)%	

* résultats non récurrents inclus

Cette stratégie à deux axes s'est traduite par une réorganisation du segment HealthCare en deux unités marketing en amont, une pour l'imagerie, l'autre pour l'informatique. Elles sont soutenues par une seule équipe de vente et de service qui permet à Agfa d'accompagner et de conseiller les hôpitaux dans leur transition en douceur des applications analogiques aux applications numériques.

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, Agfa a cherché à étendre son savoir-faire et sa gamme de produits par le biais de reprises et d'alliances stratégiques. Début 2002, la société a acquis la société canadienne Mitra, un des plus gros développeurs mondiaux de systèmes de gestion de l'information et de l'image dans le secteur des soins de santé. Agfa entretenait depuis longtemps déjà une étroite collaboration avec Mitra, une collaboration qui a joué un rôle important dans le développement et la réussite d'IMPAX, la gamme des PACS numériques d'Agfa.

Cette stratégie de croissance et de reprise a été reconnue par les analystes indépendants de Frost & Sullivan qui ont décerné à Agfa le Frost & Sullivan Market Engineering Award for Growth Strategy en Europe et le Merger & Acquisition Strategy Award aux Etats-Unis. En plus de l'intégration de Mitra, il a également été tenu compte des acquisitions stratégiques et des accords de coopération des deux dernières années (Quadrat en 2000, Talk Technology et MediVision Medical Imaging en 2001).

Systèmes pour les services de radiologie

Les services hospitaliers de radiologie constituent le marché cible traditionnel d'Agfa dans le secteur des soins de santé. Aujourd'hui, Agfa propose une gamme complète de systèmes radiographiques analogiques et numériques, de *reprographes* et de consommables y afférents.

Ces systèmes de reprographie ne sont pas exclusivement réservés à l'impression des images radiographiques numériques en provenance des systèmes de *radiographie numérisée* (computed radiography – CR). Ils permettent également d'imprimer des images en provenance de systèmes d'*imagerie par résonance magnétique (IRM)* et de *scanners* sur du matériel de haute qualité. Les reprographes d'Agfa offrent donc l'avantage d'être compatibles avec un large éventail de systèmes différents produits par divers fabricants.

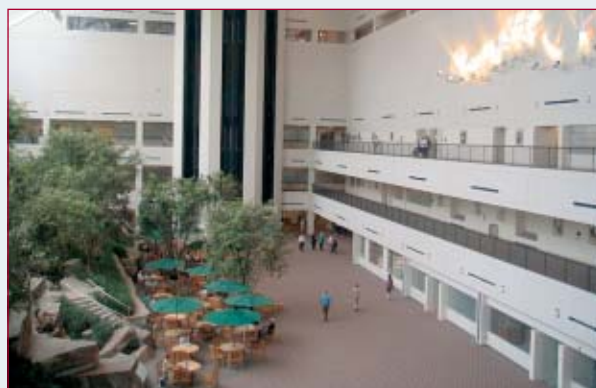
En 2002, Agfa a commercialisé un nouveau reprographe 'à sec', le DRYSTAR 4500. Le lancement du DRYSTAR 5500 est prévu pour 2003. Ce reprographe haute résolution et haute productivité délivre des images diagnostiques de très haute qualité, accepte différents formats et est compatible avec un grand nombre de systèmes du marché.

Fin 2002 Agfa a conclu un accord avec Siemens Medical Solutions. Cet accord prévoit la fourniture de systèmes de radiographie numérisée, de reprographes 'à sec' et de systèmes de développement des films par Agfa à Siemens qui les commercialisera sous sa propre marque. Agfa a également reconduit pour trois ans son accord relatif à la radiographie numérisée avec GE Medical Systems. De ce fait, la gamme des produits Agfa sera disponible pour un grand nombre de nouveaux clients dans le monde entier.



” Nous sommes désormais capables d’intégrer totalement les logiciels hospitaliers de Mitra dans nos systèmes d’imagerie médicale. C’est ainsi que ma fonction actuelle contribue finalement à améliorer les soins de santé dans le monde entier. “

Darbie Woodruff,
Senior Applications Specialist, États-Unis



1 |

Systèmes destinés à certaines disciplines médicales spécifiques

En plus de la radiologie, Agfa se concentre aussi sur d’autres services hospitaliers et leur propose une gamme de produits adaptés à leurs besoins spécifiques. Par exemple, des systèmes IMPAX personnalisés sont disponibles pour les services de cardiologie, d’ophtalmologie et d’orthopédie. Outre les caractéristiques habituelles d’IMPAX, le système orthopédique par exemple, offre également à ses utilisateurs la possibilité de simuler l’implantation de prothèses et ainsi de préparer très soigneusement les interventions chirurgicales.

En 2002, Agfa a lancé ‘Embrace’, sa nouvelle gamme de produits Women’s Care solutions. Dans la tradition de son savoir-faire dans le domaine des films/mammographie de dépistage, Agfa a ajouté à sa gamme des produits numériques et notamment le DRYSTAR 4500M, un reprographe ‘à sec’ qui répond aux besoins en données élevés de la mammographie. Lors du RSNA (Radiological Society of North America - Congrès scientifique et Assemblée Générale de la Société radiologique d’Amérique du Nord) 2002, Agfa a également présenté de nouvelles technologies de mammographie numériques et notamment un système Full Field Digital Mammography (FFDM) produit dans le cadre d’un accord de développement conjoint conclu avec Hologic, Inc., et un système de radiographie numérique pour mammographie ‘Embrace’.

Avec sa gamme entièrement numérique ‘Initia’, Agfa propose aux cliniques, radiologues privés, petits et moyens hôpitaux et aux responsables de projets dans les pays en voie de développement un accès à des prix abordables à l’imagerie médicale numérique, y compris un système IMPAX. Les clients ont le choix entre différents modules avec impression DRYSTAR, IMPAX Basix Pacs et commutateurs réseau.

Systèmes destinés à l’ensemble de l’hôpital

Depuis plusieurs années, le débat sur l’accessibilité financière des soins est omniprésent. Pour réduire leurs frais et augmenter leur efficacité, les hôpitaux sont donc à la recherche de solutions intégrées supra-départementales.

Avec ses systèmes de radiographie numérique et ses réseaux PACS de stockage, impression, distribution et archivage des images médicales et des données des patients, Agfa constitue le partenaire idéal pour les hôpitaux et les réseaux hospitaliers qui passent de flux de travail analogiques à des flux de travail numériques. Les radiologues peuvent désormais travailler sans film à l’aide de systèmes capables de reproduire l’énergie des rayons X sous la forme de données numériques. Ces images numériques peuvent ensuite être consultées à partir de n’importe quel point du réseau et être liées à d’autres données pertinentes du patient. Les technologies numériques réduisent donc le temps nécessaire pour effectuer les tâches individuelles, ce qui se traduit par une réduction des coûts, une amélioration des soins et une plus grande satisfaction des patients.



2 |

- 1 | Agfa contribue à rendre les soins de santé financièrement abordables. Dans le monde entier, des hôpitaux préfèrent les solutions réseau PACS d'Agfa pour leur qualité et leur efficacité. Voici une vue du Saint Vincent Hospital, Massachusetts, États-Unis.
- 2 | La gamme des reprographes 'à sec' DRYSTAR progresse en parallèle avec les activités d'Agfa dans le domaine des soins de santé. En 2002, le DRYSTAR 4500M a été lancé dans la gamme des produits Women's Care solutions et le DRYSTAR est également repris dans la gamme des produits 'Initia'. Le DRYSTAR 5500 haut de gamme sera lancé en 2003.

Les avantages des réseaux PACS peuvent en outre être encore accrus en les combinant à des applications logicielles telles que des *systèmes d'information radiologiques (RIS)* ou systèmes d'information cardiologiques (Cardiology Information Systems - CIS). Ces logiciels améliorent le flux de travail et diminuent les coûts, notamment en permettant une meilleure planification de l'utilisation des installations médicales onéreuses. Agfa est actif sur ce marché avec le système RIS de sa société Quadrant, qui sera également écoulé sur le marché américain en 2003. Le système RIS sera lancé sur le marché US en 2003. Dans d'autres pays, et notamment en Italie, Agfa jouit d'une position de leader sur ce marché grâce à sa collaboration avec Med2Rad.

L'intégration de la technologie de reconnaissance vocale développée par Talk Technology (reprise en 2001) dans les systèmes Agfa, a considérablement étendu les possibilités en matière de flux de travail et de niveaux de compte rendu. Du point de vue d'efficacité, l'impact de la reconnaissance vocale pourrait s'avérer très important. Après avoir dicté un compte rendu directement sur l'ordinateur, le radiologue, le médecin ou le chirurgien pourrait le lire, le modifier et, grâce à sa signature électronique, directement l'approuver. Cette technologie pourrait permettre aux médecins référents de disposer, en quelques minutes à peine, des comptes rendus qu'ils doivent parfois actuellement attendre plusieurs heures ou plusieurs jours.

L'objectif ultime d'Agfa est d'établir un *dossier patient électronique (Electronic Patient Record - EPR)*, dans lequel seraient reprises toutes les informations pertinentes relatives au patient, allant de son identité et ses données démographiques à ses protocoles diagnostiques en passant par ses radios et autres images médicales.

En 2002, une série d'hôpitaux ont décidé d'améliorer leur efficacité et de le faire avec Agfa. C'est ainsi qu'Agfa a conclu un accord relatif à la réalisation du projet HUSPacs finlandais, un des plus gros projets PACS dans le monde qui rassemblera dans un service virtuel 21 services de radiologie des districts de Helsinki et de Uusimaa. Aux États-Unis, Agfa a signé de très gros contrats pour la coordination d'un système IMPAX avec le grand groupe d'hôpitaux Sentara Healthcare et avec l'université de Californie (San Diego) pour laquelle Agfa développe la deuxième phase de l'intégration de services de radiologie dans une structure entièrement sans film.

En Australie, Agfa a conclu un accord important avec le Prince Charles Hospital de Queensland, qui en fait le principal fournisseur de solutions numériques. Agfa a également récemment lancé le système IMPAX sur le marché du Moyen-Orient où il a signé un prestigieux contrat pour l'installation d'un réseau numérique reliant 7 hôpitaux d'Arabie Saoudite.

” J’adore quand un client me demande une solution à son problème. Pourquoi ? Parce que je sais que je pourrai lui en proposer plusieurs. “

Adrian Fugante,
NDT Regional Manager Latin America, Brésil



Technical Imaging

Non-Destructive Testing

En 2002, le chiffre d’affaires du segment Non-Destructive Testing (NDT) a progressé de 3,8%. Etant donné que ce segment a dû faire face aux conséquences du ralentissement de l’économie, et plus particulièrement dans les secteurs de l’énergie et de l’aviation, cette augmentation s’explique largement par l’effet de l’acquisition de Pantak et de Seifert dans le courant de 2001. En janvier 2003, Agfa a annoncé qu’il allait vendre son Business Group NDT à GE Aircraft Engines. Cette transaction sera terminée dès réception des autorisations requises des autorités compétentes.

Le Business Group Non-Destructive Testing (NDT) d’Agfa fournit des systèmes numériques et analogiques de test de la qualité et de la sécurité des matériaux sans les déformer ni les endommager. Agfa est actif sur ce marché avec des technologies aussi bien radiographiques qu’à ultrasons et à la fois analogiques et numériques, principalement utilisées dans l’aviation, l’automobile, les chemins de fer, l’énergie et l’industrie pétrochimique.

Solutions NDT totales

Agfa est depuis longtemps le numéro un mondial des systèmes radiographiques conçus pour les essais non destructifs de matériaux. Grâce aux reprises ciblées dans les domaines des systèmes radiographiques numériques (RADView), des systèmes à ultrasons (Krautkramer) et de l’équipement radiographique industriel (Pantak et Seifert), Agfa a réussi à devenir le fournisseur de solutions NDT complètes et propose les principales technologies disponibles sur le marché.



1 |



2 |



3 |

1 | 2 | 3 |

Grâce aux reprises ciblées dans les domaines des systèmes radiographiques numériques, des systèmes à ultrasons et de l'équipement radiographique industriel destiné aux applications NDT, Agfa a réussi à devenir le fournisseur des principales technologies disponibles sur le marché. Il a aussi réussi à devenir le fournisseur de solutions NDT complètes entre autres pour les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile et de la pétrochimie.

En 2002, Agfa a poursuivi la rationalisation de ses propres activités vente, marketing et service ainsi que celles découlant de ses acquisitions. Agfa a donc mis en œuvre sa politique d'approche 'unique' des clients dans laquelle ceux-ci sont desservis par un seul et unique canal de vente Agfa, quelle que soit la technologie pour laquelle ils optent. Outre une augmentation de l'efficacité, cette réorganisation a également été synonyme d'importantes économies sur les coûts.

Réalisations en 2002

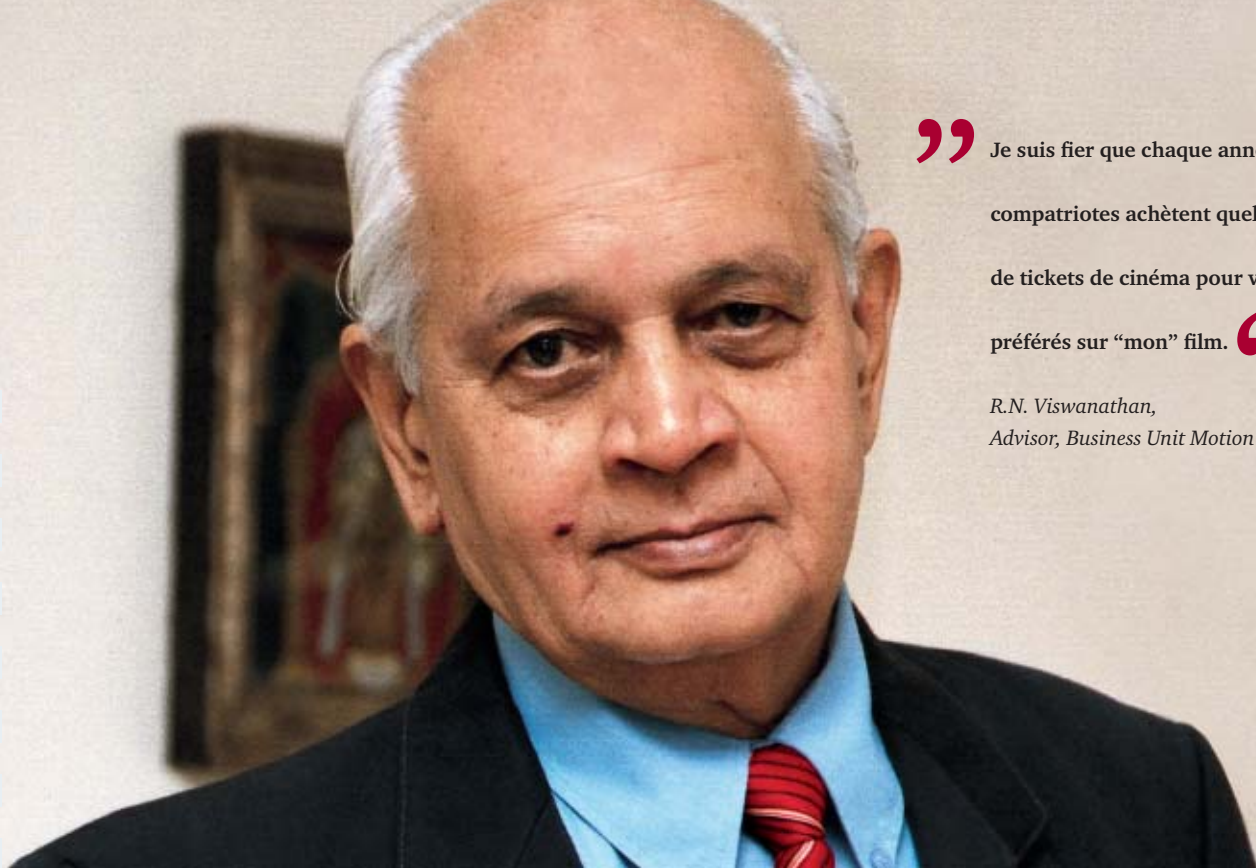
Le secteur NDT est toujours un peu à la traîne du cycle économique général. Le ralentissement économique n'a dès lors affecté ses revenus qu'à partir de début 2002. Le chiffre d'affaires des films radiographiques a plus particulièrement souffert de la récession dans les secteurs de l'aviation et de l'énergie, tandis que le chiffre d'affaire des systèmes à ultrasons est resté pratiquement stable.

Parmi les gros contrats signés en 2002, on notera l'achat par l'armée néerlandaise de deux systèmes de *radiographie numérique*, qui seront utilisés pour éliminer les engins explosifs qui restent de la deuxième guerre mondiale. Il s'agit de la première commande dans laquelle le système de radiographie numérique RADView est combiné à la technologie des systèmes radiographiques Pantak et Seifert. Dans le domaine des films radiographiques traditionnels, Agfa a fourni une grosse quantité de films Structurix pour le test de deux pipelines faisant partie du projet 'Camisea natural gas project', le premier grand projet d'extraction de gaz au Pérou. La force aérienne américaine a commandé 115 systèmes à ultrasons portables et, toujours aux Etats-Unis, Bell Helicopter utilisera les systèmes à ultrasons d'Agfa pour tester certains composants spécifiques de ses hélicoptères commerciaux.

Agfa continue à souligner l'importance des produits écologiques et a lancé, dans ce cadre, un système complet de films Structurix eco qui comprend une développeuse écologique, des films radiographiques adaptés et une nouvelle chimie révolutionnaire. Ses avantages écologiques les plus importants sont une réduction draconienne de la quantité des résidus d'argent dans les eaux résiduelles et une diminution de la consommation d'énergie et de chimie.

Dans le domaine des systèmes à ultrasons, un nouveau testeur de dureté portable a été mis au point qui teste instantanément la dureté des matériaux et affiche les informations qui s'y rapportent sur un écran ultramoderne.

Agfa a aussi lancé une nouvelle série d'appareils radiographiques portables ultra-légers (Eresco MF3) capables de générer des rayons X destinés à l'examen des pipelines, des composants pour l'aéronautique, etc.



” Je suis fier que chaque année mes compatriotes achètent quelque 4 milliards de tickets de cinéma pour voir leurs films préférés sur “mon” film. “

R.N. Viswanathan,
Advisor, Business Unit Motion Picture, Inde

Technical Imaging

Industrial Imaging

Industrial Imaging est composé de trois business units spécialisés, plus petits :

Micrography and Document Systems, Cinefilm et Specialty Foils & Components.

En 2002, le chiffre d'affaires d'Industrial Imaging est resté stable par rapport à l'exercice précédent, et ce en grande partie grâce aux bons résultats de Cinefilm.

Micrography and Document Systems

L'unité de micrographie et de systèmes documentaires propose une gamme intégrée de produits matériels et logiciels conçus pour la capture, le stockage, la gestion et la distribution de documents et de données.

Le microfilm reste le support de stockage des données à long terme par excellence. Toutefois, le nombre des applications demandant un tel stockage à long terme est en baisse, et aujourd'hui, le stockage à court terme des informations repose principalement sur des supports numériques. Cette transition vers le stockage numérique représente un défi pour Agfa à qui elle demande de se transformer en fournisseur de solutions complètes de traitement des informations numériques.

Dans ce domaine, Agfa a lancé le DiFO (Digital File Office), une solution basée sur la dernière technologie Internet. Cette solution permet de stocker et de gérer efficacement en même temps des informations sur papier et des informations créées numériquement. Le DiFO automatise la totalité de cette procédure, simplifie la distribution de l'information et en régleme l'accès sécurisé via Internet ou un intranet. Le DiFO est un 'système ouvert' compatible avec d'autres systèmes, flux de travail et solutions d'Enterprise Resource Planning (ERP).



1 |



2 |

1 | Chaque jour, des centaines de salles de cinéma dans le monde projettent en même temps les derniers grands succès du box office. Chaque vue du film est projetée sur l'écran à un facteur d'agrandissement de pas moins de 270 ; pour permettre au public d'apprécier chaque nuance de ton et chaque détail, il faut un film de copie de grande qualité comme le CP 30 d'Agfa.

2 | Une partie du savoir-faire technologique imposant d'Agfa est commercialisé par le biais de joint-ventures. En 2001 déjà, Agfa a fait équipe avec Identis, France, pour la production et la vente d'équipements de fabrication de documents d'identité haute sécurité et notamment des cartes d'identité et des passeports. En 2002, une joint-venture avec DigiPlast a été conclue pour la commercialisation de revêtements destinés aux images numériques sur films plastiques décoratifs.

En 2002, Agfa a élargi la gamme de ses systèmes de numérisation à grande échelle des documents d'entreprise avec l'ADMIS S 41. Ce scanner traite 150 pages par minute et allie qualité et fiabilité, grâce à de nouvelles méthodes qui évitent les bourrages de papier.

Motion Picture Film (Cinéma)

Agfa fournit des films négatifs pour l'enregistrement sonore numérique et analogique et des films couleur utilisés pour la production des copies destinées aux salles de cinéma.

Le marché de ces films de copie couleur continue à croître, principalement en raison de la tendance à distribuer les films en même temps dans le monde entier.

En 2002, Agfa a commercialisé une nouvelle génération de films couleur, le CP30.

Ces deux éléments se sont traduits par une augmentation du chiffre d'affaires de 2002 par rapport à celui de l'exercice précédent.

Specialty Foils and Components (Produits dérivés)

L'unité *Specialty Foils & Components (SFC)* commercialise les films PET (polyéthylène téréphthalate), les films triacétate et des chimies spécifiques.

Agfa exploite également son savoir-faire existant dans le domaine des revêtements pour explorer de nouveaux marchés en mettant sur pied des joint ventures. Un exemple: la joint venture Identis (2001), qui a permis à Agfa de renforcer sa présence sur le marché des documents d'identité haute sécurité.

Un autre exemple est celui de la constitution, en avril 2002, de Digiplast N.V., une joint venture entre Agfa et DigiPlast Holdings. Digiplast se concentre sur la commercialisation de revêtements destinés aux images numériques sur films plastiques décoratifs. Ces feuilles peuvent être utilisées, par exemple, comme stratifié pour décorer des meubles, des jouets et les intérieurs de voitures. Agfa fournit des films et son savoir-faire dans le domaine des solutions photographiques numériques destinées à des applications spéciales.



” De nombreux photographes qui sont passés au numérique continuent à demander le tirage sur papier de leurs photos. Les gens veulent de belles photos pour mettre dans leur portefeuille ou dans un cadre. Et je le sais d’autant mieux que moi aussi je suis comme ça. C’est donc pour cela que mes collègues et moi nous avons réorganisé l’AGFAnet online print service en 2002. Désormais, les amateurs de photos peuvent facilement commander des tirages papier de haute qualité à des prix très compétitifs. “

*Andrea Ohl,
Marketing Manager E-Commerce Consumer Imaging, Allemagne*

Consumer Imaging

En 2002, le chiffre d’affaires de Consumer Imaging, composée des unités Film, Finishing et Lab Equipment, a diminué de 12,5% par rapport à l’année précédente. Si l’on exclut le chiffre d’affaires de la vente des appareils photo numériques et des scanners (CDI), arrêtée début 2002, la baisse du chiffre d’affaires a été limitée à 5,2% et s’explique par les effets du cycle économique et de la progression de la transition de l’image analogique vers l’image numérique.

Grâce aux effets positifs du plan Horizon et à l’amélioration de la disponibilité des minilabs numériques en 2002, Consumer Imaging a réussi – malgré des conditions de marché très difficiles – à considérablement améliorer ses résultats. Comparativement à l’année précédente, le résultat d’exploitation avant restructuration de Consumer Imaging a augmenté de -12 à près de 31 millions d’euros.

L’image numérique: moteur de la croissance du marché Consumer Imaging

Tandis que la photographie traditionnelle basée sur les films photographiques constitue la base évidente du marché Consumer Imaging, les systèmes numériques en constituent le moteur de croissance. Cette observation s’applique non seulement aux appareils photo mais également aux *équipements pour laboratoires* numériques dans lesquels sont traitées les images numérisées. En fait, le changement technologique est considérablement plus rapide dans le domaine des équipements de laboratoire que dans celui des appareils photo. En tant que l’un des principaux fournisseurs mondiaux d’équipements de laboratoire, Agfa est très activement impliqué dans cette évolution technologique.

Chiffres clés Consumer Imaging

MILLIONS D'EUROS

	2002	2001	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	1.048	1.198	(12,5)%
excl. CDI*	1.048	1.106	5,2)%
Résultat d'exploitation avant restructuration**	30,9	(12,1)	355,4%
excl. CDI*	30,9	23,9	29,3%
Rentabilité sur chiffre d'affaires avant restructuration**	2,9%	(1,0)%	
excl. CDI*	2,9%	2,2%	
Résultat d'exploitation après restructuration**	16,3	(100,0)	116,3%
excl. CDI*	16,3	(64,0)	125,5%
Rentabilité sur chiffre d'affaires après restructuration**	1,6%	(2,9)%	

* CDI = Consumer Digital Imaging (imagerie numérique grand public (scanners et appareils photo numériques)) ** résultats non récurrents inclus

Des produits films novateurs pour les appareils photo analogiques toujours en progression

Les ventes des films ont considérablement souffert de la faiblesse de l'économie mondiale, et ceci plus spécialement en Europe, où la fréquence et la durée des voyages touristiques ont considérablement diminué. Du fait que la majorité des photos sont prises pendant les vacances, cette situation a eu un effet majeur sur le marché de la photographie. Ce phénomène ajouté à la transition en cours vers l'image numérique, a entraîné - pour la première fois - une baisse significative du marché mondial des films. Agfa n'a pas réussi à échapper à cette tendance, ni avec les films commercialisés sous le nom de marque Agfa ni avec ceux produits pour des *marques de distribution*, un segment dans lequel Agfa est pourtant numéro un mondial.

On peut s'attendre à ce que les ventes des films continuent à enregistrer une baisse structurelle d'environ 3 à 5% par an, due à la transition vers le numérique. Toutefois, le parc mondial des appareils photo traditionnels est énorme et, en 2002, le nombre d'appareils photo traditionnels vendus a encore été deux fois plus élevé que celui des appareils photo numériques. Pour cette raison, les perspectives de réussite de lancement de produits novateurs sur le marché des films restent prometteuses comme l'a d'ailleurs prouvé le lancement, à la 'Photokina' en septembre 2002, du film Agfa Ultra 100, un nouveau film négatif couleur annoncé comme le film aux couleurs les plus saturées du marché mondial et dont les ventes ont dépassé les pronostics les plus optimistes. On s'attend aussi à ce que la nouvelle génération de la gamme standard des films "Vista", lancée sur le marché depuis début 2003, soit synonyme d'une nouvelle stimulation au niveau du marché des films Agfa.

Dans le domaine des films de distribution, Agfa avait déjà obtenu, fin 2001, une licence de Polaroid l'autorisant à utiliser son nom pour la distribution des films photographiques classiques dans la région ALENA. Cet accord a été étendu en 2002 et autorise désormais Agfa à utiliser la marque Polaroid dans le monde entier, à l'exception du Japon.



”

Le grand succès de nos nouveaux minilabs numériques nous a posé quelques problèmes au niveau des délais de livraison. Faire partie de l'équipe qui a réussi à résoudre ces problèmes a été une expérience relativement exigeante pour moi. Je suis persuadé que notre technologie sera la clé de la poursuite de la réussite de notre gamme de minilabs.

“

Harald Peschel,
Production Manager Peiting, Allemagne



1 |

Les équipements pour les laboratoires numériques conviennent à la fois au segment analogique et au segment numérique

Le marché des *minilabs* se caractérise par une transition très rapide vers les minilabs numériques. Cette transition s'explique par le fait que les processeurs des nouveaux minilabs allient flexibilité et excellente qualité des images et permettent ainsi un passage sans heurts du numérique à l'analogique et vice versa. D'une part, les images numériques, prises et enregistrées sur des *supports de stockage numériques* ou envoyées aux laboratoires par Internet, peuvent être imprimées sur du papier photographique et ainsi redevenir un produit analogique. D'autre part, les photos réalisées avec un film photographique classique peuvent être scannées avant d'être imprimées et donc numérisées. Ce processus permet aux propriétaires de minilabs de proposer leurs services à tous les types de clients - qu'ils utilisent des appareils photo analogiques ou numériques - et cela, avec le même équipement. En ce qui concerne les clients, ils peuvent désormais disposer de leurs photos numériques ou numérisées sur CD-ROM et ainsi facilement les envoyer par e-mail via Internet ou les télécharger dans un *cyberalbum*.

Quel que soit son choix, le consommateur bénéficie d'une importante amélioration automatisée de la qualité des photos qu'a permis le développement de la technologie numérique (*d-TFS*) appliquée aux équipements de laboratoire Agfa: correction de la sous-exposition et de la sur-exposition et amélioration des couleurs et du contraste. Les résultats obtenus aujourd'hui satisfont même aux exigences professionnelles les plus élevées.

Agfa a introduit son premier minilab numérique au printemps 2001 sous le nom de d-lab.3. Il a été suivi, à la fin de la même année, par le d-lab.2, un modèle de capacité moindre mais capable de produire des tirages jusqu'au format poster (30 x 45 cm/12" x 18"). Le d-lab.2 a été particulièrement bien accueilli par le marché et a permis à Agfa de renforcer sa position de leader européen sur le marché des minilabs haute performance. Son succès a ensuite été confirmé par la décision de Kodak de proposer le d-lab.2 d'Agfa sur le marché professionnel sur la base d'un accord de non exclusivité et sous son propre design.



2 |



3 |

1 | Grâce notamment et même largement à sa technologie Total Film Scanning (TFS) numérique unique, Agfa ne cesse de conforter sa position de numéro un du marché européen des minilabs numériques. La gamme d-lab connaît un succès croissant avec chaque nouveau modèle spécifique à un marché.

2 | 3 | La combinaison des dernières technologies photographiques numériques et d'Internet a généré de nouvelles manières de partager ses images. Sur le site AGFAnet, vous pouvez ainsi désormais commander online des tirages de vos photos ou inviter vos amis à venir consulter votre cyberalbum online.

En 2002, Agfa a également lancé un *net printer* numérique destiné au segment du marché des *laboratoires professionnels*, un marché difficilement accessible jusqu'alors. Grâce à un accord OEM avec Kodak sur la fourniture de tireuses laser et de développeuses papier, Agfa a pu, lui aussi, explorer et exploiter ce segment du marché. Kodak Professional achètera cet équipement exclusivement chez Agfa et le vendra dans le monde entier sous son propre nom de marque et son propre design aux laboratoires professionnels.

Dans le domaine de l'équipement de *façonnage photo industriel*, Agfa est numéro un mondial depuis de nombreuses années avec sa gamme de tireuses grande vitesse. Dans ce domaine aussi, la demande pour les systèmes numériques augmente rapidement. Le système de *façonnage photo* numérique novateur d'Agfa, le *d-ws* a été dévoilé à la 'Photokina 2002' où il a bénéficié d'un accueil très positif. Ce système devrait être disponible fin 2003.

L'impression sur papier photographique est celle qui offre le meilleur rapport qualité/prix

Le virage vers la photographie numérique ne mène pas irréversiblement vers une diminution des ventes du papier photo et de la chimie photo. Les images capturées par voie numérique peuvent également être imprimées par des minilabs numériques sur du papier photo traditionnel et ceci avec un rapport qualité/prix nettement supérieur à celui des solutions d'impression domestiques. Les points de vente de détail commencent d'ailleurs à installer des *kiosques* et notamment les nouveaux e-box et Cube d'Agfa, qui permettent aux photographes numériques de commander très facilement des tirages sur papier de leurs images numériques. L'AGFAnet online print service est accessible à tous, à partir de chez soi, et est de plus en plus utilisé pour commander facilement des tirages via Internet au minilab de son choix. La croissance du marché des minilabs numériques, kiosques et services Internet, continuera donc à soutenir les ventes d'Agfa aussi bien de papier que de chimie photo.

Gestion d'entreprise

Outre l'Assemblée Générale des Actionnaires, les principales instances responsables de l'élaboration de la politique du Groupe sont le Conseil d'Administration et le Comité de Direction.

Le Conseil d'Administration

Les principales préoccupations du Conseil d'Administration concernent le développement de nouvelles activités et l'abandon de certaines activités existantes, la constitution et la liquidation de filiales et la définition de la politique globale, stratégique et sociale de la société. Le Conseil d'Administration approuve aussi les budgets et le financement du Groupe et discute des points ad hoc à l'agenda.

Le Conseil peut valablement délibérer et décider si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour sera convoquée et il pourra y être décidé valablement si deux administrateurs au moins sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité absolue. En cas d'égalité des voix, la proposition est rejetée. Dans le cadre des dispositions légales en la matière, les statuts prévoient également un processus décisionnel par écrit pour le Conseil d'Administration.

Il n'y a pas de procédure normale relative à la manière dont les administrateurs sont informés ni sur qui les informe. Les administrateurs font usage de leur droit d'information sur une base ad hoc.

Conformément aux statuts, le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que les intérêts de la société l'exigent ou à la requête de deux administrateurs. En 2002, le Conseil d'Administration s'est réuni six fois, dont deux consacrées exclusivement à l'examen des stratégies des Business Groups.

Au cours de sa réunion du 16 décembre 2002, le Conseil d'Administration a décidé de convoquer une Assemblée Extraordinaire le 13 janvier 2003 pour modifier les statuts de la société afin de la rendre conforme à la Loi du 2 août 2002, la loi de gestion d'entreprise.

Cette loi formalise l'existence et les pouvoirs d'un comité exécutif (tel que le Comité de Direction) et des comités spécifiques au sein du Conseil d'Administration (et notamment le Comité d'Audit et le Comité de Nomination et de Rémunération). Cette loi fixe également les critères selon lesquels un administrateur est considéré comme étant indépendant et définit les règles relatives aux conflits d'intérêts.

De plus, l'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires a également approuvé le renouvellement de l'autorisation de rachat d'actions.

Composition du Conseil d'Administration

Les statuts stipulent que le Conseil d'Administration doit comprendre au moins six membres, actionnaires ou non, désignés pour un mandat maximum renouvelable de six ans. Aucune procédure formelle de nomination des administrateurs non exécutifs n'est définie. Toutefois, le Conseil d'Administration propose des candidats qui répondent aux critères qu'il a fixés en matière d'intégrité et d'expérience dans les affaires et/ou la science. Bien qu'aucune limite d'âge formelle ne soit imposée aux membres du Conseil d'Administration, Messieurs André Leysen, président, et Hermann Josef Strenger, vice-président, ont tous deux démissionné en raison de leur âge et ce avec effet à partir de l'Assemblée des Actionnaires d'avril 2002. M. Werner Wenning a remis sa démission à la même date, cette fois en raison d'autres obligations professionnelles. Le Conseil d'Administration a exprimé sa gratitude pour leur dévouement au Groupe et a remis le titre de Président Honoraire à M. André Leysen.

Suite à ces changements, M. Pol Bamelis a été nommé au poste de nouveau Président du Conseil d'Administration et l'Assemblée des Actionnaires d'avril 2002 a nommé Messieurs Klaus Kühn et Udo Oels à la fonction d'administrateurs représentant Bayer et M. Jo Cornu en qualité d'administrateur indépendant.

Suite à la décision de Bayer le 30 mai 2002 de vendre sa participation de 30% dans Agfa, le 11 juin 2002, Messieurs Oels et Kühn ont démissionné de leurs fonctions d'administrateurs de la société.

Au 1er janvier 2003, le Comité de Direction de Agfa-Gevaert se composait donc des membres suivants:

Pol Bamelis, Président	Administrateur de sociétés
André Bergen	Chief Financial and Administration Officer, Agfa-Gevaert
Ferdinand Chaffart	Membre du Conseil d'Administration Gevaert N.V.
Jo Cornu	Administrateur de sociétés
Klaus-Peter Müller	Président du Comité de Direction de la Commerzbank AG, Francfort-sur-le-Main
Prof.Dr.ir. André Oosterlinck	Recteur de l'Université Catholique de Louvain
Dr. h.c. Karel Van Miert	Administrateur de sociétés
Dietrich von Kyaw	Ancien ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Union européenne
Dr. Ludo Verhoeven	Chief Executive Officer, Agfa-Gevaert

M. Chaffart représente le plus gros actionnaire, Gevaert, Messieurs Verhoeven et Bergen sont administrateurs exécutifs et également membres du Comité de Direction. MM. Bamelis, Cornu, Müller, Oosterlinck, Van Miert et von Kyaw jouissent d'un statut indépendant par rapport aux principaux actionnaires et à la direction.

La composition du Conseil d'Administration sera encore légèrement modifiée à partir de l'Assemblée des Actionnaires d'avril 2003, étant donné que M. Klaus-Peter Müller a exprimé son souhait de démissionner. Le Conseil d'Administration le remercie pour l'exercice de sa fonction d'administrateur.

Il sera demandé à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 29 avril 2003 de nommer quatre nouveaux administrateurs: M. Christian Leysen, qui représentera Gevaert, MM. Monte Haymon et John Buttrick, administrateurs indépendants, et M. Marc Gedopt, qui succèdera à M. André Bergen au poste de Chief Financial and Administration Officer et d'administrateur exécutif. Le Conseil tient à exprimer toute sa gratitude à M. Bergen pour son excellent travail au sein d'Agfa-Gevaert et lui souhaite bonne chance pour la suite de sa carrière.

Comités constitués par le Conseil d'Administration

Comité d'Audit: Le Comité d'Audit est constitué de deux administrateurs non exécutifs, Messieurs Chaffart, Président, et Oosterlinck.

Comité de Nomination et de Rémunération: Le Comité de Nomination et de Rémunération se compose de deux administrateurs indépendants, Messieurs Bamelis, Président, et Van Miert, et est chargé de soumettre des propositions au Conseil d'Administration en ce qui concerne la nomination et la rémunération appropriée des membres du Comité de Direction et du Conseil d'Administration.

Comité de Direction:

Le comité exécutif du Groupe, appelé généralement Comité de Direction, est responsable de la mise en œuvre de la politique de la société et de sa stratégie définies par le Conseil d'Administration. Le Comité de Direction est donc investi des compétences les plus larges en matière de gestion quotidienne ainsi que de certains pouvoirs spécifiques.

Pour permettre au Conseil d'Administration d'exercer sa fonction de contrôle, le Comité de Direction lui soumet régulièrement un rapport sur ses activités et sur le développement des filiales et des sociétés liées.

En principe, le Comité de Direction se réunit tous les quinze jours.

Composition du Comité de Direction:

Dr. Ludo Verhoeven, Chief Executive Officer et administrateur exécutif
André Bergen*, Chief Financial and Administration Officer et administrateur exécutif
Marc Gedopt *
Albert Follens
John Glass
Jesper Möller
Marc Elsermans**

(*) Marc Gedopt devient membre du Comité de Direction à la date du 17 mars. Il succède à André Bergen au poste de Chief Financial and Administration Officer. Il sera proposé lors de l'Assemblée Annuelle des Actionnaires en avril 2003 qu'il soit nommé administrateur exécutif.

(**) Du 1er janvier 2003 au 3 mars 2003, date à laquelle Marc Elsermans est décédé inopinément.

Rémunérations

En 2002, la rémunération totale des administrateurs non exécutifs s'est élevée à 323.500 euros, dont 306.500 sous la forme d'une rémunération fixe pour l'exercice de la direction, la fonction de membre des comités et le jeton de présence et 17.000 euros à titre de somme variable. La part variable est proportionnelle au dividende par action: par tranche de 5 eurocents de dividende par action qui dépasse la première tranche de 0,15 euros par action, les administrateurs reçoivent une rémunération de 2.000 euros par administrateur. Aucune option sur actions ou bon de souscription n'est attribué aux administrateurs non exécutifs.

Les administrateurs exécutifs ont bénéficié, en plus de leurs honoraires d'administrateurs, de 54.000 euros dont 50.000 étaient des honoraires fixes.

La rémunération brute globale versée aux membres du Comité de Direction en 2002 s'est élevée à 3.216.462 euros, dont 2.359.132 euros fixes et 857.330 euros variables.

De plus, les membres du Comité de Direction de 2002 possèdent un total de 329.450 options sur actions ou bons de souscription, qui leur ont été attribués en plusieurs tranches.

Parmi ceux-ci, 78.000 sont des bons de souscription à un prix d'exercice de 22 euros, exploitables entre le 1er janvier 2003 et le 20 novembre 2005.

Les tranches d'options attribuées aux mêmes personnes se sont respectivement montées à 50.850, 80.600 et 120.000 options sur actions avec un prix d'exercice de respectivement 22, 20 et 18 euros.

La première tranche d'options peut être levée du 1er janvier 2004 au 19 mai 2006, la deuxième tranche du 6 juillet 2004 au 6 juillet 2007 et la dernière tranche du 26 août 2005 au 26 août 2008.

Politique relative à l'affectation du résultat

Les propositions adressées à l'Assemblée Générale des Actionnaires au sujet de l'affectation et de la distribution du résultat par le Conseil d'Administration tiennent compte de différents facteurs, y compris la situation financière de la société, ses résultats d'exploitation, ses cash-flows actuels et futurs et ses projets d'expansion.

Principaux actionnaires

Conformément à la loi sur la publication des participations importantes dans les sociétés cotées à la Bourse, Gevaert N.V. a notifié qu'elle détient actuellement, directement et indirectement, 25% des actions de la société en circulation. Highfields Capital Management, Och-Ziff Capital Management, Fidelity Investments et Deutsche Bank ont déclaré posséder respectivement 9,68%, 7,95%, 5,05% et 3,99% des actions.

Auditeur

L'auditeur d'Agfa-Gevaert N.V. est Klynveld Peat Marwick Goerdeler, représenté par MM. Karel Van Oostveldt et Erik Helsen. Le mandat de l'auditeur a été renouvelé pour une période de trois ans lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires du 24 avril 2001.

Groupe Agfa-Gevaert

États financiers

A l'attention du Conseil d'Administration et des actionnaires d'Agfa-Gevaert N.V.

Nous avons audité les bilans consolidés ci-joints d'Agfa-Gevaert N.V. et de ses filiales (le "Groupe") au 31 décembre 2002 et 2001, ainsi que les comptes de résultats consolidés, les états consolidés des bénéfices et les pertes pris en compte et les tableaux de financement consolidés. Ces comptes annuels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la Société. Notre mission consiste à exprimer une attestation sur ces comptes annuels basée sur le contrôle que nous avons effectué.

Attestation sans réserve des comptes annuels consolidés

Nous avons effectué notre contrôle selon les Normes d'Audits Internationaux (ISA) émises par l'International Federation of Accountants (IFAC); ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un contrôle consiste à examiner, par sondages, la justification des montants et autres informations contenus dans ces comptes annuels consolidés. Il consiste, également, à évaluer le bien-fondé des règles d'évaluation et des estimations significatives faites par les administrateurs et à évaluer la présentation des comptes annuels consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que nos travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée, ainsi que des résultats consolidés, et du financement du Groupe au 31 décembre 2002 et 2001, en conformité avec les Normes de Rapport Financier (anciennement appelées Normes Comptables Internationales), comme elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board.

Attestations complémentaires

Les attestations complémentaires suivantes sont fournies de façon à compléter le rapport de contrôle mais ne sont pas de nature à modifier notre attestation des comptes annuels consolidés:

Le rapport de gestion consolidé contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels consolidés;

Comme mentionné dans l'annexe 1(a), les comptes annuels consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes de Rapport Financier comme elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board. La décision d'appliquer les Normes Comptables Internationales a été acceptée par la Commission Bancaire et Financière le 6 juillet 1999.

Anvers, le 25 mars 2003

Klynveld Peat Marwick Goerdeler, Réviseurs d'Entreprises
représentée par

K. M. Van Oostveldt

E. Helsen

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2002	2001
Chiffre d'affaires	3	4.683	4.911
Coût des ventes		(2.705)	(3.119)
Bénéfice brut		1.978	1.792
Frais de distribution		(902)	(970)
Frais de recherche et de développement		(248)	(231)
Frais généraux d'administration		(277)	(310)
Autres produits d'exploitation	5	318	294
Autres charges d'exploitation	6	(476)	(839)
Résultat d'exploitation		393	(264)
Produits (charges) d'intérêts – net	7	(40)	(63)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	8	(57)	(57)
Résultat autre que d'exploitation		(97)	(120)
Résultat avant impôts		296	(384)
Impôts sur les résultats	9	(99)	133
Résultat net des sociétés consolidées		197	(251)
Intérêts minoritaires		-	1
Part des résultats des sociétés associées		(3)	(38)
Résultat net pour la période comptable		194	(288)
Résultat de base par action (en euros)	26	1,39	(2,06)
Résultat dilué par action (en euros)	26	1,39	(2,06)

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	31 DÉC. 2002	31 DÉC. 2001
Actifs			
Actifs immobilisés		1.174	1.233
Immobilisations incorporelles	11	456	403
Immobilisations corporelles	12	672	780
Investissements	13	40	49
Instruments financiers dérivés	22	6	1
Actifs circulants		2.717	3.006
Stocks	14	948	1.055
Créances commerciales		959	1.125
Autres créances et actifs divers	15	630	580
Liquidités et équivalents de liquidités	16	145	224
Charges à reporter		30	21
Instruments financiers dérivés	22	5	1
Impôts différés	9	268	288
Actif total		4.159	4.527
Passif			
Fonds propres	17	1.383	1.267
Capital social d'Agfa-Gevaert N.V.		140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert N.V.		107	107
Bénéfices non répartis		962	1.281
Réserves		(20)	(5)
Résultat net		194	(288)
Écarts de conversion		-	32
Intérêts minoritaires		3	1
Passif à long terme		1.598	1.894
Dettes pour avantages liés à la retraite	18	843	879
Dettes pour engagements de personnel		39	46
Dettes financières à plus d'un an	19	665	898
Provisions à plus d'un an	21	37	57
Instruments financiers dérivés	22	14	14
Passif à court terme		1.119	1.334
Dettes financières à moins d'un an	19	53	168
Dettes commerciales		322	352
Autres dettes	20	249	290
Dettes pour engagements de personnel		105	103
Provisions à moins d'un an	21	380	380
Produit reporté		9	31
Instruments financiers dérivés	22	1	10
Impôts différés	9	56	31
Passif total		4.159	4.527

GROUPE AGFA-GEVAERT FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

MILLIONS D'EUROS	Capital social d'Agfa- Gevaert N.V.	Prime d'émission d'Agfa- Gevaert N.V.	Bénéfices non répartis	Réserve pour actions propres	Plus-value de réévaluation	Réserve de couverture	Résultat net	Écarts de conversion	Fonds propres du Groupe Agfa- Gevaert	Intérêts minori- taires	Total
31 décembre 2001	140	107	1.281	(2)	(3)	-	(288)	32	1.267	1	1.268
Variations de fonds propres résultant des apports en capital et des paiements de dividendes											
Paiements de dividendes	-	-	(32)	-	-	-	-	-	(32)	-	(32)
Autres variations de fonds propres non incluses dans le résultat											
Actions propres acquises	-	-	-	(12)	-	-	-	-	(12)	-	(12)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Réserve de couverture	-	-	-	-	-	(4)	-	-	(4)	-	(4)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	(32)	(32)	-	(32)
Changement du périmètre de consolidation	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	1
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Variations de fonds propres incluses dans le résultat											
Affectation aux bénéfices non répartis	-	-	(288)	-	-	-	288	-	-	-	-
Résultat après impôts pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2002	-	-	-	-	-	-	194	-	194	-	194
31 décembre 2002	140	107	962	(14)	(2)	(4)	194	-	1.383	3	1.386

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2002	2001
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		223	220
Résultat d'exploitation		393	(264)
Impôts courants		(70)	(17)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur		270	434
Changements de la juste valeur			
des instruments financiers dérivés		(8)	9
Variation de provisions à long terme		(76)	91
Plus-values (moins-values) sur cession d'actifs			
à long terme	12	(27)	(27)
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation		482	226
Diminution/(Augmentation) des stocks		70	282
Diminution/(Augmentation) des créances commerciales		125	223
Augmentation/(Diminution) des dettes commerciales		(17)	52
Variation de provisions à court terme		14	(61)
Autres variations du fonds de roulement		(63)	16
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation		611	738
Sorties de fonds pour acquisition			
d'immobilisations incorporelles	11	(41)	(26)
Sorties de fonds pour acquisition			
d'immobilisations corporelles	12	(126)	(160)
Rentrées de fonds résultant de la cession			
d'immobilisations incorporelles	11	1	1
Rentrées de fonds résultant de la cession			
d'immobilisations corporelles	12	58	50
Sorties de fonds provenant des fonds propres			
et des titres de créance		(72)	(36)
Sorties de fonds provenant des acquisitions	4	(178)	(65)
Intérêts et dividendes perçus		48	45
Liquidités nettes consacrées aux activités d'investissement		(310)	(191)
Distribution de dividendes aux actionnaires	17	(32)	(63)
Émissions nettes de titres de créances		(261)	(336)
Intérêts versés		(87)	(106)
Autres rentrées/(sorties) de fonds financières		4	(40)
Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités de financement		(376)	(545)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités			
résultant des activités courantes		(75)	2
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités			
résultant des activités courantes périmètre de consolidation		1	-
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités			
résultant des fluctuations des cours de change		(8)	1
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	16	141	223

1. Principales conventions comptables**(a) Déclaration de conformité**

Agfa-Gevaert N.V. ("la Société") est une société implantée en Belgique. Les états financiers consolidés de la Société englobent les comptes de la Société et de ses filiales (collectivement désignées par le terme "Groupe") ainsi que les participations du Groupe dans les entités associées. L'autorisation de publier les présents états financiers consolidés a été délivrée par le Conseil d'administration le 25 mars 2003. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRSs) émises par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux Standing Interpretations émises par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) de l'IASB, telles qu'elles sont appliquées à la date de clôture. Ils sont par ailleurs en tout point conformes aux 7èmes directives de l'Union européenne en matière de consolidation des états financiers.

L'application de l'IAS, plutôt que des normes comptables belges, par la société a été approuvé par la Commission bancaire et financière le 6 juillet 1999.

(b) Préparation des comptes

Les états financiers consolidés sont établis en euros et arrondis au million supérieur.

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de l'actif et du passif suivants qui sont comptabilisés à leur juste valeur: instruments financiers dérivés et investissements classés comme disponibles à la vente. L'actif et le passif réalisés qui sont couverts sont comptabilisés à leur juste valeur par rapport au risque couvert.

Les conventions comptables ont été uniformément respectées par les entreprises du Groupe et sont identiques à celles appliquées l'année précédente.

(c) Principes de consolidation*Filiales*

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'au terme de ce dernier.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dont le Groupe influence notablement les politiques financière et opérationnelle, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'à son terme. Lorsque le total des pertes du Groupe dépasse la valeur comptable de l'entreprise, cette dernière est réduite à néant et la prise en compte d'autres pertes s'interrompt, sauf dans la mesure où le Groupe a contracté des obligations par rapport à l'entreprise.

Élimination de transactions aux fins de consolidation

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des bilans et transactions intra-groupe, y compris les plus-values latentes résultant de transactions internes au Groupe. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entités associées sont éliminées à hauteur de la participation du Groupe dans ces entreprises. Les plus-values latentes résultant de transactions effectuées avec des entreprises associées sont éliminées à hauteur de l'investissement de la Société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas de perte de valeur.

(d) Conversion des devises*Transactions impliquant des devises étrangères*

Les transactions effectuées en monnaies étrangères par les différentes entreprises du Groupe sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de résultat annuel.

États financiers des établissements étrangers

Les établissements étrangers du Groupe ne sont pas considérés comme faisant partie intégrante des activités de la Société. Par conséquent, les actifs et passifs résultant des établissements étrangers, y compris l'écart d'acquisition positif et les ajustements de la juste valeur provenant de la consolidation, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les recettes et les dépenses des établissements étrangers sont converties en euros au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion éventuels sont directement inscrits dans les capitaux propres.

Les états financiers des établissements étrangers exerçant leurs activités dans des économies hyperinflationnistes sont convertis dans la monnaie de mesure de l'entreprise locale (généralement le dollar américain, USD), comme s'il s'agissait de leur monnaie fonctionnelle. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les comptes de résultat y afférents sont convertis selon la méthode du cours historique de sorte que le résultat exprimé dans la monnaie de présentation des états financiers corresponde à celui qui aurait été obtenu si la transaction sous-jacente avait été effectuée dans cette monnaie.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables

suite

(e) Instruments financiers dérivés

Le Groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour se prémunir des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Fidèle à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient ni n'émet actuellement d'instrument dérivé à des fins commerciales. Toutefois, les instruments dérivés qui ne peuvent intervenir pour la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme instruments commerciaux.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement au coût de l'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. La comptabilisation de tout profit ou perte qui en résulte dépend de la nature de l'élément couvert (convention comptable f). Les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture non considérés comme des couvertures, ou qui ne peuvent intervenir comme couvertures, sont comptabilisés à leur juste valeur avec les changements de valeur inclus dans le compte de résultat.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.

(f) Couverture

Couvertures des cash-flows

Lorsqu'un instrument financier dérivé est considéré comme une couverture de la variabilité des cash-flows d'un actif ou d'un passif comptabilisé, un engagement ferme ou une transaction prévue fortement probable, la partie effective d'un profit ou d'une perte sur l'instrument financier dérivé est inscrite directement dans les fonds propres. Lorsque l'engagement ferme ou la transaction prévue se traduit par la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, le profit ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inclus(e) dans la mesure initiale du coût d'acquisition ou d'une autre valeur comptable de l'actif ou du passif. Sinon, le profit ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inscrit(e) dans le compte de résultat en même temps que la transaction couverte. La partie non effective d'un profit ou d'une perte est inscrite dans le compte de résultat immédiatement. Tout profit ou perte résultant de changements dans la valeur temporelle de l'instrument financier dérivé est exclu de la mesure de l'efficacité de la couverture et inscrit immédiatement dans le compte de résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture ou une relation de couverture arrive à son terme mais que la transaction couverte doit encore avoir lieu, le profit ou la perte cumulé(e) à ce stade reste dans les fonds propres et est inscrit(e) conformément à la convention précitée lorsque la transaction a lieu. Si la transaction couverte n'est plus probable, le profit ou la perte cumulé(e) non réalisé(e) inscrit(e) dans les fonds propres est comptabilisé(e) immédiatement dans le compte de résultat.

Couvertures en juste valeur

Pour des couvertures en juste valeur, où des instruments financiers dérivés couvrent la juste valeur des actifs et des passifs, les changements dans la juste valeur des instruments financiers dérivés sont inscrits dans le compte de résultat en même temps que les changements dans la juste valeur de l'élément couvert associé.

Couverture d'un investissement net dans un établissement étranger

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans un établissement étranger, les écarts de conversion résultant de la conversion de la dette en euros sont inscrits directement dans les fonds propres.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre une participation nette dans une opération étrangère, la partie du bénéfice ou de la perte relative à l'instrument de couverture définie comme couverture effective est inscrite immédiatement dans les fonds propre et la partie ineffective est inscrite dans le compte de résultat.

(g) Publication d'informations sectorielles

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois Business Segments qui composent la structure du Groupe: Consumer Imaging, Graphic Systems et Technical Imaging. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

Les résultats sectoriels comprennent les recettes et les dépenses directement imputables à un Business Segment ainsi que la part des recettes et dépenses qui peut raisonnablement lui être attribuée.

Les actifs et passifs sectoriels englobent les actifs et passifs d'exploitation directement imputables à un Business Segment ou qui peuvent lui être raisonnablement attribués. Les actifs et passifs sectoriels n'incluent pas l'impôt sur le revenu.

(h) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est un élément clairement identifiable, parmi les activités du Groupe, (a) qui est cédé ou arrêté à la suite d'un plan unique; (b) qui représente une part d'activité ou une zone géographique d'activités, importante et distincte et (c) qui peut être identifié en termes d'exploitation et à des fins d'information financière.

(i) Immobilisations incorporelles*Ecart d'acquisition*

L'écart d'acquisition positif résultant d'une acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des immobilisations nettes identifiées achetées. L'écart d'acquisition positif est comptabilisé au coût de l'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Pour ce qui est des entreprises associées, la valeur comptable de l'écart d'acquisition positif est incluse dans la valeur comptable de la participation détenue dans chaque entreprise.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables
suite

Recherche et développement

Les dépenses de recherche, engagées dans l'objectif d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou techniques, sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues. Les dépenses de développement, au moyen desquelles les découvertes issues de la recherche sont appliquées à un plan ou un concept dans le but de produire des produits et processus nouveaux ou notablement améliorés, peuvent être immobilisées si et seulement si toutes les conditions définies par la norme IAS 38.45 sont réunies. Ces conditions ne sont pas remplies.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

Amortissement

L'amortissement est passé en charges dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée des immobilisations incorporelles. L'écart d'acquisition est amorti à partir de la date de comptabilisation initiale; les autres immobilisations incorporelles sont amorties à compter de leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise. Les durées de vie utile sont estimées comme suit:

Écart d'acquisition	5 à 20 ans
Contrats collectifs multi-hospitaliers	4 ans
Logiciel informatique	max. 4 ans

(j) Immobilisations corporelles

Immobilisations acquises

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Le prix de revient des immobilisations corporelles produites par l'entreprise englobe le coût direct des matières premières, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la fabrication. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les coûts d'emprunt ne sont pas activés.

Les dépenses consacrées à la remise en état des immobilisations corporelles sont normalement imputées en charges, en contrepartie des produits. Elles sont en revanche activées si elles résultent en un accroissement des avantages futurs découlant des immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile estimée, sauf si la méthode dégressive semble plus appropriée compte tenu de l'utilisation réelle de l'immobilisation. Les terrains ne sont pas amortis.

La durée de vie utile estimée des différentes catégories d'immobilisations se chiffre comme suit:

Immeubles	20 à 50 ans
Infrastructure extérieure	10 à 20 ans
Installations des usines	6 à 20 ans
Matériels et équipements	6 à 12 ans
Laboratoires et centres de recherche	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 8 ans
Équipement informatique	3 à 5 ans
Mobilier et aménagements	4 à 10 ans

Immobilisations louées

Les contrats de location pour lesquels le Groupe assume pratiquement tous les risques et détient pratiquement tous les avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés dans les contrats de location-financement. Les immobilisations corporelles acquises sur la base de tels contrats sont comptabilisées au montant le plus faible de leur valeur de marché ou de la valeur actuelle des échéances minimales des loyers à l'entrée en vigueur du contrat de location-financement, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

La période d'amortissement coïncide avec la durée de vie utile estimée de l'immobilisation ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte.

(k) Investissements dans des titres de participation

Les participations classifiées comme actifs à long terme englobent les participations dans des sociétés dont le Groupe ne détient pas le contrôle.

Si le Groupe dispose, directement ou indirectement, de plus de 20% des droits de vote et/ou influence notablement les politiques financière et opérationnelle d'une société, les participations sont comptabilisées comme s'il s'agissait d'entreprises associées. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. S'il existe des indices mentionnant qu'une participation dans une société associée s'est vue déprécier, la règle comptable des pertes de valeur est appliquée.

Les autres investissements dans les titres de participation sont classés comme étant disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des instruments de participation qui n'ont pas un prix de marché coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. Ces instruments de participation exclus d'une évaluation de la juste valeur sont comptabilisés au coût de l'acquisition.

Un bénéfice ou une perte résultant d'un changement de juste valeur d'un investissement classé comme disponible à la vente et ne faisant pas partie d'une relation de couverture est inscrit directement dans les capitaux propres. Lorsque l'investissement est vendu, recouvert ou cédé d'une autre manière, ou si la valeur comptable de l'investissement se déprécie, le bénéfice ou la perte cumulé(e) comptabilisé(e) antérieurement dans les capitaux propres est transféré(e) dans le compte de résultat.

La juste valeur des investissements disponibles pour la vente est leur prix d'achat coté à la date du bilan.

1. Principales conventions comptables suite

1. Principales conventions comptables suite

(l) Perte de valeur

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks, les charges d'impôts différés et les actifs provenant des avantages sociaux, sont réexaminées à chaque clôture de bilan afin de déterminer si elles ont diminué. Si tel semble être le cas, on estime le montant recouvrable de l'actif.

Le montant récupérable des créances du Groupe est calculé comme étant la valeur actuelle des cash-flows futurs escomptés, actualisés au taux d'intérêt réel initial inhérent à l'actif. Les créances à court terme ne sont pas actualisées.

Le montant récupérable des autres actifs est le montant le plus élevé entre la valeur de réalisation nette de l'actif et sa valeur d'usage. En estimant la valeur d'usage, les cash-flows escomptés sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et les risques inhérents à l'actif. Lorsqu'un actif ne génère pas de recettes significatives, on détermine le montant recouvrable de l'entité génératrice à laquelle appartient cet actif.

Une moins-value est constatée chaque fois que la valeur comptable d'un actif ou de l'entité génératrice à laquelle il appartient, est supérieure à son montant recouvrable. Ces moins-values sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Une moins-value précédemment comptabilisée est contre-passée si les estimations effectuées pour déterminer le montant recouvrable ont été modifiées, mais, dans tous les cas, pour un montant inférieur à la valeur nette comptable qui aurait été déterminée si aucune moins-value n'avait été constatée au cours des exercices précédents. Une moins-value concernant l'écart d'acquisition ne peut être annulée, à moins qu'elle n'ait été causée par un événement extérieur particulier à caractère exceptionnel et non susceptible de se reproduire, et que l'augmentation du montant recouvrable serve clairement à annuler l'effet de cet événement particulier.

(m) Stocks

Les matières premières, les fournitures et les biens achetés destinés en vue de leur revente sont évalués à leur coût d'acquisition. Les en-cours de production ainsi que les produits finis sont évalués, quant à eux, à leur prix de revient. Le prix de revient englobe le coût direct des matériaux, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la production. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les frais administratifs attribuables à la production sont également inclus.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Si le prix d'achat ou de revient est supérieur à la valeur de réalisation nette, les stocks sont amortis jusqu'à la valeur de réalisation nette. Par valeur de réalisation nette, on entend le prix de vente estimé dans des conditions de marché normales, déduction faite des coûts liés à l'achèvement et des frais de commercialisation estimés.

(n) Créances commerciales et autres

Les créances commerciales et autres sont comptabilisées à leur valeur nominale, diminuée des pertes de valeur.

l'entrée en vigueur du contrat de location, les créances faisant l'objet d'une location-financement sont comptabilisées à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers nets. Les créances sont réduites pendant toute la durée du contrat de location de la part des loyers affectée au remboursement du principal.

(o) Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et les équivalents de liquidités se composent du solde de caisse et des dépôts à vue.

(p) Capital social*Rachat du capital social*

En cas de rachat de capital social inclus dans les capitaux propres, le montant de la contrepartie versée, y compris les frais directement imputables, est comptabilisé comme une évolution de l'avoir. Les actions rachetées sont assimilées à des actions non émises et déduites des capitaux propres.

Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en éléments de passif pour la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

(q) Emprunts productifs d'intérêts

Les emprunts productifs d'intérêts sont initialement comptabilisés au coût, après déduction des frais de transaction nets. Après la comptabilisation initiale, les emprunts productifs d'intérêts sont comptabilisés au coût amorti, les différences éventuelles entre le coût et la valeur de remboursement étant portées au compte de résultat pour la période de validité des emprunts sur la base d'un intérêt réel.

(r) Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts courants et différés. Ils sont inscrits au compte de résultat sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres; auquel cas ils sont eux aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts courants désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables

suite

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, laquelle engendre des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs inscrite dans les rapports financiers et leur valeur fiscale. Les différences temporaires suivantes ne sont pas prises en compte: écart d'acquisition positif non déductible à des fins de fiscalité, comptabilisation initiale des actifs et passifs n'influençant pas la comptabilité ou les bénéfices imposables et différences se rapportant à des participations dans des filiales pour lesquelles aucune contre-passation n'est prévue dans un avenir proche. La charge des impôts différés mentionnée est calculée selon le mode de réalisation ou de règlement prévu de la valeur comptable des actifs et passifs, sur la base des taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que s'ils sont susceptibles d'engendrer des bénéfices imposables permettant d'utiliser les crédits et débits d'impôts inutilisés. Les actifs d'impôts différés sont réduits si la réalisation des bénéfices imposables y afférents se révèle improbable.

Des impôts supplémentaires sur le revenu résultant de la distribution de dividendes sont inscrits en même temps que l'obligation de verser le dividende correspondant.

(s) Avantages sociaux

Avantages liés à la retraite

Les avantages liés à la retraite comprennent les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé.

La majorité des salariés du Groupe perçoivent des allocations de retraite dans le cadre de régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées, gérés par des fonds indépendants, des régimes d'assurance ou des régimes reposant sur une semi-capitalisation.

(1) Régimes à cotisations déterminées:

Les cotisations versées aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont passées en charges dans le compte de résultat à la date du paiement.

(2) Régimes à prestations déterminées:

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, le montant inscrit au bilan équivaut à la valeur actualisée de l'obligation de prestation ajustée en fonction des gains et pertes actuariels non constatés, diminuée des éventuels coûts afférents du service antérieurs non encore constatés et de la juste valeur des actifs de régime. Si le calcul débouche sur un excédent net, l'actif comptabilisé ne dépasse pas le total net des pertes actuarielles et des coûts afférents du service non constatés cumulés et la valeur actualisée des bénéfices économiques sous la forme de remboursements provenant du régime ou de réductions des futures cotisations versées au régime.

La prise en compte des gains et pertes actuariels s'effectue séparément pour chaque régime à prestations déterminées. Si le gain ou la perte net(te) cumulé(e) non constaté(e) dépasse 10% de la valeur actualisée de l'obligation de prestation ou de la juste valeur des actifs du régime, selon celle qui est la plus élevée, cet excédent est inscrit dans le compte de résultat sur la durée de service restante moyenne des salariés participant au régime. Dans les autres cas, le gain ou la perte actuariel n'est pas comptabilisé.

Les coûts afférents du service antérieurs sont linéairement passés en charges sur la période moyenne écoulée jusqu'à l'acquisition des droits. Si les droits ont été acquis à la suite de la mise en place, ou de la modification, d'un régime de retraite à prestations déterminées, les coûts afférents du service antérieurs sont immédiatement passés en charges.

La valeur actualisée des obligations de prestations déterminées et les coûts de service y afférents sont calculés par un actuaire qualifié au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe. Le montant imputé au compte de résultat se compose des coûts afférents du service courants, des charges d'intérêts, du rendement attendu sur les actifs du régime et des gains et pertes actuariels.

Les allocations de pré-retraite sont traitées au même titre que les indemnités de licenciement.

Autres avantages sociaux à long terme

L'obligation nette du Groupe en matière d'avantages sociaux à long terme, autres que les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé, équivaut aux avantages futurs obtenus par les salariés au vu de leur ancienneté acquise au cours des périodes actuelle et antérieures. Cette obligation est calculée au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le montant obtenu est actualisé et diminué de la juste valeur des actifs connexes. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

Indemnités de licenciement

Les indemnités de licenciement sont comptabilisées comme dette et comme dépense lorsqu'une société du Groupe s'engage visiblement à: (a) licencier un employé ou un groupe d'employés avant la date normale de la retraite; ou (b) verser des indemnités de licenciement à la suite d'une offre destinée à encourager les départs volontaires.

Lorsque les indemnités de licenciement arrivent à échéance plus de douze mois après la date du bilan, elles sont actualisées à l'aide du taux d'actualisation qui correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

Prestations sociales liées à l'actionnariat

Aucune compensation n'est inscrite pour les options ou bons de souscription accordés à des employés dans le cadre des régimes de participation des employés sous la forme d'actions.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables suite

(t) Provisions

Les provisions sont portées au bilan lorsqu'une société du Groupe doit s'acquitter d'une obligation (légale ou présumée) découlant d'un événement antérieur; il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour honorer cette obligation et que la valeur de l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Le montant identifié comme provision correspond à l'estimation la plus précise de la dépense requise pour régler l'obligation à la date de clôture du bilan.

Si l'effet est matériel, des provisions sont déterminées en actualisant les cash-flows futurs escomptés à l'aide d'un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et, selon le cas, les risques inhérents à l'actif.

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que si le Groupe a approuvé un plan de réorganisation détaillé et formel et si la restructuration a commencé ou a été annoncée aux personnes concernées. Les frais d'exploitation futurs ne sont pas prévus.

Conformément à la politique du Groupe en matière d'environnement et aux réglementations en vigueur, les provisions pour assainissement de sites pollués ne sont comptabilisées que si la pollution a pu être vérifiée.

Une provision pour contrats onéreux est comptabilisée lorsque le profit que le Groupe espère générer d'un contrat est inférieur aux coûts inévitables auxquels il doit faire face pour tenir ses engagements contractuels.

(u) Dettes commerciales et autres

Les dettes commerciales et autres sont comptabilisées au coût.

(v) Recettes

Les recettes provenant de la vente de marchandises sont inscrites au compte de résultat lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur.

Les recettes sont comptabilisées s'il n'existe aucune réelle incertitude quant à la récupération de la contrepartie, aux coûts connexes ou à la possibilité de retour des marchandises.

Les redevances et les frais de location sont inclus dans les recettes et comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques découlant de la transaction reviendront au Groupe et sont évaluables avec fiabilité. Les revenus sont pris en compte selon la comptabilité d'exercice conformément à l'accord applicable.

(w) Charges*Produits (charges) d'intérêts*

Les produits (charges) d'intérêts comprennent les intérêts à payer sur les emprunts et les intérêts à recevoir sur les fonds investis. Les gains ou pertes de change sur opérations hors exploitation, ainsi que les gains ou pertes sur des instruments de couverture relatifs à des opérations hors exploitation, apparaissent au poste "Autres produits (charges) hors exploitation".

Les produits d'intérêts sont inscrits au compte de résultat au fur et à mesure de leur production, compte tenu du rendement réel de l'actif. Les produits de dividendes sont, quant à eux, comptabilisés le jour de la déclaration des dividendes.

Tous les intérêts et coûts liés aux emprunts sont passés en charge dès qu'ils sont exposés. Les charges d'intérêts provenant des contrats de location-financement sont reprises dans le compte de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Paiements des baux d'exploitation

Les paiements versés dans le cadre de baux d'exploitation sont inscrits au compte de résultat selon la méthode linéaire sur toute la durée du bail.

Les primes de concession perçues sont présentées dans le compte de résultat comme faisant partie intégrante du total des loyers versés.

1. Principales conventions comptables

suite

2. Sociétés consolidées

Les États Financiers Consolidés de 2002 du Groupe comprennent la Société et 83 filiales consolidées contrôlées par la Société. En 2001, les comptes consolidés incluaient 80 filiales consolidées (annexe 27).

En 2002, 17 filiales ont été exclues de la consolidation (2001: 22 filiales) qui, globalement sont non significatives en regard de la valeur nette, de la situation financière et des bénéfices du Groupe. Un niveau global, les filiales exclues représentaient moins de 1% des ventes du Groupe.

En décembre 2002, les comptes d'Agfa India Ltd. et d'Agfa-Gevaert Colombia Ltd. ont été inclus pour la première fois dans la consolidation à partir du 1er janvier 2002.

Voici la liste des acquisitions matérielles du Groupe en 2002:

Le 3 janvier 2002, la Société a acquis 92,9% des actions de Mitra Inc. pour un montant de 193 millions d'euros. Mitra fournit des systèmes d'imagerie et de gestion des informations pour le secteur médical. Le 1er novembre 2002, la Société a acquis les 7,1% restants des actions de Mitra Inc. pour un montant de 12 millions d'euros.

3. Publication d'informations sectorielles

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois Business Segments qui composent la structure du Groupe: Consumer Imaging, Graphic Systems et Technical Imaging. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

Les différents Business Segments exercent les activités suivantes:

Le Business Segment Consumer Imaging développe, produit et commercialise des films négatif couleur, des films diapositives et des films noir et blanc ainsi que des appareils "prêts-à-photographier" jetables. La gamme comprend également du papier photographique, des produits photochimiques, des équipements de laboratoire, des minilabs.

La gamme de produits du Business Segment Graphic Systems s'étend des films graphiques aux plaques d'impression en passant par les systèmes d'épreuves couleur numériques.

Le Business Segment Technical Imaging propose une gamme de produits de diagnostics médicaux comprenant des films radiographiques, des systèmes de reprographie et le réseau Agfa "Impax" conçu pour gérer la distribution et l'archivage des images et des données de diagnostic. Ses autres domaines d'activité sont les essais non destructifs de matériaux, la micrographie et les films cinématographiques destinés aux projections sur grand écran ou à la télévision.

Les données clés par Business Segment et par région ont été calculées comme suit:

La rentabilité sur chiffre d'affaires correspond au ratio "résultat d'exploitation" sur "ventes externes".

L'excédent brut d'exploitation correspond à la différence entre le flux d'encaissements et le flux de décaissements, avant prise en compte d'un quelconque emploi de fonds.

Les dépenses en capital sectorielles représentent le total des coûts engagés pendant la période pour acquérir des éléments d'actif sectoriels dont l'utilisation devrait s'étaler sur plusieurs périodes.

Le résultat sectoriel correspond à la différence entre les produits sectoriels et les charges sectorielles, à l'exclusion des frais administratifs.

EBIT: résultat d'exploitation avant revenus/dépenses et frais non récurrents et frais de restructuration

3. Publication d'informations sectorielles suite

3. Publication d'informations sectorielles suite

Les données clés par Business Segment et par Région

Business Segment Consumer Imaging (CI)

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Chiffre d'affaires (externe)	1.048	1.198
Évolution	(12,5)%	(19,4)%
Résultat d'exploitation	16	(100)
Rentabilité sur chiffre d'affaires	1,5%	(8,3)%
Bénéfices avant intérêts et impôts (EBIT)	31	(12)
Résultat sectoriel	72	(28)
Actif sectoriel	704	857
Passif sectoriel	541	608
Excédent brut d'exploitation	19	(47)
Dépenses en capital	24	41
Amortissements et dépréciations	55	55
Pertes de valeur imputées	1	1
Pertes de valeur contre-passées	-	-
Autres dépenses non pécuniaires (sans reprise des provisions)	24	-
Frais de recherche et de développement	65	66
Nombre de salariés en fin d'exercice	3.956	4.286

Régions	Europe		ALENA	
MILLIONS D'EUROS	2002	2001	2002	2001
Chiffre d'affaires (externe)				
par marché	2.334	2.472	1.341	1.396
Chiffre d'affaires (externe)				
par point d'origine	2.641	2.781	1.316	1.382
Évolution	(5,0)%	(3,3)%	(4,8)%	(10,2)%
Actif sectoriel	2.012	2.113	787	940
Passif sectoriel	1.373	1.466	434	550
Résultat d'exploitation	353	(10)	22	(265)
Rentabilité sur chiffre d'affaires	13,4%	(0,4)%	1,7%	(19,2)%
Dépenses en capital	127	154	28	24
Amortissements et dépréciations	150	154	87	102
Pertes de valeur imputées	4	6	22	154
Pertes de valeur contre-passées	2	-	8	-
Frais de recherche et développement	188	192	60	39
Nombre de salariés en fin d'exercice	13.620	14.971	3.884	4.296
Nombre de salariés en fin d'exercice (équivalents temps plein)				

3. Publication d'informations sectorielles

suite

Graphic Systems (GS)		Technical Imaging (TI)		Groupe Agfa-Gevaert	
2002	2001	2002	2001	2002	2001
1.813	1.890	1.822	1.823	4.683	4.911
(4,07)%	(8,5)%	(0,1)%	6,7%	(4,6)%	(6,6)%
126	(56)	251	(108)	393	(264)
6,9%	(2,9)%	13,8%	(5,9)%	8,4%	(5,4)%
150	79	290	193	471	260
246	75	352	(1)	670	46
1.102	1.255	1.354	1.357	3.160	3.469
634	682	694	780	1.869	2.070
154	36	309	237	482	226
48	82	95	67	167	190
78	98	121	121	254	274
7	6	18	153	26	160
2	-	8	-	10	-
13	38	28	89	65	127
75	76	108	89	248	231
7.396	8.336	8.370	8.806	19.722	21.428

Amérique latine		Asie/Afrique/Australie		Groupe Agfa-Gevaert	
2002	2001	2002	2001	2002	2001
186	230	822	813	4.683	4.911
150	178	576	570	4.683	4.911
(15,7)%	(14,4)%	1,05%	(10,4)%	(4,6)%	(6,6)%
101	136	260	280	3.160	3.469
12	11	50	43	1.869	2.070
10	12	8	(1)	393	(264)
6,7%	6,7%	1,4%	(0,2)%	8,4%	(5,4)%
6	5	6	7	167	190
8	8	9	10	254	274
-	-	-	-	26	160
-	-	-	-	10	-
-	-	-	-	248	231
651	583	1.567	1.578	19.722	21.428
				19.341	21.038

3. Publication d'informations

sectorielles - suite

Rapprochement des actifs et passifs sectoriels du bilan total et rapprochement du résultat sectoriel du résultat total du Groupe.

MILLIONS D'EUROS

	2002					2001				
	Consumer Imaging	Graphic Systems	Technical Imaging	Non affectés	Consolidés	Consumer Imaging	Graphic Systems	Technical Imaging	Non affectés	Consolidés
Résultat sectoriel	72	246	352		670	(28)	75	(1)		46
Frais généraux d'administration				(277)	(277)				(310)	(310)
Charges d'intérêts				(40)	(40)				(63)	(63)
Autres charges hors exploitation				(57)	(57)				(57)	(57)
Charges fiscales				(99)	(99)				133	133
Part des résultats des sociétés associées				(3)	(3)				(38)	(38)
Intérêts minoritaires				-	-				1	1
Résultat net pour la période comptable					194					(288)
Actif sectoriel	704	1.102	1.354		3.160	857	1.255	1.357		3.469
Investissements				40	40				49	49
Créances au titre de contrats de location-financement				462	462				430	430
Liquidités et équivalents de liquidités				145	145				224	224
Actif d'impôts différés				268	268				288	288
Instruments financiers dérivés				11	11				2	2
Autres créances non affectées				73	73				65	65
Actif total					4.159					4.527
Passif sectoriel	541	634	694		1.869	608	682	780		2.070
Dettes financières				718	718				1.066	1.066
Passif d'impôts différés				56	56				31	31
Fonds propres				1.386	1.386				1.268	1.268
Instruments financiers dérivés				15	15				24	24
Autres dettes non affectées				115	115				68	68
Passif total					4.159					4.527

Acquisitions réalisées en 2002

L'acquisition de Mitra Inc. a eu l'impact suivant sur l'actif et le passif du Groupe:

MILLIONS D'EUROS

Écart d'acquisition positif résultant d'une acquisition	178
Immobilisations corporelles	5
Stocks	1
Investissements	2
Créances commerciales	8
Autres créances	1
Liquidités et équivalents de liquidités	15
Dettes pour engagements de personnel	(1)
Dettes commerciales	(1)
Dettes fiscales	(5)
Autres dettes	(6)
Intérêts minoritaires	(4)
Montant versé	193
Liquidités acquises	(15)
Sortie de fonds nette	178

Acquisitions réalisées en 2001

L'acquisition d'Autologic, Pantak, Seifert et Talk Technology a eu l'impact suivant sur l'actif et le passif du Groupe:

MILLIONS D'EUROS

Immobilisations incorporelles (hormis l'écart d'acquisition positif)	2
Écart d'acquisition positif résultant d'une acquisition	48
Immobilisations corporelles	6
Stocks	18
Créances commerciales	19
Autres créances	3
Liquidités et équivalents de liquidités	17
Dettes pour engagements de personnel	(4)
Provisions	(2)
Dettes commerciales	(15)
Dettes envers banques	(7)
Autres dettes	(3)
Montant versé	82
Liquidités acquises	(17)
Sortie de fonds nette	65

**4. Tableau de financement –
Impact des acquisitions**

5. Autres produits d'exploitation

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Gains de change	177	161
Produits de location-financement	41	39
Plus-values sur cession d'actifs immobilisés	31	29
Changements de la juste valeur des actifs financiers	13	-
Revenus locatifs	11	10
Reprise des provisions inutilisées	7	22
Redevances	1	1
Autres produits	37	32
TOTAL	318	294

6. Autres charges d'exploitation

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Pertes de change	196	160
Frais de restructuration	116	450
Amortissement de l'écart d'acquisition positif	62	37
Réductions de valeur sur créances	44	35
Loyers	9	8
Changements de la juste valeur des instruments financiers	7	9
Moins-values résultant de la cession d'actifs immobilisés	4	2
Provisions	3	25
Charges liées aux principes comptables énoncés	3	12
Impôts fonciers	3	4
Provisions pour la protection de l'environnement	-	49
Autres charges	29	48
TOTAL	476	839

Frais de restructuration

En 2002, le Groupe a enregistré des frais de restructuration d'un montant de 116 millions d'euros. Ces dépenses comprenaient des indemnités de licenciement pour un montant de 107 millions d'euros, des pertes de valeur imputées aux actifs immobilisés de 2 millions d'euros, des pertes de stocks de 2 millions d'euros et d'autres frais s'élevant à 5 millions d'euros.

MILLIONS D'EUROS

2002 2001

Revenus des autres titres et prêts inclus

dans les investissements

3 3

Autres intérêts et produits similaires

44 31

Autres intérêts et charges similaires

(87) (97)

TOTAL

(40) (63)

7. Produits (charges) d'intérêts

MILLIONS D'EUROS

2002 2001

Part des intérêts des provisions productives d'intérêts

(45) (43)

Gains (pertes) de change

(11) 1

Pertes de réévaluation sur des instruments financiers

(4) (5)

Réductions de valeur/pertes de valeur imputées

à d'autres investissements

(1) (5)

Résultat de la cession de participations

dans des entreprises liées

- 2

Produits (charges) divers hors exploitation

4 (7)

TOTAL

(57) (57)

8. Autres produits (charges)
hors exploitation

La part des intérêts des provisions productives d'intérêts comprend avant tout la dotation aux intérêts relative aux provisions pour engagement de personnel pour les retraites et autres avantages liés à la retraite.

Enregistrés dans le compte de résultat

MILLIONS D'EUROS

2002 2001

Impôts courants

(70) (17)

Charges/Produits fiscaux différés

(29) 150

Total des charges/produits fiscaux dans le compte de résultat

(99) 133

9. Impôts sur les résultats

9. Impôts sur les résultats

suite

Rapport entre les charges fiscales et le bénéfice comptable

Résumé 2002

MILLIONS D'EUROS

	Base de calcul	Charges fiscales/ produits fiscaux	Taux d'imposition
Bénéfice comptable avant impôts et avant écritures de consolidation	308	96	31,17%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes inter-sociétés)	(12)	3	
Bénéfice comptable avant impôts	296	99	33,45%

État de rapprochement du taux d'imposition réel

MILLIONS D'EUROS

	Avant écritures de consolidation	Écritures de consolidation	Après écritures de consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	308	(12)	296
Charges fiscales théoriques	133	3	136
Taux d'imposition théorique (*)	43,18%		
Dépenses non déductibles fiscalement	10		10
Amortissement de l'écart d'acquisition positif non déductible à des fins de fiscalité	8		8
Impact du statut fiscal spécial:			
Centre de coordination belge	(26)		(26)
Autres produits fiscaux exemptés:			
principalement liés à l'exonération des dividendes	(10)		(10)
Crédit d'impôt résultant de la déduction des participations	(6)		(6)
Économies d'impôts utilisées résultant de l'utilisation des pertes fiscales	(28)		(28)
Économies d'impôts résultant de l'utilisation des pertes fiscales	5		5
Charges fiscales en raison des actifs d'impôts différés sur les pertes fiscales des années antérieures	4		4
Bénéfices imposables résultant de réductions de valeur sur investissements fiscalement déductibles	(15)		(15)
Impact de la baisse des taux d'imposition de l'actif net d'impôts différés	8		8
Impact monétaire des économies hyperinflationnistes	10		10
Impact des différences temporaires	3		3
Charges fiscales effectives	96	3	99
Taux d'imposition effectif			33,45%

(*) Le taux d'imposition théorique est la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses dans la consolidation.

Résumé 2001

MILLIONS D'EUROS

	Base de calcul	Charges fiscales/ produits fiscaux	Taux d'imposition
Bénéfice comptable avant impôts et avant écritures de consolidation	(327)	(148)	45,26%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes inter-sociétés)		(57)	15
Bénéfice comptable avant impôts	(384)	(133)	34,64%

État de rapprochement du taux d'imposition réel

MILLIONS D'EUROS

	Avant écritures de consolidation	Écritures de consolidation	Après écritures de consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	(327)	(57)	(384)
Charges fiscales théoriques	(117)	15	(102)
Taux d'imposition théorique (*)	35,78%		
Dépenses non déductibles fiscalement	11		11
Produits fiscaux exemptés:			
plus-values de la cession de participations	(1)		(1)
Impact du statut fiscal spécial:			
centre de coordination belge	(22)		(22)
Impact du statut fiscal spécial Leeds (établissement permanent)	(7)		(7)
Autres produits fiscaux exemptés:			
principalement liés à l'exonération des dividendes	(36)		(36)
Autres charges fiscales	8		8
Crédit d'impôt résultant de la déduction des participations	(18)		(18)
Autres avantages fiscaux	(8)		(8)
Économies d'impôts résultant de l'utilisation des pertes fiscales	41		41
Impôts différés actifs résultant des pertes fiscales des années antérieures	(1)		(1)
Charges fiscales différées en raison des actifs d'impôts sur les pertes fiscales des années antérieures	2		2
Charges fiscales effectives	(148)	15	(133)
Taux d'imposition effectif			34,64%

(*) Le taux d'imposition théorique est la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses dans la consolidation.

9. Impôts sur les résultats

suite

9. Impôts sur les résultats

suite

Actif et passif d'impôts différés

L'actif et le passif d'impôts différés se répartissent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	31 DÉCEMBRE 2002			31 DÉCEMBRE 2001		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Immobilisations incorporelles	65	9	56	50	13	37
Immobilisations corporelles	1	92	(91)	2	96	(94)
Investissements	1	-	1	-	-	-
Stocks	48	15	33	64	17	47
Créances	35	7	28	13	16	(3)
Provisions	97	4	93	117	3	114
Régimes d'avantages sociaux	62	42	20	61	39	22
Autres actifs circulants et autres dettes	55	51	4	27	29	(2)
Actif et passif d'impôts différés liés à des différences temporaires	364	220	144	334	213	121
Reports de pertes prospectifs	46	-	46	113	-	113
Crédits d'impôt en excès	22	-	22	23	-	23
Actif/passif d'impôts différés	432	220	212	470	213	257
Compensation fiscale	(164)	(164)	-	(182)	(182)	-
Actif/passif d'impôts nets	268	56	212	288	31	257

Actifs d'impôts différés non imputés

Les actifs d'impôts différés n'ont pas été imputés en raison de reports de pertes prospectifs d'un montant de 10 millions d'euros (2001: 47 millions d'euros) ceci du fait qu'il est improbable que le futur bénéfice imposable soit disponible pour que le Groupe puisse en tirer profit.

Évolution des différences temporaires en 2002

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2001	Inscrit dans le résultat	Porté au crédit des fonds propres	Ajustement des actifs d'impôts différés par rapport à l'écart d'acquisition (Annexe 11)	Écarts de conversion	31 déc. 2002
Immobilisations incorporelles	37	11	-	8*	-	56
Immobilisations corporelles	(94)	(1)	-	-	4	(91)
Investissements	-	-	-	-	1	1
Stocks	47	(9)	-	-	(5)	33
Créances	(3)	32	-	-	(1)	28
Provisions	114	(16)	-	-	(5)	93
Régimes d'avantages sociaux	22	6	-	-	(8)	20
Autres actifs circulants et autres dettes	(2)	8	1	-	(3)	4
Actif et passif d'impôts différés liés à des différences temporaires	121	31	1	8	(17)	144
Reports de pertes prospectifs	113	(61)	-	-	(6)	46
Crédits d'impôt en excès	23	1	-	-	(2)	22
Actif/passif d'impôts différés	257	(29)	1	8	(25)	212

* Lorsque l'acquisition du groupe Autologic fut initialement comptabilisée aucun actif d'impôts différé de celui-ci n'a été inscrit car les critères d'inscription n'étaient pas satisfaits. En 2002, le Groupe a inscrit l'actif d'impôts différé, s'élevant à 8 millions d'euros, car il était devenu probable que le bénéfice imposable futur permettrait de recouvrer l'actif d'impôts différé.

En 2002, les frais de personnel se sont montés à 1.462 millions d'euros comparativement à 1.477 millions d'euros en 2001. La répartition des frais de personnel est la suivante:

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Salaires et traitements	1.176	1.194
Charges sociales	286	283
	1.462	1.477

Le nombre moyen de salariés en 2002 a été d'environ 20.221: (2001: 21.130).
Répertorié par fonction au sein de l'entreprise, ce nombre moyen peut se répartir comme suit:

	2002	2001
Production/Ingénierie	7.370	8.250
R & D	1.635	1.676
Ventes & Marketing	7.370	7.007
Administration	3.846	4.197
	20.221	21.130

9. Impôts sur les résultats
suite

10. Frais de personnel

11. Immobilisations incorporelles

MILLIONS D'EUROS	Concessions, droits de propriété industrielle, droits similaires et licences acquis	Fonds commercial acquis	Paiements anticipés pour acquisitions d'immobili- sations incorporelles	Total
Valeur comptable brute 31 décembre 2001	186	501	5	692
Écarts de conversion	(19)	(88)	-	(107)
Acquisitions	-	178	-	178
Ajustement par rapport à l'écart d'acquisition d'Autologic	-	(8)	-	(8)
Ecart d'acquisition supplémentaire de Mitra	-	12	-	12
Dépenses en capital	24	4	1	29
Reprises	(12)	(8)	-	(20)
Transferts	4	-	(3)	1
Valeur comptable brute 31 décembre 2002	183	591	3	777
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2001	104	185	-	289
Écarts de conversion	(13)	(30)	-	(43)
Acquisitions	-	-	-	-
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	32	48	-	80
Pertes de valeur de l'exercice	-	14	-	14
Reprises	(11)	(8)	-	(19)
Transferts	-	-	-	-
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2002	112	209	-	321
Valeur comptable nette au 31 décembre 2001	82	316	5	403
Valeur comptable nette au 31 décembre 2002	71	382	3	456

Le 3 janvier 2002, la Société a acquis 92,9% des actions de Mitra Inc. pour un montant de 193 millions d'euros. Le fonds commercial, évalué à 178 millions d'euros, sera amorti sur 15 ans.

Le 1er novembre 2002, la Société a acquis les 7,1% restants des actions de Mitra Inc. pour un montant de 12 millions d'euros. Le fonds commercial, évalué à 12 millions d'euros, sera amorti sur 15 ans.

En 2002, le Groupe a imputé une perte de valeur de 14 millions d'euros pour son Talk Technology business (entité génératrice). Les cash-flows escomptés actualisés avec le business Talk Technology ont été insuffisants pour retrouver sa valeur comptable totale.

La valeur de l'entité génératrice de trésorerie a été calculée sur la base d'un taux d'actualisation de 8%.

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

12. Immobilisations corporelles

MILLIONS D'EUROS	Terrains, constructions et infrastructure	Machines et équipements techniques	Mobiliers, aménagements et autres équipements	En-cours de fabrications et paiements anticipés aux fournisseurs et entrepreneurs	Total
Valeur comptable brute au 31 décembre 2001	739	2.269	441	35	3.484
Écarts de conversion	(29)	(83)	(21)	(2)	(135)
Acquisitions	1	-	9	-	10
Dépenses en capital	5	43	39	39	126
Reprises	(25)	(94)	(62)	(1)	(182)
Transferts	6	18	(2)	(23)	(1)
Valeur comptable brute au 31 décembre 2002	697	2.153	404	48	3.302
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2001	465	1.901	337	1	2.704
Écarts de conversion	(15)	(72)	(17)	-	(104)
Acquisitions	-	-	5	-	5
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	22	105	47	-	174
Pertes de valeur imputées	2	10	-	-	12
Pertes de valeur contre-passées	-	(9)	-	(1)	(10)
Reprises	(17)	(86)	(48)	-	(151)
Transferts	4	-	(4)	-	-
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2002	461	1.849	320	-	2.630
Valeur comptable nette au 31 décembre 2001	274	368	104	34	780
Valeur comptable nette au 31 décembre 2002	236	304	84	48	672

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

12. Immobilisations corporelles

suite

Le Groupe loue des bâtiments, des infrastructures et du matériel de production en vertu de divers contrats de location-financement. L'éc héance de ces contrats, le Groupe a la possibilité d'acheter l'actif loué à un tarif préférentiel. Au 31 décembre 2002, la valeur comptable nette des actifs immobilisés faisant l'objet d'un contrat de location-financement s'est élevée à 15 millions d'euros (2001: 18 millions d'euros). Le matériel pris en location fait l'objet d'engagements (annexe 19). Les paiements de loyers n'incluent pas les loyers conditionnels.

Le Groupe, en sa qualité de bailleur, a inclus des actifs faisant l'objet de baux d'exploitation dans le bilan, sous la mention "Autres équipements". Les actifs loués sont amortis conformément à la politique habituelle du Groupe en la matière.

la fin du mois de décembre 2002, les immobilisations corporelles faisant l'objet de baux d'exploitation totalisaient une valeur comptable nette de 19 millions d'euros (2001: 19 millions d'euros).

Le futur produit de location-financement minimal relatif à des baux d'exploitation non résiliables est présenté à l'annexe 23.

13. Participations

MILLIONS D'EUROS	Participations	Prêts	Participations dans		Prêts	Autres	Autres	Total
	dans	accordés	des sociétés liées		accordés	titres	prêts	
	des filiales	aux	Sociétés	Autres	aux			
		filiales	associées	sociétés	sociétés			
					liées			
Valeur comptable brute au 31 décembre 2001	10	-	38	1	-	25	11	85
Acquisitions	-	-	-	-	-	1	1	2
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Autres entrées	-	-	-	-	-	10	2	12
Reprises	-	-	-	-	-	(6)	-	(6)
Part des résultats des sociétés associées	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	(6)	-	(3)	-	-	1	(1)	(9)
Valeur comptable brute au 31 décembre 2002	4	-	35	1	-	29	13	82
Réductions et pertes de valeur cumulées								
au 31 décembre 2001	-	-	30	-	-	6	-	36
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-
Réductions de valeur	-	-	-	-	-	3	-	3
Pertes de valeur	-	-	3	-	-	-	-	3
Reprises	-	-	-	-	-	-	-	-
Réductions et pertes de valeur cumulées								
au 31 décembre 2002	-	-	33	-	-	9	-	42
Valeur comptable nette au 31 décembre 2001	10	-	8	1	-	19	11	49
Valeur comptable nette au 31 décembre 2002	4	-	2	1	-	20	13	40

Sur la base d'une évaluation de son montant recouvrable, la valeur comptable du placement en actions dans Silicon Vision AG a été dépréciée de 3 millions d'euros en 2002. La dépréciation exceptionnelle de 3 millions d'euros représentait la valeur comptable restante du placement en actions dans Silicon Vision AG.

14. Stocks

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Matières premières et fournitures	145	185
En-cours de fabrication, produits finis et biens achetés destinés à la revente	794	862
Acomptes versés	9	8
TOTAL	948	1.055

Les réductions de valeur cumulées sur les stocks ont baissé de 23 millions d'euros sur l'exercice 2002 (2001: augmentation de 24 millions d'euros).

Les coûts liés aux stocks sont passés en charges dans le compte de résultat de la manière suivante:

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Coût des matières premières, des fournitures et des biens achetés destinés à la revente	1.485	1.644
Coût des services achetés	68	72
TOTAL	1.553	1.716

15. Autres créances et actifs divers

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Créances au titre de contrats de location-financement	462	430
Créances fiscales	84	73
Intérêts courus sur les prêts	3	2
Prêts à court terme	1	6
Autre	80	69
TOTAL	630	580

Les contrats de location aux termes desquels le preneur est à considérer comme le propriétaire économique des biens loués donnent naissance à une créance à concurrence du montant actualisé des paiements futurs de loyers.

Au 31 décembre 2002, ces créances se chiffrent à 477 millions d'euros et porteront un intérêt à hauteur de 72 millions d'euros jusqu'à leur date d'échéance.

Au 31 décembre 2002, les réductions de valeur sur les créances générées par ces contrats de location-financement s'élèvent à 15 millions d'euros.

Les redevances locatives s'établissent comme suit:

15. Autres créances et actifs divers
suite

MILLIONS D'EUROS	2002			2001		
	Total des	Revenus des	Valeur	Total des	Revenus des	Valeur
	paiements	intérêts non	actuelle	paiements	intérêts non	actuelle
	futurs	perçus		futurs	perçus	
Échéance à 1 an maximum	208	37	171	182	34	148
Échéance entre 1 et 5 ans	339	35	304	314	34	280
Échéance supérieure à 5 ans	2	-	2	2	-	2
TOTAL	549	72	477	498	68	430

Le Groupe loue des équipements commerciaux sur base de contrats de location-financement via Agfa Finance (Agfa Finance Brussels N.V. et ses filiales) et de ses établissements en Amérique du Nord (Agfa Corp. États-Unis et Agfa Inc. Canada). Au départ du contrat, la valeur actualisée des loyers minimaux s'élève généralement à 95% de la juste valeur économique des actifs loués. Ce principe est valable pour tous les contrats conclus avec les entités mentionnées ci-dessus.

Les contrats conclus par Agfa Finance courent en général sur une période non résiliable de quatre ans. Son portefeuille concerne principalement (85%) les Business Segments Consumer Imaging et Graphic Systems. Les contrats prévoient généralement une option d'achat des équipements loués à l'issue de cette période, à un prix qui se monte généralement de 2% à 5% de l'investissement brut en début du contrat. Il arrive que la valeur économique de l'actif loué soit remboursée sous la forme d'une obligation d'achat de matières premières à une valeur supérieure à sa valeur de marché, de façon à ce que la différence (mark-up) puisse compenser le montant initialement déboursé par le preneur. Dans le cadre de ces contrats, le mark-up et/ou le terme du bail peuvent être modifiés.

Agfa Finance propose ses produits via ses filiales en Australie, France et Italie et ses établissements en Europe (Espagne, Suisse, Benelux, Allemagne, Royaume-Uni et les pays scandinaves) et au Japon.

Au 31 décembre 2002, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élèvent à 309 millions d'euros.

Les contrats de location-financement proposés par Agfa Corporation concernent principalement (83%) les Business Segments Consumer Imaging et Graphic Systems. Environ 45% des contrats de location-financement proposés par Agfa Corporation sont d'une durée de 60 mois et sont assortis d'une option d'achat d'une valeur d'un dollar à l'issue du contrat. Les autres contrats de location-financement sont d'une durée moyenne de 54 et 60 mois. Au terme de ces contrats, l'option permet de racheter, de renouveler ou de rendre l'équipement loué à une valeur correspondant à la valeur économique estimée à la date à laquelle l'option peut être exercée. Au 31 décembre 2002, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élèvent à 161 millions d'euros.

Agfa Inc. a entamé son business location-financement en mai 2000. Agfa Inc. propose surtout (74%) des contrats de location-financement relatifs à des équipements dans la business unit Informatics qui fait partie du Business Segment Technical Imaging.

La durée moyenne de ces contrats de location-financement est de 48 mois. A la fin du contrat de location-financement, tous les contrats de location-financement sont assortis d'une option d'achat pour 1 dollar canadien. Au 31 décembre 2002, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élèvent à 7 millions d'euros.

Le rapprochement des liquidités et équivalents de liquidités des éléments de bilan correspondants peut être présenté comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Titres négociables et autres instruments	12	2
Fonds disponibles, dépôts à vue et chèques	133	222 *
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le bilan	145	224
Créances sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres créances)	-	3
Dettes sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres dettes)	(4)	(7)
Réévaluation des actifs financiers disponibles pour la vente	-	3
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le tableau de financement	141	223

* Un montant de 97 millions d'euros déposé sur un compte bloqué et se rapportant à l'acquisition de Mitra Inc. est inclus. Ce montant représente une partie du prix d'achat de Mitra Inc. (annexe 4).

Les diverses composantes des fonds propres et leur évolution du 31 décembre 2001 au 31 décembre 2002 sont présentées dans les Fonds propres consolidés.

Capital social

Le capital souscrit de la Société au 31 décembre 2002 se monte à 140 millions d'euros. Il représente 140.000.000 actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale.

Réserve pour actions propres

Les réserves pour les actions propres de la société comprennent le coût des actions de la Société détenues par le Groupe. Au 31 décembre 2002 le Groupe détenait 768.400 (2001: 150.000) actions de la Société (annexe 18 B).

Plus-value de réévaluation

Afin de gérer le risque lié au prix de son programme de souscription d'actions "Long Term Incentive Plan" (tranche n° 2), la Société a déposé 10,2 millions d'euros mis en gage en faveur d'une banque de placement. Cet actif financier disponible à la vente a été réévalué à sa juste valeur avec des changements cumulatifs pris dans la plus-value de réévaluation (annexe 18B).

La plus-value de réévaluation comprend en outre la réévaluation de nos investissements dans MediVision Medical Imaging Ltd. (31 décembre 2002: -2 millions d'euros).

Réserve de couverture

Le Groupe a affecté des contrats de change à terme aux 'couvertures des cash-flows' de son risque de change liés aux achats de biens prévus sur les 9 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2002: -3 millions d'euros) (annexe 22).

16. Liquidités et équivalents de liquidités

17. Fonds propres

17. Fonds propres

suite

Afin de gérer le risque de taux, le Groupe a affecté des swaps de taux pour les 'couvertures des cash-flows'. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2002: -1 million d'euros) (annexe 22).

Écarts de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts dans les devises résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères qui ne font pas partie intégrante des entités de la Société et de la conversion des passifs qui couvrent les investissements nets de la Société dans une filiale étrangère.

Intérêts minoritaires

La variation des intérêts minoritaires (31 décembre 2002: 3 millions d'euros, 31 décembre 2001: 1 million d'euros) est principalement due à l'augmentation de capital dans Identis S.A. (intérêt minoritaire: 42,23%).

Dividendes

Un dividende de 69,6 millions d'euros (0,50 euro par action ordinaire) a été recommandé par le Conseil d'Administration le 3 mars 2003. L'Assemblée Générale des Actionnaires d'Agfa-Gevaert N.V. ne l'ayant pas encore approuvé, il n'a pas été octroyé.

18. Avantages sociaux

A. Dettes pour les régimes de retraite et d'avantages sociaux à long terme

Les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert disposent de régimes de prestations de retraite dans la plupart des pays d'implantation du Groupe. Ces régimes couvrent généralement tous les salariés et procurent des avantages liés à la rémunération et à l'ancienneté de chacun. Aux États-Unis, le groupe dispose également d'un plan médical réservé aux employés en retraite et, en Allemagne, d'un plan d'avantages sociaux à long terme. Ces avantages sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 (révisée en 1998) au même titre que les régimes de retraite et les plans d'avantages sociaux à long terme.

Au 31 décembre 2001, le montant total de la dette du Groupe contractée dans le cadre des régimes de retraite et d'avantages à long terme se chiffrait à 843 millions d'euros (879 millions d'euros au 31 décembre 2001), répartis comme suit:

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2001	31 déc. 2002
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle important	606	604
Dettes nettes pour prestations de cessation d'emploi	236	207
Dettes nettes pour les pays jouant un rôle d'importance moindre	37	32
Dettes nettes totales	879	843

Les critères de détermination des pays dits "importants" du Groupe reposent sur le niveau de leurs charges de retraite conformément à la norme IAS 19. Les pays importants comptent pour plus de 90% des charges de retraite du Groupe au titre de la norme IAS 19.

18. Avantages sociaux
suite*Régimes de retraite à cotisations déterminées*

Dans le cadre des régimes à cotisations déterminées, les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert cotisent auprès de fonds de retraite gérés publiquement ou par initiative privée, ou auprès de sociétés d'assurance. Une fois les cotisations versées, les sociétés du Groupe sont exemptées de toute autre obligation de paiement.

Les cotisations périodiques sont considérées comme une charge pour l'année au cours de laquelle elles sont dues. En 2002, les dépenses du régime à cotisations déterminées pour les pays importants du Groupe se chiffraient à 13 millions d'euros (16 millions d'euros en 2001).

En Allemagne, les employés d'Agfa-Gevaert AG et d'Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft mbH & Cie sont membres de la Caisse de retraite Bayer (Bayer Pensionskasse). Le Bayer Pensionskasse est un plan multi-employeur considéré comme un régime à cotisations déterminées (IAS 19.30 (a)). Ce régime est un régime à prestations déterminées sous le contrôle de l'ancienne société mère du Groupe, Bayer AG. On ne dispose pas de suffisamment d'informations pour permettre au Groupe de considérer ce régime comme un régime à prestations déterminées.

Régimes de retraite à prestations déterminées

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, la charge totale pour 2002 se chiffre à 89 millions d'euros pour les pays importants du Groupe (61 millions d'euros pour 2001):

MILLIONS D'EUROS	2001			2002		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total
Coût afférent du service,						
cotisations salariales non comprises	41	4	45	40	5	45
Charge d'intérêts	98	7	105	100	7	107
Rentabilité estimée du régime	(84)	0	(84)	(70)	0	(70)
Coût afférent du service constaté	13	(6)	7	(5)	(7)	(12)
Amortissement des (plus-values)/moins-values non constatées	(2)	(4)	(6)	7	2	9
(Plus-values)/moins-values résultant de liquidations ou compressions de régime	(3)	(3)	(6)	3	7	10
Charges de retraite périodiques nettes	63	(2)	61	75	14	89

L'évolution de la dette nette constatée en 2001 et 2002 est illustrée dans le tableau ci-dessous.

MILLIONS D'EUROS	2001			2002		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total
Dette nette au 1 ^{er} janvier	508	109	617	498	108	606
Charges de retraite périodiques nettes	63	(2)	61	75	14	89
Cotisations patronales	(74)	(3)	(77)	(72)	(4)	(76)
Impact monétaire: charge ou (crédit)	1	4	5	(1)	(14)	(15)
Dette nette au 31 décembre	498	108	606	500	104	604

18. Avantages sociaux
suite

L'obligation de prestations déterminées, l'actif du régime et le mode de financement des pays importants du Groupe sont présentés ci-dessous.

Au 31 décembre 2002, l'obligation de prestations déterminées se chiffrait à 1.815 millions d'euros (1.864 millions d'euros au 31 décembre 2001) pour le Groupe.

De ce montant, 1.051 millions d'euros (1.081 millions d'euros au 31 décembre 2001) se rapportaient à des régimes entièrement ou partiellement capitalisés et 764 millions d'euros (783 millions d'euros au 31 décembre 2001) à des régimes par semi-capitalisation.

MILLIONS D'EUROS	2001			2002		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total
Évolution de l'obligation de prestations déterminées						
Obligation de prestations déterminées au 1er janvier	1.510	93	1.603	1.749	115	1.864
Coût afférent du service, cotisations salariales non comprises	41	4	45	40	5	45
Cotisations salariales	2	0	2	2	0	2
Charge d'intérêts	98	7	105	100	7	107
Paiements de prestations	(86)	(3)	(89)	(90)	(4)	(94)
Coût afférent du service antérieur	14	(37)	(23)	(6)	1	(5)
Liquidation ou compression de régime(s)	(7)	(2)	(9)	3	7	10
(Gains)/pertes actuariels	150	49	199	(3)	(3)	(6)
Impact monétaire: charge ou (crédit)	27	4	31	(92)	(16)	(108)
Obligation de prestations déterminées au 31 décembre	1.749	115	1.864	1.703	112	1.815
Évolution de l'actif de régime(s)						
Juste valeur de l'actif au 1er janvier	1.053	0	1.053	968	0	968
Cotisations patronales	74	3	77	72	4	76
Cotisations salariales	2	0	2	2	0	2
Rendement effectif de l'actif	(102)	0	(102)	(97)	0	(97)
Paiements de prestations	(86)	(3)	(89)	(90)	(4)	(94)
Impact monétaire: (charge) ou crédit	27	0	27	(70)	0	(70)
Juste valeur de l'actif au 31 décembre	968	0	968	785	0	785
Mode de financement au 31 décembre						
Mode de financement	(781)	(115)	(896)	(918)	(112)	(1.030)
(Plus-value) ou moins-value nette non reconnue	284	45	329	418	33	451
Coût afférent du service antérieur non constaté	(1)	(38)	(39)	0	(25)	(25)
Dettes nettes au 31 décembre	(498)	(108)	(606)	(500)	(104)	(604)

Principales hypothèses actuarielles à la date de clôture du bilan (moyennes pondérées)

	31 déc. 2001	31 déc. 2002
Taux d'actualisation	5,9%	5,8%
Rendement attendu sur les actifs du régime	7,7%	7,5%
Futures augmentations salariales	4,0%	3,8%

Le taux d'actualisation et les augmentations salariales ont été pondérés en fonction de l'obligation de prestations déterminées. Le rendement attendu sur les actifs du régime a été pondéré en fonction de la juste valeur des actifs du régime.

B. Prestations sociales liées à l'actionnariat*1. Long Term Incentive Plan (tranche n° 1)*

Le 10 novembre 1999, le Groupe a lancé un programme de souscriptions d'actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 1) pour les membres du Comité de Direction de la Société et du "Vorstand" d'Agfa-Gevaert AG et les principaux directeurs. Chaque bon de souscription donne droit à "une" action ordinaire de la Société. Au total, 581.100 bons de souscription ont été émis et distribués aux bénéficiaires du programme. Pour chaque action achetée et déposée comme placement de départ, chaque bénéficiaire s'est vu remettre 13 bons de souscription. Ces bons ont été offerts gracieusement en échange d'actions acquises au prix unitaire de 22 euros (ou plus) lors du placement de départ. Si ce dernier était inférieur à 22 euros par action, un montant égal à 1/13e de la différence positive entre le prix de 22 euros par action et le prix effectivement payé devait être versé. En vertu du programme, les bons de souscription doivent être utilisés entre le 1er janvier 2003 et le 10 novembre 2005, date après laquelle ils perdent toute valeur. Le prix d'exercice des bons de souscription est fixé à 22 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les souscriptions d'actions en suspens au 31 décembre 2002:

Bons de souscription accordés	581.100
Souscriptions arrivées à terme en 2001	19.500
Souscriptions arrivées à terme en 2002	78.000
Souscriptions en suspens au 31 décembre 2002	483.600

2. Long Term Incentive Plan (tranche n° 2)

Le 25 avril 2000, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 2) à l'attention des membres du Comité de Direction de la Société et des directeurs employés aux niveaux VII, VIII et IX de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de Direction de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 416.950 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 1er janvier 2004 et le 19 mai 2006, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 22 euros. Les actions acquises lors de l'exercice de l'option sont couvertes par un accord avec une banque de placement qui s'engage à livrer ces actions à un prix fixe n'excédant pas le prix d'exercice des options.

18. Avantages sociaux
suite

18. Avantages sociaux

suite

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2002:

Options accordées	416.950
Options arrivées à terme en 2001	15.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options en suspens au 31 décembre 2002	401.950

3. Long Term Incentive Plan (tranche n° 3)

Le 18 juin 2001, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 3) à l'attention des membres du Comité de Direction de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de Direction de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 522.940 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 6 juillet 2004 et le 6 juillet 2007, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 20 euros. Les actions soumises au programme d'options sur actions sont partiellement couvertes par un échange d'actions (285.790 actions) et par les actions détenues par la société (218.150 actions).

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2002:

Options accordées	522.940
Options arrivées à terme en 2001	19.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options en suspens au 31 décembre 2002	503.940

4. Long Term Incentive Plan (tranche n° 4)

Le 17 juin 2002, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 4) à l'attention des membres du Comité de Direction de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de Direction de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 600.300 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 26 août 2005 et le 26 août 2008, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18 euros. Les actions soumises au programme d'options sur actions sont partiellement couvertes par des actions détenues par la société (550.250 actions).

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2002:

Options accordées	600.300
Options arrivées à terme en 2002	6.300
Options en suspens au 31 décembre 2002	594.000

MILLIONS D'EUROS	2002	2001	19. Dettes financières
Passif à long terme	665	898	
Facilités de crédit multidevise renouvelables ¹	633	807	
Facilités bancaires non garanties ²	19	77	
Dettes de location-financement ³	13	14	
Passif à court terme	53	168	
Commercial paper program	3	99	
Facilités bancaires non garanties ²	48	66	
Dettes de location-financement ³	2	3	

¹ **Facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties**

La Société a négocié des facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties qui arrivent à échéance en 2004, 2006 et 2008 pour un montant total de 870 millions d'euros.

La répartition par période s'établit comme suit:

MILLIONS D'EUROS	Valeur notionnelle		Montant dû		Devise	Taux d'intérêt		Date d'échéance
	2002	2001	2002	2001		2002	2001	
	-	220	-	115	USD	-	2,28% - 2,60%	2002
			-	16	EUR	-	3,59%	
	460	460	210	157	USD	2,03% - 2,63%	2,39% - 3,09%	2004
			55	140	EUR	3,2% - 3,4%	3,60% - 3,77%	
			31	33	AUD	5,21% - 5,45%	4,34% - 7,65%	
			22	-	GBP	4,18%	-	
			-	1	MYR	-	3,6%	
			9	-	INR	7%	-	
			-	5	TWD	-	2,76% - 4,10%	
	370	370	109	197	USD	1,98% - 2,80%	2,25% - 3,09%	2006
			145	55	EUR	3,20%	3,59%	
			-	23	GBP	-	4,47%	
			3	2	KRW	5,75%	5,8% - 6,2%	
			19	23	AUD	5,3% - 7,65%	4,35% - 7,65%	
	40	40	-	40	USD	-	2,4% - 2,8%	2008
			30	-	EUR	3,32%	-	
TOTAL	870	1.090	633	807				

En général, les prélèvements sur ces lignes de crédit sont effectués pour des périodes allant d'un mois à un an. Une partie des taux d'intérêts sont fixés sur de plus longues périodes, à l'aide de swaps plafonnés à échéance constante. Les taux d'intérêts des facilités à long terme libellées en euros sont plafonnés à un niveau maximum de 5,43%, tandis que les taux d'intérêt d'une partie des emprunts libellés en USD sont plafonnés entre 2,77% et 2,98% (annexe 22). Ces facilités de prêt ne sont pas garanties.

Afin de gérer le risque de taux, le Groupe a affecté des swaps de taux destinés à couvrir les variations des intérêts des prêts en USD (annexe 22).

19. Dettes financières**² Facilités bancaires non garanties**

suite

MILLIONS D'EUROS	2002				2001			
	Devise	Montant	Taux	Date	Montant	Taux	Date	
		dû	d'intérêt	d'échéance	dû	d'intérêt	d'échéance	
Facilités à long terme	USD	5	2,35%	Renouvelables	59	2,44% - 3%	Renouvelables	
	JPY	8	2,56%	03/04	12	2,56%	03/04	
	SEK	6	6,30%	Renouvelables	6	3,70%	Renouvelables	
Total des facilités à long terme		19			77			
MILLIONS D'EUROS	2002				2001			
	Devise	Montant	Taux	Date	Montant	Taux	Date	
		dû	moyen	d'échéance	dû	moyen	d'échéance	
			pondéré			pondéré		
Facilités à court terme	Multi-currency	48	4,72%	03/03	66	6,53%	03/02	
Total des facilités à court terme		48			66			

³ Dettes de location-financement

Les contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur se traduisent par des dettes financières dans le bilan, égales à la juste valeur à l'entrée en vigueur du contrat ou à la valeur actuelle des paiements de loyers minimaux, si elle est inférieure. Au 31 décembre 2002, ces dettes se chiffrent à 15 millions d'euros et porteront un intérêt à hauteur de 14 millions d'euros jusqu'à leur date d'échéance.

Les dettes financières sont payables comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2002			2001		
	Total des paiements	Charges d'intérêts	Valeur actuelle	Total des paiements	Charges d'intérêts	Valeur actuelle
	futurs	non expirées		futurs	non expirées	
Échéance à 1 an maximum	4	2	2	5	2	3
Échéance entre 1 et 5 ans	12	6	6	12	6	6
Échéance supérieure à 5 ans	13	6	7	15	7	8
TOTAL	29	14	15	32	15	17

Les dettes diverses se décomposent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Dettes fiscales	59	50
Dettes salariales	49	82
Dettes sociales	33	36
Intérêts courus non échus sur dettes	5	7
Dettes résultant de l'acceptation de lettres de change	-	2
Autres dettes	103	113
TOTAL	249	290

Les dettes fiscales comprennent non seulement les dettes fiscales de chacune des sociétés du Groupe, mais également les impôts retenus pour compte de tiers.

Les dettes sociales recouvrent quant à elles essentiellement les cotisations de sécurité sociale en souffrance à la date de clôture.

Les autres dettes englobent toute une série d'éléments, tels que les garanties, les commissions aux clients, les dettes soumises à une gestion de trésorerie, etc.

A. Actuel

MILLIONS D'EUROS	Environnement	Commerce	Impôts	Autre	Total
Provisions au 31 décembre 2001	10	161	46	163	380
Changement du périmètre de consolidation	-	-	1	-	1
Provisions constituées au cours de l'exercice	9	137	44	126	316
Provisions utilisées au cours de l'exercice	(1)	(154)	(15)	(108)	(278)
Provisions reprises au cours de l'exercice	(1)	(8)	(2)	(14)	(25)
Écarts de conversion	(2)	(16)	(6)	(10)	(34)
Transferts	-	(2)	(7)	29	20
Provisions au 31 décembre 2002	15	118	61	186	380

Les provisions pour les engagements de nature commerciale comprennent les paiements ultérieurs aux clients concernant les biens et services acquis au cours de la période comptable. Il peut s'agir de primes ou de remises en nature ou en espèces accordées au client, d'engagements de garanties, de commissions perçues par les agents ou de pertes imminentes ou anticipées réalisées sur des contrats d'achat ou de vente.

Les autres provisions se rapportent principalement à des provisions pour frais de restructuration (annexe 6). D'autres provisions ont été constituées en cas de litiges, de plaintes et d'issues négatives des engagements.

20. Autres dettes

21. Provisions

21. Provisions

suite

B. Non actuel

MILLIONS D'EUROS	Environne- ment	Autre	Total
Provisions au 31 décembre 2001	50	7	57
Provisions constituées au cours de l'exercice	-	-	-
Provisions utilisées au cours de l'exercice	-	-	-
Provisions reprises au cours de l'exercice	(13)	-	(13)
Écarts de conversion	(7)	-	(7)
Transferts	-	-	-
Provisions au 31 décembre 2002	30	7	37

Le Groupe est tenu de respecter les réglementations environnementales en vigueur dans les différents pays où il est représenté, y compris celles concernant les émissions atmosphériques et les eaux usées, la manipulation des substances dangereuses ainsi que la prévention et le nettoyage en cas de fuites et débordements. Le Groupe a engagé des dépenses et constitué des provisions considérables afin de se conformer aux standards et réglementations applicables. Les provisions pour la protection de l'environnement concernent la remise en état de sites, la modernisation des décharges et l'assainissement de terrains pollués par des activités industrielles antérieures.

Les provisions pour la protection de l'environnement comprennent en outre des provisions pour les litiges concernant la contamination de l'environnement.

Les provisions non actuelles sont comptabilisées à leur valeur actualisée.

Les montants actualisés se rapportant aux réglementations environnementales seront déboursés sur la période d'assainissement des sites concernés, qui devrait être de deux ans.

22. Instruments financiers dérivés

Les activités courantes du Groupe l'exposent aux risques de change, de taux et de crédit. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le Groupe recourt à des instruments financiers dérivés. Bien que ceux-ci soient exposés au risque de fluctuation des cours du fait d'acquisitions, ces variations sont en général compensées par des effets en sens inverse sur les éléments couverts.

Risque de change*Éléments d'actif et de passif constatés*

Le risque de change désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des cours de change. Le Groupe est exposé au risque de change à travers les ventes, les achats et les emprunts libellés dans une devise autre que la devise locale de la société. Au 31 décembre 2002, les devises à l'origine de ce risque sont surtout le dollar américain et la livre sterling.

De tels risques peuvent être couverts naturellement, par exemple lorsqu'une créance libellée dans une monnaie donnée est compensée par une ou plusieurs dettes dont le montant, l'échéance et la monnaie sont identiques. Ils peuvent également être gérés au moyen d'instruments financiers dérivés.

22. Instruments financiers dérivés

suite

Le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme pour gérer son risque de change résultant des créances commerciales, des dettes commerciales et des emprunts libellés dans une devise étrangère. Ces contrats de change à terme ont des échéances inférieures à un an.

Lorsque des prêts intra-groupe engendrent des risques de change, ils sont entièrement couverts, soit naturellement soit au moyen d'instruments financiers dérivés. Le risque de change résultant des engagements financiers est géré à l'aide de swaps de devises et de swaps de taux d'intérêt multidevise.

Lorsque des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir économiquement le risque de change d'un actif ou passif monétaire constaté, aucune comptabilité de couverture n'est appliquée. L'évolution de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés est inscrite au compte de résultat.

Au 31 décembre 2002, le Groupe a été exposé au risque de change suivant concernant les instruments financiers primaires faisant partie du fonds de roulement et de la dette financière:

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2002		31 déc. 2001	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Risque de change	566	339	758	484
Couvertures naturelles	(229)	(229)	(356)	(356)
Instruments financiers dérivés en suspens	(253)	(9)	(175)	(5)
Risque de change résiduel	84	101	227	123

Transactions prévues et engagements fermes

Le Groupe a affecté des contrats de change à terme (60 millions d'euros) aux 'couvertures des cash-flows' de son risque de change liés aux achats de biens prévus sur les 9 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2002 : -3 millions d'euros).

Couverture de la participation nette dans une filiale étrangère

Le Groupe a recouru à des prêts bancaires libellés en USD et à des contrats de change à terme pour couvrir le risque de change découlant de sa participation nette dans sa filiale aux États-Unis (Agfa Corporation).

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2002	31 déc. 2001
Prêts bancaires libellés en USD	328	483
Contrats de change à terme	172	17
TOTAL	500	500

Au 31 décembre 2002, la couverture de l'investissement net dans Agfa Corporation (USA) a été déterminée comme étant effective, et a été directement admise dans les fonds propres à la suite de la partie réelle du bénéfice sur l'instrument de couverture, laquelle se montait à 12 millions d'euros.

22. Instruments financiers dérivés

suite

Risque de taux

Le risque de taux désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt du Groupe au 31 décembre 2002 était géré via des swaps de taux d'intérêt dont le montant notionnel était de 724 millions d'euros. Le risque de taux est en partie couvert par des swaps plafonnés à échéance constante à hauteur de 376 millions d'euros (valeur notionnelle). Le Groupe n'a affecté qu'une partie seulement (95 millions d'euros) de ses swaps de taux d'intérêt aux 'couvertures des cash-flows'. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2002: -1 million d'euros).

Swaps plafonnés à échéance constante

Le Groupe a conclu une série d'accords CMS plafonnés pour un montant total de 376 millions d'euros, avec une échéance à 1 et 2 ans. Les swaps plafonnés à échéance constante ne sont pas considérés comme des instruments de couverture aux termes de l'IAS 39.

Aux termes de ces accords CMS, le Groupe s'engage à verser un taux de swap fixe sur 2 ou 5 ans respectivement, avec révision tous les trois mois. En échange, le Groupe bénéficie d'un taux interbancaire offert en euros sur trois mois plus un certain nombre de points de base. Ces points de base ne sont pas distribués mais sont utilisés pour acheter des actions privilégiées convertibles et à taux variable (caps) en rapport avec les CMS sous-jacents. Les accords libellés en USD sont valables pour une période de 1 an tandis que les autres swaps plafonnés arrivent à échéance en 2004.

Les niveaux des plafonds s'établissent comme suit:

100 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à	5,35%
50 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à	5,37%
40 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à	5,34%
90 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à	5,43%
48 millions d'euros	taux de swap sur 2 ans plafonné à	2,77% (libellé en USD)
48 millions d'euros	taux de swap sur 2 ans plafonné à	2,98% (libellé en USD)

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Le Groupe n'exige pas de garantie pour les actifs financiers. La Direction a mis une politique de crédit en place et contrôle régulièrement l'exposition au risque de crédit. Des contrôles de solvabilité sont effectués pour tous les clients demandant un crédit supérieur à un montant donné.

Les placements sont limités aux placements liquides assortis de contreparties dont la notation est égale ou supérieure à celle du Groupe. Les transactions impliquant des instruments financiers dérivés ne sont autorisées qu'avec des contreparties présentant des notations plus élevées.

Aucune concentration significative du risque de crédit n'a pu être observée à la date de clôture du bilan. Les valeurs comptables des actifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés dans le bilan, reflètent le risque de crédit maximal.

Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des prix du marché.

En 2001, la société a négocié une transaction d'échange d'actions afin de couvrir partiellement le risque potentiel de prix relatif aux actions soumises au programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan n° 3, annexe 18B). Cette transaction était considérée comme une couverture en juste valeur avec des modifications de la juste valeur de l'élément couvert et de l'instrument de couverture comptabilisé dans le compte de résultat.

Justes valeurs – montants notionnels

Les justes valeurs correspondent aux valeurs marchandes actuelles (cours inscrits à la cote ou calculés au moyen de techniques estimatives) des instruments financiers dérivés, indépendamment de tout mouvement en sens contraire de la valeur des transactions couvertes.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.

Les valeurs notionnelles désignent le volume des produits dérivés en cours à la date de clôture du bilan. Elles ne reflètent donc pas l'exposition du Groupe aux risques découlant de telles transactions.

Les valeurs notionnelles ou contractuelles et les justes valeurs respectives des instruments financiers dérivés sont présentées ci-dessous:

MILLIONS D'EUROS	Valeur notionnelle ou contractuelle		Juste valeur	
	31 déc. 2002	31 déc. 2001	31 déc. 2002	31 déc. 2001
Contrats de change à terme	769	583	5	-
Options sur devises	-	-	-	-
Swaps de devises	26	495	4	(8)
Instruments de couverture des taux d'intérêt	724	501	(15)	(12)
Autres instruments financiers dérivés	6	51	2	(2)
TOTAL			(4)	(22)

Titrisation des créances commerciales

Depuis plusieurs années, le Groupe a avec une banque internationale un accord de titrisation portant sur la vente des créances commerciales pour un montant de 100 millions d'euros.

22. Instruments financiers dérivés

suite

23. Baux d'exploitation**Contrats en tant que preneur**

Le Groupe loue principalement des bâtiments et des infrastructures en vertu de divers contrats de location-financement. Les futurs paiements de loyers relatifs à ces baux d'exploitation non résiliables doivent être effectués comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Échéance à 1 an maximum	43	41
Échéance entre 1 et 5 ans	94	102
Échéance supérieure à 5 ans	29	37
TOTAL	166	180

Contrats en tant que bailleur

Le Groupe loue d'autres équipements dans le cadre de locations-financements. Les paiements de loyers résultant des baux d'exploitation non résiliables sont répartis comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Échéance à 1 an maximum	4	4
Échéance entre 1 et 5 ans	14	11
Échéance supérieure à 5 ans	-	-
TOTAL	18	15

24. Engagements et dettes éventuelles

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
Émission et endossement de factures	16	26
Cautions	20	22
Garanties	8	11
Autre	3	3
TOTAL	47	62

Le total des engagements d'achats se rapportant aux principaux projets de dépenses en capital dont les contrats respectifs ont déjà été alloués ou les commandes déjà placées s'élèvent à 7 millions d'euros au 31 décembre 2002 (2001: 8 millions d'euros).

Transactions avec les administrateurs et les membres du Comité de Direction

En 2002, le montant accordé au Comité de Direction se chiffre à 3.216.462 euros (2001: 5.841.629 euros). Les émoluments des membres retraités du Comité de Direction et leurs charges additionnelles s'élèvent à 1.942.429 euros (2001: 2.423.284 euros).

Les provisions pour retraites pour les membres et les membres retraités du Comité de Direction, qui se chiffrent à 22.204.000 euros, se reflètent dans le bilan du Groupe au 31 décembre 2002.

Un montant total de 377.500 euros (2001: 463.500 euros) a été accordé à ceux qui étaient membre du Conseil d'Administration en 2002.

Au 31 décembre 2002, aucun prêt à recouvrer auprès des membres du Comité de Direction ou du Conseil d'Administration n'est à signaler.

Autres transactions avec des partis liés

Les transactions avec des sociétés apparentées sont essentiellement des transactions commerciales et sont négociées au prix normal du marché. Les recettes et les dépenses liées à ces transactions sont immatérielles pour les états financiers consolidés dans leur ensemble.

Résultat de base par action

Le résultat de base par action au 31 décembre 2002 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 194 millions d'euros (2001: perte nette de 288 millions d'euros) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice prenant fin le 31 décembre 2002 de 139.611.425 (2001: 139.927.261).

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires se calcule comme suit:

Nombre d'actions ordinaires au 1er janvier 2002	139.850.000
Effet des actions propres détenues	(238.575)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2002	139.611.425

2002 2001

Résultat de base par action (en euros)	1,39	(2,06)
--	------	--------

Résultat dilué par action

Lors du calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions est ajusté en fonction de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Dans le cadre du programme de souscription d'actions destiné aux administrateurs et aux principaux directeurs, 483.600 bons de souscription étaient en cours au 31 décembre 2002 à un prix d'exercice de 22 euros par action (annexe 18).

En 2002, la juste valeur moyenne par action ordinaire était de 17,38 euros. Les bons de souscription n'ont pas d'effet dilutif puisque la juste valeur moyenne d'une action ordinaire est inférieure au prix d'émission par action ordinaire dans le cadre du programme de souscription.

2002 2001

Résultat dilué par action (en euro)	1,39	(2,06)
-------------------------------------	------	--------

25. Transactions avec des partis liés**26. Revenu par action**

27. Sociétés du groupe

La société mère du Groupe est Agfa-Gevaert N.V., dont le siège est situé à Mortsel/Belgique. Ses principales filiales sont les suivantes:

Participations dans des filiales et autres sociétés

Groupe Agfa-Gevaert

31 décembre 2002

Sociétés consolidées

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Agfa (Pty.) Ltd.	Isando/Rép. d'Afrique du Sud	100
Agfa (Wuxi) Printing Plate Co. Ltd.	Wuxi/PR Chine	100
Agfa ASEAN Sdn. BHD	Kuala Lumpur/Malaisie	100
Agfa België N.V.	Kontich/Belgique	100
Agfa Corporation Inc.	Ridgefield Park/États-Unis	100
Agfa de Mexico S.A. de C.V.	Sta. Clara Ecatepec/Mexique	99,80
Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft mbH & Cie	Leverkusen/Allemagne	100
Agfa Europe N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance France S.A.	Reuil-Malmaison/France	100
Agfa Finance Italy S.p.a.	Milan/Italie	100
Agfa Finance N.V.	Bruxelles/Belgique	100
Agfa Finance Pty. Ltd.	Nunawading/Australie	100
Agfa Hong Kong Ltd.	Hong Kong/PR Chine	100
Agfa Hungaria Kft.	Budapest/Hongrie	100
Agfa Inc.	Toronto/Canada	100
Agfa India Ltd.	Maharashtra/Inde	99,99
Agfa Industries Korea Ltd.	Kyunggi-do/Corée du Sud	100
Agfa Korea Ltd.	Séoul/Corée du Sud	100
Agfa Limited	Dublin/Irlande	100
Agfa Monotype Corp. (USA), Inc	Wilmington/États-Unis	100
Agfa Monotype Ltd (UK)	Redhill/Royaume-Uni	100
Agfa NDT GmbH	Cologne/Allemagne	100
Agfa NDT Inc.	Lewistown/États-Unis	100
Agfa NDT Ltd.	Coventry/Royaume-Uni	100
Agfa NDT Pantak Seifert GmbH & Co. KG.	Ahrensburg/Allemagne	100
Agfa NDT S.A.	Limonest/France	100
Agfa s.r.o. (Czechia)	Prague/République de Tchéquie	100
Agfa Singapore Pte. Ltd.	Singapour	100
Agfa Sp. z o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Taiwan Co Ltd.	Taipei/Taiwan	100
Agfa (Wuxi) Film Production Company Ltd.	Wuxi/PR Chine	99
Agfa-Gevaert A/S (Denmark)	Glostrup/Danemark	100
Agfa-Gevaert AB (Sweden)	Kista/Suède	100
Agfa-Gevaert AEBE	Athènes/Grèce	100
Agfa-Gevaert AG	Leverkusen/Allemagne	99,99
Agfa-Gevaert AG/SA	Dübendorf/Suisse	98,90

27. Sociétés du groupe
 suite

Agfa-Gevaert Argentina S.A.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa-Gevaert AS (Norway)	Hagan/Norvège	100
Agfa-Gevaert B.V.	Rijswijk/Pays-Bas	100
Agfa-Gevaert Colombia Ltd.	Santa Fé de Bogota/Colombie	99,99
Agfa-Gevaert de Venezuela S.A.	Caracas/Vénézuéla	100
Agfa-Gevaert do Brasil Ltda.	Sao Paulo/Brésil	100
Agfa-Gevaert G.m.b.H.	Vienne/Autriche	100
Agfa-Gevaert International N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa-Gevaert Investment Fund N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa-Gevaert Japan, Ltd.	Tokyo/Japon	95
Agfa-Gevaert Limited (Australia)	Nunawading/Australie	100
Agfa-Gevaert Limited (England)	Brentford/Royaume-Uni	100
Agfa-Gevaert Ltda. (Chili)	Santiago De Chile/Chili	100
Agfa-Gevaert New Zealand Ltd.	Auckland/Nouvelle-Zélande	100
Agfa-Gevaert S.A. (France)	Reuil-Malmaison/France	100
Agfa-Gevaert S.A. (Spain)	Barcelone/Espagne	99,99
Agfa-Gevaert S.p.a.	Milan/Italie	100
Agfa-Gevaert, Lda.	Linda-a-Velha/Portugal	100
Autologic Information International	Ramat-Gan/Israël	100
Autologic Information International A.B.	Stockholm/Suède	100
Autologic Information International Inc.	Thousand Oaks/États-Unis	100
Autologic Information International Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	100
Autologic Information International Pty. Ltd.	North Ryde NSW/Australie	100
Autologic Information International Ltd.	Thousand Oaks/États-Unis	100
Autologic Triple I, Inc.	Ontario/Canada	100
Cea Aktiebolag	Strängnäs/Suède	100
CEA Deutschland GmbH	Hambourg/Allemagne	100
Crisfenn Pty. Ltd.	Blackburn/Australie	100
Identis S.A.	Croissy Beaubourg/France	57,77
International Typeface Corp.	Wilmington/États-Unis	100
Luithagen N.V.	Mortsel/Belgique	100
Mitra Asia-Pacific Pty Ltd.	Brisbane/Australie	100
Mitra B.V.	Eindhoven/Pays-Bas	100
Mitra Corporation	Hartland/États-Unis	100
Mitra Imaging Incorporated	Waterloo/Canada	100
Mitra Inc.	Waterloo/Canada	100
Nutronik GmbH	Alzenau/Allemagne	100
OY Agfa-Gevaert AB	Espoo/Finlande	100
Printing Technologies (NZ) Limited	Auckland/Nouvelle-Zélande	100
Printing Technologies Ltd	Blackburn/Australie	100
Quadrat N.V.	Deurle/Belgique	100
Quadrat S.A.	Lille/France	100
Shanghai Agfa Imaging Products Co., Ltd.	Shanghai/PR Chine	100
Talk Technology Inc.	Bensalem/États-Unis	100
Xitron Europe Ltd.	Swindon/Royaume-Uni	100
Xitron Pty. Ltd.	North Ryde NSW/Australie	100
Xitron, Inc.	Ann Arbor/États-Unis	100

27. Sociétés du groupe

suite

Filiales non prises en compte dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2002

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Agfa Argentina S.A.C.I. i.L.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa Deutschland Vertriebs-Verwaltungsgesellschaft mbH	Leverkusen/Allemagne	100
Agfa Europe S.A.	Genève/Suisse	100
Agfa Laborger t e GmbH	Gera/Allemagne	100
Agfa OOO Ltd.	Moscou/Fédération russe	100
Agfa Slovakia S.R.O.	Nove Mesto Nad Vahom/Slovaquie	100
Agfa-Gevaert Iran S.S.K.	Téhéran/Iran	76
Agfa-Gevaert Unterstützungskasse GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
CAWO Photochemische Fabrik GmbH	Schrobenhausen/Allemagne	100
Cea America Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
Compusat S.r.l.	Milan/Italie	100
GST Grafic Service Team Verwaltungs GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
GST Grafic-Service-Team GmbH & Co.	Leverkusen/Allemagne	100
Image building N.V.	Anvers/Belgique	70
Information International Foreign Sales Corp.	Guam	100
Mortselse Immobiliën vennootschap N.V.	Mortsel/Belgique	100
Tecsa S.A.S.	Montigny Le Bretonneux/France	100

Sociétés associées au 31 décembre 2002

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Antwerp Digital Mainport C.V.	Anvers/Belgique	12,50
Digiplast N.V.	Mortsel/Belgique	20
FotoWire Development S.A.	Genève/Suisse	1,59
Hocking Holding Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	50
Hocking NDT Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	50
Idoc N.V.	Bruxelles/Belgique	33,33
Med2Rad	Macerata/Italie	30
Medicalis Corp.	Boston/E-U	23
MediVision Medical Imaging Ltd.	Yokneam Elit/Israël	19,40
Silicon Vision AG	Siegen/Allemagne	24,66

Le 20 janvier 2003, le Groupe a annoncé qu'il allait céder son business group 'Non-Destructive Testing' à GE Aircraft Engines, une division de General Electric Company (États-Unis), pour un montant de 405 millions d'euros. Cet accord deviendra effectif après son autorisation par les autorités concernées. Cet accord concerne toutes les activités d'Agfa dans le domaine du Non-Destructive Testing, à l'exception de la production des films radiographiques pour lesquels le Groupe et General Electric ont conclu un contrat de fourniture à long terme selon les modalités duquel General Electric deviendra le fournisseur exclusif des films radiographiques industriels Agfa. Après prise en compte du passif et des actifs non transférés, on s'attend à ce que cette cession génère des liquidités d'un montant de 304 millions d'euros et un bénéfice avant impôt de 216 million d'euros (148 millions d'euros après impôt). On s'attend à ce que cette transaction soit terminée dans le courant du deuxième trimestre 2003.

28. Événements postérieurs à la clôture

Les pages suivantes sont extraites des états financiers d'Agfa-Gevaert N.V. établis conformément aux règles comptables belges. Le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des Actionnaires, les états financiers d'Agfa-Gevaert N.V. et le rapport du commissaire aux comptes seront déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique dans les délais définis statutairement. Ces documents sont disponibles auprès du département Investor Relations de la société, ainsi qu'à l'adresse www.agfa.com/investors/financials.

Seuls les états financiers consolidés présentés dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et les prestations financières du Groupe Agfa-Gevaert.

Le rapport du commissaire aux comptes ne stipule pas de réserves et déclare que les états financiers non consolidés d'Agfa-Gevaert N.V. de l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2002 représentent la situation et les prestations de la société de manière complète et fidèle, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.

MILLIONS D'EUROS	2002	2001
I. Produits d'exploitation		
A. Chiffre d'affaires	1.859	1.897
B. Augmentation (+); diminution (-) des stocks de produits finis, et travaux et en-cours de production	(11)	(21)
C. Production immobilisée	112	106
D. Autres produits d'exploitation	48	47
Total produits d'exploitation	2.008	2.029
II. Charges d'exploitation		
A. Matières premières, consommables et fournitures destinées à la revente		
1. Achats	992	1.024
2. Augmentation (-); diminution (+) des stocks	(19)	37
B. Autres achats et charges externes	239	272
C. Salaires, traitements et charges sociales	436	418
D. Dotations aux amortissements	182	168
F. Augmentation (-); diminution (+) des provisions pour risques et charges	(20)	137
G. Autres charges d'exploitation	11	11
Total charges d'exploitation	1.821	2.067
III. Résultat d'exploitation	187	(38)
IV. Produits financiers	136	200
V. Charges financières	(215)	(204)
VI. Résultat courant avant impôts	108	(42)
VII. Profits exceptionnels	28	22
VIII. Charges exceptionnelles	(38)	(37)
IX. Résultat de l'exercice avant impôts	98	(57)
IXbis. B Transfert à des impôts différés	(1)	-
X. Impôts sur les bénéfices	(19)	(2)
XI. Résultat après impôts	78	(59)
XII. Transfert à des réserves exemptes d'impôts	(2)	-
XIII. Résultat de l'exercice pour affectation	76	(59)
Affectation du résultat		
A. Résultat distribuable	167	123
1. Résultat de l'exercice pour affectation	76	(59)
2. Report à nouveau	91	182
C. Affectation aux autres réserves	(5)	-
D. 1. Bénéfice reporté	(92)	(91)
F. Bénéfice distribué	(70)	(32)

RÉSUMÉ DES COMPTES STATUTAIRES D'AGFA-GEVAERT N.V. - BILAN

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2002	31 déc. 2001
Actif		
II. Immobilisations incorporelles	201	142
III. Immobilisations corporelles	72	77
IV. Immobilisations financières	3.396	3.034
VI. Stocks et en-cours de production	219	211
VII. Créances à moins d'un an	306	334
VIII. Valeurs mobilières de placement	24	13
IX. Disponibilités/Trésorerie	1	13
X. Charges constatées d'avance et produits à recevoir	2	2
	4.221	3.826
Passif		
I. Capital	140	140
II. Primes d'émission	107	107
IV. Réserves	851	844
V. Report à nouveau	92	91
	1.190	1.182
VII. Provisions et impôts différés	183	217
VIII. Dettes à plus d'un an	736	491
IX. Dettes à moins d'un an	2.066	1.914
X. Charges à payer et revenus différés	46	22
	4.221	3.826

Le 3 mars 2003

1 Commentaires relatifs aux comptes annuels

Les comptes annuels qui seront présentés à l'Assemblée Générale des Actionnaires le 29 avril 2003 ont été approuvés par le Conseil d'Administration.

Lors de l'Assemblée Générale, les points suivants seront soumis pour approbation:

Les comptes annuels ont été clôturés avec un bénéfice à affecter pour l'exercice financier 2002 de 75.901.757,52 euros.

A vant de formuler une proposition de distribution des bénéfices, le Conseil d'Administration prend note qu'au 31 décembre 2002, Agfa-Gevaert N.V. possède un total de 768.400 de ses propres actions. L'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires du 13 janvier 2003 a également approuvé le nouveau plan de rachat des actions. Les rachats réels ont commencé au cours du premier trimestre. Les actions détenues par la société à la date du versement du dividende ne sont pas prises en compte dans le calcul du dividende. Le dividende proposé est basé sur la distribution de dividendes pour 140 millions d'actions. Le Conseil d'Administration rendra compte à l'Assemblée Générale du nombre total d'actions propres détenues par la société à cette date. Conformément à la situation à ce moment, le dividende sera intégré dans les minutes de l'Assemblée générale. Les comptes annuels seront adaptés et enregistrés en conséquence.

Il est proposé de distribuer le bénéfice comme suit:

- un dividende de 70 millions d'euros, soit 50 eurocents brut par action ordinaire (coupon N 4). Pour les actionnaires belges, cela équivaut à un dividende net de 37,5 eurocents par action, après retenue d'un précompte de 25%, payable au 30 avril 2003. Pour les actionnaires non-résidents le dividende net peut être codéterminé par les conventions de double imposition conclues entre la Belgique et les différents pays concernés. Les certificats pertinents doivent être en notre possession au plus tard le 12 mai 2003;
- affectation de 5.010.564,71 euros aux réserves et de 891.192,81 euros aux bénéfices à reporter.

Le 17 juin 2002, le Conseil d'Administration a décidé d'émettre un plan d'options sur actions destiné à la direction, en tenant compte de l'article 523 de la Loi sur les Sociétés. Extrait des minutes de la réunion du Conseil d'Administration: "Le Conseil a décidé à l'unanimité des voix à l'exception de Messieurs Verhoeven et Bergen, qui n'ont participé ni à la consultation, ni au vote, d'approuver l'émission d'options sur actions dans le cadre du Long Term Incentive Plan." Les deux administrateurs ont déclaré avoir notifié par écrit leur éventuel conflit d'intérêt à l'auditeur de la société.

K lynveld Peat Marwick Goerdeler (KPMG) s'est vu attribuer une rémunération de 1.475.715 euros au titre des services fournis en matière d'audit et d'impôts et en tant que consultant pour l'année financière 2002 en plus de sa rémunération conventionnelle en tant que commissaire aux comptes:

- KPMG Tax advisors (Belgique et étranger)	459.863 euros
- KPMG Audit principalement des bureaux étrangers	990.852 euros
- KPMG Corporate Finance	25.000 euros

2 Événements et informations postérieurs au bilan qui peuvent avoir des répercussions sur le développement de l'entreprise.

Le 20 janvier 2003 Agfa-Gevaert N.V. a annoncé la cession de son business group Non-Destructive Testing, sous réserve de l'approbation des autorités compétentes, à GE Aircraft Engines (General Electric Company) aux États-Unis.

Glossaire

Les mots expliqués dans cette section font référence aux mots en italique dans la section relative au Rapport de gestion.

4, 8 et 16 poses ou plus

Indique le format de la plaque d'impression en indiquant le nombre de pages standard qu'on peut imprimer avec une seule plaque.

AGFAnet (www.agfanet.com)

Service de tirage on-line qui permet de commander des tirages photographiques de bonne qualité à partir de données numériques. Ce service propose aussi des cours de photographie, des concours et d'autres informations et services liés à la photographie.

computer-to-film

Procédé dans lequel le layout de pages, p. ex. des journaux ou des magazines, est copié numériquement sur un film (transparent) directement à partir de fichiers informatiques. Les films sont ensuite développés par un procédé chimique et utilisés pour produire les plaques d'impression.

computer-to-plate

Procédé dans lequel le layout de pages, p. ex. des journaux ou des magazines, est copié numériquement sur des plaques d'impression directement à partir de fichiers informatiques sans l'utilisation intermédiaire de film.

cyberalbum

Solution AGFAnet qui fournit des pages web sur le site web pour permettre aux utilisateurs d'afficher leurs images comme dans un album photo et d'en commander des tirages directement par l'Internet.

d-TFS (digital Total Film Scanning)

Technologie intégrée dans l'équipement numérique des laboratoires Agfa pour permettre l'amélioration automatique de la qualité des images en termes de sur- ou sous-exposition, saturation des couleurs, balance des couleurs, ...

d-ws (digital wholesale)

Les systèmes d'Agfa destinés au 'wholesale finishing' (façonnage photo industriel) peuvent produire jusqu'à 20.000 tirages par heure. Les tirages peuvent être réalisés à partir d'un film négatif couleur classique ou à partir de données numériques stockées sur n'importe quel support de stockage numérique. Les commandes peuvent être passées via Internet.

documents d'identité haute sécurité

Documents personnels qui nécessitent un niveau élevé de protection, et notamment les passeports, les permis de conduire et les cartes d'identité. Des dispositifs de sécurité peuvent encore être ajoutés à ces documents et notamment des micro-lettres, des impressions à ultraviolets, des hologrammes, des puces et des codes à barres.

Electronic Patient Record (EPR)

Dossier patient électronique qui représente l'alternative au dossier papier du patient. L'EPR contient toutes les données relatives au patient et notamment ses données démographiques, ses demandes d'examen et ses résultats d'examens, ses rapports de laboratoire, ses radios et

protocoles, ses plans de traitement, etc., et auquel on a facilement accès quel que soit l'endroit où on se trouve dans l'hôpital.

enregistrement sonore (film pour)

Ce type de film à base de polyester a été spécialement conçu pour l'enregistrement et l'impression de tous les types de bandes sons courantes et notamment analogiques, Dolby, Digital, DTS (Digital Theater Systems) et SDDS (Sony Dynamic Digital Sound).

Enterprise Resource Planning (ERP)

Logiciel qui comprend une série d'applications qui automatisent, entre autres, les services financiers et RH des sociétés et qui aident les fabricants dans leurs tâches, entre autres, de gestion des travaux et de traitement des commandes ou encore la planification de la production.

épreuve d'imposition

Sortie de contrôle d'un travail à imprimer qui permet à l'imprimeur de déterminer si la position des pages (imposition) sur la plaque est correcte. Il s'agit d'un contrôle crucial avant de lancer l'impression car les pages d'un journal ou d'un magazine ne sont pas imprimées dans le même ordre séquentiel que si elles étaient reliées dans un magazine dans lequel seules les pages centrales sont imprimées l'une à côté de l'autre.

équipement de laboratoire

Dans le contexte de la photographie, il s'agit de l'équipement nécessaire pour le développement et le tirage des photos.

façonnage photo (ou façonnage)

Processus de développement et de tirage des images à partir d'un film ou d'un support de stockage numérique sur papier photographique. C'est aussi le nom d'une business unit de Consumer Imaging qui comprend le papier et la chimie photographiques.

façonnage photo industriel

Développement et tirage d'images sur papier photographique en utilisant des tireuses industrielles grande vitesse capables de produire jusqu'à 20.000 tirages par heure.

film couleur

Film sur lequel on copie la version master d'un film de cinéma. Ces copies sont distribuées dans toutes les salles qui projeteront ce film.

film graphique

Film polyester sur lequel est exposée photographiquement ou numériquement une image. En quadrichromie, la mise en page de chaque couleur d'impression est reproduite sur un film séparé. Le plus souvent, le film exposé constitue une étape intermédiaire dans la préparation des plaques d'impression ou des cartes de circuit imprimé. (voir aussi: film PET)

film PET

PET est l'abréviation de polyéthylène téréphthalate ou polyester. La chimie est préparée avec une base d'éthylène glycol et d'acide téréphthalique. Il s'agit de la matière première du substrat du film photographique. Il est recouvert de différentes émulsions qui ont chacune une fonction spécifique (photographie analogique, applications médicales ou graphiques, ...).

film triacétate

La chimie triacétate est dérivée de la cellulose et combine celle-ci à de l'acétate. La base triacétate a une excellente clarté et de bonnes qualités de résistance à la chaleur. Agfa l'utilise, entre autres, dans sa production de films graphiques et photographiques.

IMPAX: voir PACS

IRM (imagerie par résonance magnétique)

Système d'imagerie médicale qui crée un champ magnétique autour du patient. Il crée des images en envoyant des ondes radio dirigées vers les différentes parties du corps à examiner. La gamme des produits Agfa ne propose pas de scanner, mais nos reprographes peuvent y être connectés pour fournir des tirages de haute qualité.

imageuse

Système haute résolution qui 'écrit' des fichiers de l'ordinateur sur un film graphique ou sur une plaque d'impression.

kiosque

Kiosque qui permet aux consommateurs de commander des tirages photo (notamment le 'e-box' et le 'Cube' d'Agfa). Les kiosques acceptent le traitement du Digital Print Order Format (DPOF) utilisé par la majorité des appareils photo numériques. Le logiciel de ces kiosques permet de transmettre les données de la commande à un laboratoire central et ouvre donc des perspectives de ventes pour tous ceux qui ne possèdent pas leur propre laboratoire 'numérique'. Cette solution est également intéressante pour les opérateurs de minilabs qui possèdent plusieurs points de vente. Le 'e-box' et le 'Cube' d'Agfa acceptent tous les supports de données numériques courants, y compris les cartes SmartMedia, les cartes CompactFlash, les CD, les disquettes et, en option, les cartes SD et les MemorySticks.

Krautkramer

En 2000, Agfa a racheté Krautkramer à Emerson Electric Co, St. Louis, Missouri/Etats-Unis. Les activités de Krautkramer comprennent la production et la distribution dans le monde entier d'appareils à ultrasons destinés aux essais non destructifs (NDT) pour le contrôle de différentes matières et plus spécialement des métaux.

laboratoire professionnel

Minilab de haute qualité destiné à traiter les travaux des photographes professionnels.

Lithostar

Plaque d'impression numérique à l'halogénure d'argent, sensible à la lumière visible. Sa couche d'émulsion se compose de cristaux d'halogénure d'argent sensible à la lumière (AgX) (halogénure = bromure ou iodure ou chlorure) et de gélatine.

logiciel de gestion des flux de production

Logiciel qui rationalise les flux de travail en automatisant les différentes étapes du processus de prépresse et qui permet donc de gagner du temps et de réduire les coûts.

logiciel de gestion des projets

Logiciel qui permet à ses utilisateurs de suivre l'état d'avancement de leurs projets et de gérer le flux de production et la livraison de leurs différents projets en cours.

lumière visible (plaque d'impression)

Plaque sensible à la lumière visible pour tous les types d'impression offset. Ces plaques sont surtout très populaires chez les imprimeurs commerciaux et de journaux. La technologie de la lumière visible utilise des diodes laser lumière visible pour exposer une plaque d'impression. Les sources de lumière visible les plus courantes sont les diodes laser (vert ou violet).

marques de distribution (film pour des)

Un film produit pour être vendu sous le nom de marque du client.

Minilab

Équipement pour le tirage des photos destiné aux points de vente de détail et capable de produire jusqu'à 1.800 tirages par heure.

net printer (tireuse numérique grande capacité)

Unité d'impression très flexible destinée aux grands laboratoires de façonnage photo industriel et qui leur permet de traiter des travaux de tirage numériques. La tireuse net-lab.12 d'Agfa a une capacité de 1.100 tirages par heure maximum et constitue le complément idéal à l'équipement de laboratoire haute vitesse existant utilisé par les grosses unités de façonnage photo. La grande diversité des formats d'impression et la vitesse élevée de traitement assurent un flux de travail continu et optimal.

outillage photographique (film pour)

Film qui offre la précision extrême nécessaire à la miniaturisation des circuits imprimés.

(voir aussi: film PET)

PACS

(Picture Archiving and Communication System)

Les solutions PACS d'Agfa sont commercialisées sous le nom IMPAX. A l'origine les systèmes PACS ont été mis au point pour permettre la gestion, la distribution et l'archivage efficaces des images diagnostiques des services de radiologie. Les évolutions technologiques et les développements logiciels spécifiques ont rapidement permis aux systèmes PACS d'Agfa d'être également utilisés dans d'autres services hospitaliers.

Pantak-Seifert

En 2001, Agfa a repris la société américaine Pantak et la société allemande Seifert, producteurs d'équipements industriels à rayons X pour les applications NDT, respectivement aux Etats-Unis et en Europe. Les activités des deux sociétés ont été intégrées dans une seule business unit: X-ray Systems.

plaque (analogique)

Plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de haute qualité et d'un revêtement conçu pour réagir à des niveaux relativement élevés de photoénergie ultraviolette. Un film exposé (voir: film graphique) est mis en contact sous vide avec une plaque. La source de lumière UV copie la maquette du film sur la plaque. Dans ce cadre, les éléments de la maquette sont les parties opaques du film et le reste est transparent. La lumière UV n'atteint la plaque qu'aux endroits où le film est transparent. Un procédé de développement chimique attaque les parties de la plaque exposées et laisse intacte les parties non exposées. Ce procédé génère un léger relief sur la surface de la plaque, suffisant néanmoins pour retenir l'encre d'impression sur la partie surélevée et ne pas laisser d'encre dans les creux. L'encre sur les parties surélevées est transférée sur le papier. (voir aussi: plaque numérique)

plaque (numérique)

Plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de haute qualité grainé et anodisé et d'un revêtement plusieurs milliers de fois plus sensible que celui des plaques analogiques. Les lasers utilisés pour exposer ces plaques sont généralement basés sur l'énergie thermique ou la lumière visible. Les revêtements réagissent à l'énergie laser en induisant des modifications chimiques/physiques sur la surface de la plaque. Comme les plaques analogiques, les plaques numériques sont ensuite traitées pour créer une plaque prête à imprimer mais il existe aussi des technologies de plaques numériques ne nécessitant pas ce traitement. (voir aussi: plaque analogique)

prépresse

Ensemble des étapes de la préparation et du traitement des fichiers jusqu'à la création de la plaque analogique ou numérique, y compris la numérisation haute résolution des images, la sélection des couleurs, les différents types d'épreuves, etc.

RIS (Radiology Information System)

Solution informatisée pour la planification, le suivi et la communication de toutes les données relatives aux patients et à leurs examens dans les services de radiologie, c.-à-d. de la demande d'examen au protocole diagnostique du radiologue. Le RIS est étroitement lié au PACS (pour les images des examens).

radiographie directe

Technologie radiographique qui convertit l'énergie des rayons X en données numériques sans recourir à des plaques intermédiaires pour la capture de l'image. Ces données numériques génèrent une image diagnostique sur un PC. Le caractère numérique des données ouvre un large éventail de possibilités en matière d'optimisation ou de remplissage des images de même qu'en matière d'archivage des images sur les systèmes PACS. (voir aussi: radiographie numérisée)

radiographie numérisée

Technologie qui consiste à réaliser des images radiographiques avec un équipement radiographique traditionnel mais dans laquelle les images sont capturées sur des plaques réutilisables plutôt que sur un film radiographique à usage unique. L'information contenue sur les plaques est lue par un numériseur et fournit une image numérique. Un logiciel dédié (notamment MUSICA d'Agfa) peut être utilisé pour maximiser automatiquement la qualité des images lors de leur utilisation à des fins diagnostiques. Les images numériques peuvent également être complétées par des insertions manuelles (annotations, mesures, ...) et peuvent être archivées sur un système PACS. (voir aussi: radiographie directe)

radiographie numérique

Procédé direct de conversion des rayons X en un signal numérique utilisé par les systèmes numériques destinés aux essais non destructifs (NDT). Aucune étape intermédiaire ou procédé supplémentaire n'est nécessaire pour capturer et convertir l'énergie des rayons X.

RADView

Société américaine acquise en 1999. Elle est active dans la radiographie numérique pour le non-destructive testing.

rayons X: voir systèmes radiographiques

reprographe (ou système de reprographie)

Machines utilisées pour imprimer des images en provenance de diverses sources. Dans le cas des images diagnostiques, les sources peuvent être une radiographie, un scanner, des images de résonance magnétique, une radiographie numérisée, etc. Agfa produit à la fois des reprographes basés sur des procédés à sec ou nécessitant un développement. Cette dernière technologie implique l'utilisation de solutions chimiques aqueuses pour développer les images. La technologie à sec imprime les images directement à partir de l'ordinateur sur un film spécial par effet thermique. L'augmentation de la numérisation des images n'a pas entraîné de baisse au niveau de la demande des systèmes de reprographie. Au contraire, l'utilisation du papier continue à croître et cela plus spécialement dans le segment de l'impression à sec respectueuse de l'environnement.

SFC (Specialty Foils and Components)

L'unité Specialty Foils & Components commercialise les films PET, triacétate et des chimies spécifiques. Avec ses nouveaux développements, le SFC repousse également les frontières de l'imagerie.

scanner ou CT scan

CT signifie Computed Tomography – tomodensitométrie. Le CT scan utilise une série de rayons X pour créer des 'tranches' d'images de l'organisme. La gamme des produits Agfa ne propose pas de scanner, mais nos reprographes peuvent y être connectés pour fournir des tirages de haute qualité.

support de stockage numérique

Supports données (notamment les cartes SmartMedia et CompactFlash, les CD, les disquettes, les cartes SD, les MemorySticks,...) utilisés pour le stockage des images numériques sur un appareil photo numérique ou sur un PC.

système d'épreuves contractuelles numériques

Système d'épreuves qui génère des épreuves d'imposition et des épreuves contractuelles couleur en utilisant les fichiers numériques qui servent ensuite à réaliser les plaques d'impression. Une épreuve contractuelle est une épreuve approuvée par le client (celui qui achète le tirage) et qui représente la manière dont les couleurs seront reproduites sur la presse. L'imprimeur conclut donc un contrat "couleur" avec son client. Cette 'représentation' du résultat final est rendue possible grâce aux logiciels de gestion des couleurs high-tech d'Agfa associés aux systèmes d'épreuves.

système d'exposition des plaques

Les systèmes d'exposition des plaques exposent le résultat de fichiers numériques sur une plaque qui est ensuite traitée et montée sur la presse.

(voir aussi: plaque)

systèmes radiographiques

La radiographie est une méthode très largement utilisée dans laquelle des rayons X servent à produire une radiographie en vue de mettre en lumière les changements intervenus au niveau du matériau. La procédure habituelle pour faire une radiographie est d'avoir une source de rayons X d'un côté de l'objet à examiner et un film radiographique de l'autre côté. Les rayons X parcourent la distance entre leur source et le film en suivant des lignes droites et en traversant le sujet/l'objet situé entre les deux. Les parties du film plus irradiées pendant l'exposition foncent pour former une image nette sur le film. Après traitement, le film peut être visionné sur un caisson lumineux. Les systèmes radiographiques sont utilisés dans le secteur des soins de santé pour examiner le corps humain et dans le Non-Destructive Testing pour vérifier l'épaisseur des matériaux et détecter les défauts, les variations de structure, les détails de montage, etc. aussi bien d'objets que de constructions.

technologie du laser violet

Technologie d'exposition de plaques par le biais d'un laser violet qui offre un résultat rapide et permet une manipulation aisée des plaques avec un haut degré de fiabilité.

technologie GLV (Grating Light Valve)

Développée par Silicon Light Machines et initialement destinée au cinéma numérique haute définition ou au marché des affichages grand format, la technologie GLV est une technologie d'écriture laser. Agfa est la première société à utiliser cette technologie dans un système d'exposition des plaques. Dans cette technologie, l'énergie laser passe au travers d'une "grating light valve" (GLV). Des micro-commutateurs modulent et contrôlent la lumière laser avec une précision extrême pour garantir la netteté des images.

thermique (plaque d'impression ou plaque d'impression thermosensible)

Plaque qui ne réagit pas à la lumière visible mais aux traitements thermiques. Principalement utilisée dans l'impression commerciale et d'emballages.

tireuse grand format

Ces termes font parfois référence à une tireuse numérique qui imprime les photos sur des feuilles ou en rouleau de 24 pouces de large ou plus.

ultrasons (systèmes à)

Technique de test NDT qui examine les composants et les structures des matériaux afin d'y détecter des défauts ou d'en mesurer l'épaisseur. Les systèmes à ultrasons sont basés sur le principe de l'injection d'une très brève impulsion ultrasonique dans un composant ou une structure et ensuite de la réception et de l'analyse des pulsations sonores renvoyées.

MILLIONS D'EUROS	2002	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	4.683	4.911	5.260	4.731
Coût des ventes	(2.705)	(3.119)	(3.171)	(2.930)
Bénéfice brut	1.978	1.792	2.089	1.801
Frais de distribution	(902)	(970)	(1.000)	(934)
Frais de recherche et de développement	(248)	(231)	(224)	(241)
Frais généraux d'administration	(277)	(310)	(279)	(253)
Autres produits d'exploitation	318	294	233	144
Autres charges d'exploitation	(476)	(839)	(418)	(426)
Résultat d'exploitation	393	(264)	401	91
Produits (charges) d'intérêts – net	(40)	(63)	(81)	(36)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	(57)	(57)	(49)	(37)
Résultat autre que d'exploitation	(97)	(120)	(130)	(73)
Résultat avant impôts	296	(384)	271	18
Impôts sur les résultats	(99)	133	(96)	(7)
Résultat net des sociétés consolidées	197	(251)	175	11
Intérêts minoritaires	-	1	1	-
Part des résultats des sociétés associées	(3)	(38)	(7)	3
Résultat net pour la période comptable	194	(288)	169	14
Résultat de base par action (en euros)	1,39	(2,06)	1,2	0,1
Résultat dilué par action (en euros)	1,39	(2,06)	1,2	0,1

Publié par
 Agfa-Gevaert N.V.
 Corporate Communication
 Septestraat 27
 B-2640 Mortsel, Belgique
 Tél.: 32.3.4 44 5932
 Fax: 32.3.4 44 7485
 www.agfa.com

AGFA et Agfa-rhombus sont des marques déposées
 d'Agfa-Gevaert AG.

photo p.12 ' Christian Fleury/Klixpix
 portraits p. 24 & 26 ' Robert Voit, Munich

Mise en page & coordination de la traduction
 Lu's Paragraph N.V.
 Ontvoeringsplein 12
 B-2800 Mechelen

Seule la version anglaise du rapport annuel a une valeur juridique. Les versions française,
 néerlandaise et allemande sont des traductions du document original anglais. La correspondance
 entre les versions a été vérifiée par Agfa-Gevaert sous sa propre responsabilité.

MILLIONS D'EUROS	31 DÉC. 2002	31 DÉC. 2001	31 DÉC. 2000	31 DÉC. 1999
Actifs				
Actifs immobilisés	1.174	1.233	1.487	1.441
Immobilisations incorporelles	456	403	379	276
Immobilisations corporelles	672	780	994	1.069
Investissements	40	49	114	96
Instruments financiers dérivés	6	1		
Actifs circulants	2.717	3.006	3.411	3.264
Stocks	948	1.055	1.293	1.214
Créances commerciales	959	1.125	1.316	1.382
Autres créances et actifs divers	630	580	509	493
Liquidités et équivalents de liquidités	145	224	228	150
Charges à reporter	30	21	65	25
Instruments financiers dérivés	5	1		
Impôts différés	268	288	172	149
Actif total	4.159	4.527	5.070	4.854
Passif				
Fonds propres	1.383	1.267	1.570	1.439
Capital social d'Agfa-Gevaert N.V.	140	140	140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert N.V.	107	107	107	107
Bénéfices non répartis	962	1.281	1.124	1.156
Réserves	(20)	(5)		
Résultat net	194	(288)	169	14
Écarts de conversion	-	32	30	22
Intérêts minoritaires	3	1	7	4
Passif à long terme	1.598	1.894	1.825	1.492
Dettes pour avantages liés à la retraite	843	879	778	736
Dettes pour engagements de personnel	39	46	59	56
Dettes financières à plus d'un an	665	898	970	700
Provisions à plus d'un an	37	57	18	-
Instruments financiers dérivés	14	14		
Passif à court terme	1.119	1.334	1.542	1.804
Dettes financières à moins d'un an	53	168	405	541
Dettes commerciales	322	352	281	245
Autres dettes	249	290	287	377
Dettes pour engagements de personnel	105	103	117	124
Provisions à moins d'un an	380	380	396	424
Produit reporté	9	31	56	93
Instruments financiers dérivés	1	10		
Impôts différés	56	31	126	115
Passif total	4.159	4.527	5.070	4.854

MILLIONS D'EUROS	2002	2001	2000	1999
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	223	220	130	194
Résultat d'exploitation	393	(264)	401	91
Impôts courants	(70)	(17)	(116)	(63)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur	270	434	286	252
Changements de la juste valeur				
des instruments financiers dérivés	(8)	9		
Variation de provisions à long terme	(76)	91	(38)	21
Plus-values/(moins-values) sur cession d'actifs à long terme	(27)	(27)	(7)	(1)
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation	482	226	526	300
Diminution/(Augmentation) des stocks	70	282	(53)	104
Diminution/(Augmentation) des créances commerciales	125	223	120	(109)
Augmentation/(Diminution) des dettes commerciales	(17)	52	(7)	3
Variation de provisions à court terme	14	(61)	(45)	184
Autres variations du fonds de roulement	(63)	16	(105)	(105)
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation	611	738	436	377
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	(41)	(26)	(21)	(67)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	(126)	(160)	(194)	(176)
Rentrées de fonds résultant de la cession				
d'immobilisations incorporelles	1	1	10	-
Rentrées de fonds résultant de la cession				
d'immobilisations corporelles	58	50	84	50
Sorties de fonds provenant des fonds propres et				
des titres de créance	(72)	(36)	(101)	(37)
Sorties de fonds provenant des acquisitions	(178)	(65)	(116)	(335)
Cessions d'acquisitions			19	-
Intérêts et dividendes perçus	48	45	64	24
Liquidités nettes consacrées aux activités d'investissement	(310)	(191)	(255)	(541)
Augmentation de capital			2	-
Distribution de dividendes aux actionnaires	(32)	(63)	(46)	(20)
Émissions nettes de titres de créances	(261)	(336)	96	243
Intérêts versés	(87)	(106)	(139)	(46)
Autres rentrées/(sorties) de fonds financières	4	(40)	(10)	(80)
Liquidités nettes provenant				
des/(consacrées aux) activités de financement	(376)	(545)	(97)	97
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités				
résultant des activités courantes	(75)	2	84	(67)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités				
résultant des activités courantes périmètre de consolidation	1	-	4	-
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités				
résultant des fluctuations des cours de change	(8)	1	2	3
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	141	223	220	130

Bloc-notes de l'actionnaire

Lieux de cotation

Ticker Reuters

Ticker Bloomberg

Datastream

Bourses de Bruxelles et de Francfort

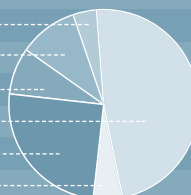
AGFAt.BR / AGE.G.DE

AGF BB / AGE GR

B:AGF

Structure de l'actionariat (le 1er mars, 2003)

4%	Deutsche Bank
10%	Highfields Capital
8%	Och-Ziff Capital Management
48%	Actionnariat flottant
25%	Gevaert
5%	Fidelity Investments



Données par action

Premier jour de cotation

le 1er juin 1999

Actions en circulation

au 31 décembre 2002

139.231.600

Capitalisation boursière

au 31 décembre 2002

2.959 millions d'euros

(EN EUROS)

Revenu par action*
Cash-flow opérationnel net par action
Dividende brut
Cours de fin d'année
Cours maximum de l'année
Cours minimum de l'année

2002	2001	2000	1999
1,39	-2,06	1,21	0,10
4,38	5,27	3,11	2,69
0,50	0,23	0,45	0,33
21,25	15,19	25,39	21,15
21,41	25,85	29,16	22,19
12,95	10,90	17,07	17,10

Volume moyen

des actions échangées/jour

156.681

136.710

225.084

199.579

Nombre moyen pondéré

d'actions ordinaires

139.611.425

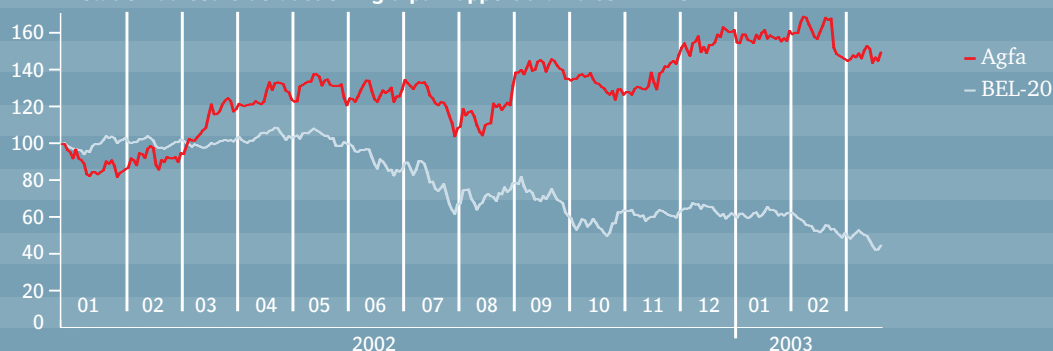
139.927.261

140.000.000

140.000.000

(*) Résultat net

Évolution du cours de l'action Agfa par rapport à l'indice BEL-20



Adresse de contact pour les actionnaires

Département Investor Relations
 Septestraat 27
 B-2640 Mortsels, Belgique
 Tél.: +32.3.4 44 5932
 Fax: +32.3.4 44 4485
 investor.relations@gfa.com

Calendrier financier 2003-2004

Assemblée générale annuelle	29 avril 2003 à 11 heures
Paiement du dividende 2002	30 avril 2003
Résultats du 1er trimestre 2003	8 mai 2003
Résultats semestriels pour 2003	21 août 2003
Résultats du 3ème trimestre 2003	13 novembre 2003
Résultats complets pour 2003	mars 2004
Assemblée générale annuelle	27 avril 2004 à 11 heures